

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

**LES INFLUENCES DE LA PARTICIPATION
ELECTORALE TRANSNATIONALE SUR LES
IMMIGRANTS: EXEMPLE DES TURCS DE STRASBOURG**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Yiğit Rıza BİNİZET

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Didem DANIŞ

DECEMBRE 2022

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE**

**LES INFLUENCES DE LA PARTICIPATION
ELECTORALE TRANSNATIONALE SUR LES
IMMIGRANTS: EXEMPLE DES TURCS DE STRASBOURG**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Yiğit Rıza BİNZET

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Didem DANIŞ

DECEMBRE 2022

PREFACE

Je tiens à remercier vivement ma directrice, Madame Didem Daniş pour le soutien et le temps qu'elle m'a accordé, mais surtout pour sa présence rassurante tout au long de cette période.

Je voudrais également remercier ma femme Cansu, ma mère et tous les professeurs du département de sociologie l'Université Galatasaray.

Yiğit Binzet

Décembre 2022

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	i
TABLE DES MATIERES	iv
ABBREVIATIONS	viii
RESUME	ix
ABSTRACT	xiii
ÖZET	xvii
1. INTRODUCTION	1
1.1. Méthodologie.....	6
1.1.1. Choix de Méthode.....	7
1.1.2. Choix de Terrain	8
1.1.3. Positionnement du Chercheur	10
1.1.4. Choix d'Échantillon	12
1.1.5. Collection et Analyse des Données.....	13
2. CADRE THEORIQUE.....	16
2.1. Concepts Analytiques : Diaspora ou Transnationalisme ?.....	19
2.1.1. Diaspora Comme Outil Analytique.....	20
2.1.2. Transnationalisme Comme Outil Analytique	22
2.2. Communautés et Modes de Vie Transnationaux.....	26
2.2.1. Activités et Attachements Transnationaux et les Niveaux de Transnationalité	26
2.2.2. Participation Politique Comme Activité Transnationale	30

2.3.	Influences des Activités Transnationales sur les Communautés Immigrées	32
2.3.1.	Saisir la Théorie au Travers des Typologies et des Modèles Existants	33
2.3.2.	Transnationalisme et ses Influences sur Intégration	36
2.4.	Conclusion pour la Discussion Théorique.....	38
3.	LA TURQUIE EN FRANCE	40
3.1.	L'Histoire de l'Immigration Turque en France	41
3.1.1.	Arrivée des Ouvriers Turcs en France : Années 1960	42
3.1.2.	Visibilité des Turcs en France : Années 1970	43
3.1.3.	Hétérogénéisation des Profils : Années 1980	44
3.1.4.	Espace Social Turc en France Depuis des Années 1990	46
3.2.	Les Particularités des Communautés Turques en France	47
3.2.1.	Franco-Turcs d'une Perspective d'Intégration et d'Identité	47
3.2.2.	Attachements aux « Origines » chez les Turcs de France.....	52
3.3.	Politisation chez les Turcs de France	54
3.3.1.	Droit de Vote pour les Turcs non-résidents	56
3.3.2.	Votes des Turcs de France et de Strasbourg	58
4.	VOTE EXTERNE : VU, VECU ET EPROUVE PAR LES TURCS DE STRASBOURG.....	61
4.1.	Opinions et Motivations sur le Vote Externe Chez les Turcs De Strasbourg	62
4.1.1.	Motivations pour Participation Electorale chez les Turcs de Strasbourg.....	63
4.1.2.	Question de Légitimité des Votes Externes selon les Turcs de Strasbourg.....	70

4.1.3. Nouvelles Générations : Un Cas Qui Mérite une Attention Spéciale.....	75
4.1.4. Conclusion	77
4.2. Influences du Vote Externe sur les Dynamiques Internes chez les Turcs de Strasbourg	79
4.2.1. Vote Externe Comme un Droit Polarisant	80
4.2.2. Participation Electorale Comme Pratique Unificatrice	93
4.2.3. Conclusion : Dédiasporisation Déclenchée par le Droit de Vote Externe.....	94
5. LA TURQUIE, LA FRANCE ET LES TURCS DE STRASBOURG	96
5.1. Influences du Vote Externe sur le Rapport Entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie.....	97
5.1.1. Rapport Entre les Turcs de Strasbourg et la Politique Turquie.....	98
5.1.2. Rapport entre les Turcs de Strasbourg et la Société en Turquie	105
5.1.3. Conclusion	109
5.2. Influences du Vote Externe sur les Relations Entre les Turcs de Strasbourg et la France.....	113
5.2.1. Influences du Droit de Vote sur le Rapport avec la France Depuis Perspective Immigrée	115
5.2.2. Réactions et Attitudes par la France et les Français	119
5.2.3. Conclusion	127
6. EN GUISE DE CONCLUSION.....	128
BIBLIOGRAPHIE	137
ANNEXE 1 – TABLEAU DES INTERLOCUTEURS	146
ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE.....	147
ANNEXE 3 – IMAGES.....	148
ÖZGEÇMİŞ.....	150

TEZ ONAY SAYFASI.....	151
-----------------------	-----



ABBREVIATIONS

ASTU	: Action Citoyennes Interculturelles
CCAS	: Centre Culturel des Alevs de Strasbourg
CHP	: Parti Républicain du Peuple
COJEP	: Conseil de la Jeunesse Pluriculturelle
DITIP	: Union Turco-Islamique des Affaires Religieuses
FTF	: Fédération Turque de France
HDP	: Parti Démocratique Populaire
IDEA	: Institut International pour la Démocratie et le Soutien Electoral
MHP	: Parti Mouvement Nationaliste
UID	: Union des Démocrates Internationaux
UE	: Union Européenne
SP	: Parti du Bonheur
TİK	: Institut Statistique de Turquie
YSK	: Conseil Suprême des Elections
YTB	: Présidence des Turcs à l'étranger et des Communautés Apparentées

RESUME

Il s'agit depuis quelques décennies des initiatives telles que l'émancipation de la double nationalité, la formation des circonscriptions transnationales ou l'octroi du droit de vote externe, prises par de nombreux pays afin d'inclure les citoyens non-résident dans la vie politique du pays d'origine. Quant aux citoyens de Turquie, ces derniers ont eu le droit de participer aux élections en Turquie en 2012, en allant voter aux urnes installées dans les bureaux électoraux dans les pays de résidence. Ces derniers, ayant voté pour la première fois en 2014, ont eu donc l'occasion d'exercer ce droit six fois jusqu'à nos jours, lors des élections présidentielles en 2014, élections générales du juin et du novembre en 2015, référendum constitutionnel en 2017 et finalement, élections générales et présidentielles, ayant eu lieu ensemble en 2018. Ce développement, c'est-à-dire participation électorale transnationale des émigrants turcs a attiré l'attention à l'égard de leurs motivations électorales ainsi que leurs tendances politiques et idéologiques envers la Turquie. Il est clair que la participation politique a stimulé également la curiosité des chercheurs, du média, des acteurs politiques ainsi que l'opinion publique en Turquie et des pays de résidence. À la lumière de ces informations, cette recherche vise particulièrement à comprendre et à expliquer les influences de la participation électorale transnationale sur les groupes émigrants.

Les sciences politiques et la sociologie peuvent être considérées comme les disciplines qui s'intéressent le plus à la participation politique des Turcs non-résidents. Il s'agit de nombreux chercheurs se focalisant sur les motivations politiques des émigrants Turcs et les raisons pour lesquelles ces derniers votent tel ou tel parti, ou telle ou telle personne. Or, les influences de la participation électorale des émigrants, en tant qu'activité transnationale n'a pas été spécifiquement problématisées jusqu'à nos jours dans la littérature. Toutefois, les recherches en la matière ont essayé de designer un cadre général des motivations et comportements électoraux des Turcs éparpillés dans le monde. De même, les recherches plus pointues en termes de terrain sont focalisées particulièrement sur les Turcs de l'Allemagne, la plus grande population turque non-résident en Turquie. Plus rarement, les recherches similaires s'interrogent sur les mêmes questions au travers des Turcs des Pays-Bas, d'Autriche ou de Belgique. Cependant, encore, la littérature sur les influences des engagements politiques et participation électorale des émigrants turcs de France est visiblement limitée.

Strasbourg, une ville française nous offre un fondement optimum pour cette recherche étant donné qu'elle loge une grande population turque, bien éparpillée ethniquement, religieusement ou culturellement parlant, ainsi qu'elle attire une importance bien visible par la Turquie depuis ces dernières décennies. Elles se

trouvent à Strasbourg de nombre des associations religieuses, culturelles et politiques -en tant que subdivisions des partis politiques turcs- ainsi qu'une mission diplomatique bien impressionnante qui reflète la forte l'existence de Turquie et l'importance attribuée par la Turquie à Strasbourg ainsi qu'à la population turque y résidant. De même, la plus grande mosquée de l'Europe, Eyüp Sultan Camisi, un grand campus de DITIB, les Instituts Yunus Emre ainsi que quelques grandes organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe, la Cour Européenne de Droit de l'Homme et le Parlement Européen se trouvent à Strasbourg. Par conséquent, la population turque à Strasbourg nous donne cette occasion de faire les observations pertinentes sur une telle question depuis une perspective de la sociologie-politique.

Dans ce contexte, nous avons effectué neuf entretiens semi-directifs avec dix Franco-Turcs, qui ont des connaissances approfondies sur les communautés turques à Strasbourg. Les interlocuteurs ont été choisis parmi les présidents, vice-présidents ou porte-paroles des associations dont les activités sont basées sur la politique en Turquie, ou les associations religieuses et culturelles dont les membres sont majoritairement -pour ne pas dire exclusivement- originaires de Turquie. Il serait pertinent de souligner qu'à l'égard des communautés turques de Strasbourg, ce qui est politique est visiblement imbriqué avec ce qui est religieux ou culturel. Autrement dit, les associations, les cafés, les épiceries ou même les restaurants sont fréquentés par les populations qui emploient les termes de "nous" et "eux" pour faire références aux groupes dont ils font partie ou non. C'est ainsi que sont nées les appellations ayant des connotations strictement politiques comme la mosquée des MHPLi, la mosquée de Milli Görüş... Donc, il ne serait pas faux de dire à ce stade qu'indépendamment de leurs domaines d'activités, les associations turques transplantées en France ont des positionnements politiques bien visibles. Finalement, à part des responsables des associations, nous avons effectué un entretien avec une jeune avocate issue de l'immigration turque en France, qui travaille pour rendre des services juridiques majoritairement aux Turcs de Strasbourg. Une partie des entretiens qui ont duré entre quarante-cinq minutes et deux heures est effectuée via plateformes informatiques telles que le WhatsApp ou Skype, alors que le reste a été organisé à Strasbourg, lors de la visite du chercheur à Strasbourg entre 11.02.2022 – 21.02.2022. Les données collectées lors des entretiens ont été analysées et représentées sous quatre grandes parties.

Il serait utile de comprendre d'abord la raison pour laquelle les Turcs de Strasbourg votent aux élections en Turquie afin d'examiner les influences du vote externe sur ces communautés. Il a été constaté dans cette recherche que les motivations principales d'une partie importante des Turcs de Strasbourg pour aller aux urnes sont basées sur les attaches nostalgiques et émotionnelles envers la Turquie. Le sentiment d'appartenance en Turquie et l'autoidentification en tant que Turc malgré longtemps passé en France jouent le rôle de puissance motrice dans les motivations électorales. Comme constatés dans différentes recherches précédentes, les rhétoriques de « la Grande Turquie » et de « leader fort » restent également déterminantes chez les Turcs de Strasbourg. Il est à souligner qu'à l'exception d'un interlocuteur, la participation électorale transnationale n'est pas vraiment appréciée par notre échantillon puisqu'elle risque de coincer les émigrants dans la réalité

politique du pays d'origine tant que les populations émigrantes ne sont pas représentées dans le parlement turc.

D'un autre côté, la soif démocratique provoquée par ne pas pouvoir voter à cause du fait d'être à l'étranger et que ne pas s'être intéressé par la politique française font partie des constats principaux en termes des motivations électorales des Turcs de Strasbourg. À travers l'obtention du droit de vote externe en 2012, les Turcs de Strasbourg ont finalement eu l'occasion d'étancher cette soif. Étant donné que la capacité de la politique turque à un espace transnational est bien limitée, donc les motivations plutôt pragmatiques sont visiblement moins extensives chez les Turcs de Strasbourg. Toutefois, les transformations et améliorations observées lors des aller-retours en Turquie jouent un rôle plus ou moins déterminants dans les motivations électorales de ces derniers.

Quant aux jeunes Franco-Turcs ou aux français issus de l'immigration turque, le droit de vote externe suscite un nouveau modèle d'attachement au pays d'origine. Il est important de souligner que le rôle des familles dans la formation de la culture politique des jeunes est primordial dans le contexte des Turcs de Strasbourg. Les pages suivies sur les médias sociaux, les chaînes de télé à regarder à la maison, les opinions de famille sur la Turquie forment le fondement de l'image de Turquie chez les jeunes turcs. Par conséquent, il est constaté qu'il s'agit des groupes ayant des connaissances visiblement limitées sur l'histoire, la sociologie, l'économie ou la géographie de la Turquie, mais qui suivent l'actualité politique de Turquie de très près, mais pas celle de la France. Ceci dévoile une nouvelle mode d'identification et d'attachement lié au pays de politique, que nous examinons sous le nom du concept de la Turcité politique. Ce concept fait référence au fait que les trajectoires sociologiques des Turcs de Strasbourg, y compris les jeunes générations qui deviennent des plus en plus français à l'égard de langue, de la vie sociale, de la culture, sont majoritairement formées dans l'espace social transnational par leur attachement politique en Turquie.

En outre, la participation électorale en tant qu'activité transnationale exerce de l'influence sur les Turcs de Strasbourg à travers trois grands axes. D'abord, avec ce développement aurait transformé les relations entre les groupes originaires de Turquie résidant à Strasbourg. À nos jours, il serait visiblement difficile de parler d'un toit iconographique capable de mettre ensemble les différents groupes socialement déterminés originaires de Turquie. Ceci provoque donc la disparition de l'apparence diasporique de cette population. D'une autre part, les motivations électorales peuvent également déclencher les sentiments hostiles contre d'autres groupes à Strasbourg. Au-delà de limiter l'interaction entre ces derniers, les sentiments d'hostilité risquent de provoquer la considération d'autre groupe comme une menace dangereuse. Les périodes préélectorales témoignent les incidents concernant les disputes et les chamailleries où la tension entre différents groupes s'élève. Toutefois, ces incidents provoqués par les sentiments d'hostilité ne sont pas temporels qui s'effacent à court terme. Se focalisant sur les raisons sous-jacentes, la grande variété des images que la Turquie évoque chez les différents groupes peut être observée. D'un autre côté, le sentiment d'exclusion et d'inégalité chez une partie des Turcs de Strasbourg – surtout les opposants au gouvernement actuel – creusent encore plus les clivages déjà existants entre différents groupes et que les sentiments négatifs

envers d'autres groupes sont davantage alimentés. Finalement, le vote externe donne lieu à la naissance d'un nouveau concept que l'on nomme la dédiasporisation qui signifie, au-delà d'un simple détachement d'autres groupes originaires du même pays, la perception d'autres groupes d'une perspective d'hostilité en alimentant l'intimité. La puissance réunificatrice du vote externe reste bien plus modeste comparant à la puissance séparatrice de ce dernier.

Une autre constatation sur les influences de la participation électorale transnationale serait sur la manière dont la Turquie perçoit les Turcs de Strasbourg. Par exemple, ces derniers, qui ont été considérés auparavant comme les ressources financières ou les instruments du lobbying à employer contre les pays de résidence par la Turquie sont devenus des ressources importantes du vote une fois que ces derniers ont obtenu le droit de vote. Par conséquent, les visites des politiciens, parlements et ministres deviennent de plus en plus fréquentes. Ceci ouvre la voie pour que les Turcs de Strasbourg puissent s'exprimer devant les autorités turques, même si ces premiers sont conscients que cette prise en compte est généralement pour gagner des votes. De même, le vote externe signifie également que les Turcs à l'étranger deviennent politiquement et électoralement visibles. La visibilité des votes des Turcs de Strasbourg a évidemment des répercussions à l'égard de la société turque en Turquie. D'abord, le vote des citoyens non-résidents n'est pas trouvé totalement légitime par les Turcs non-migrants, ni apprécié selon nos interlocuteurs. Au-delà de ça, les préférences politiques des Turcs de Strasbourg résidant en France, un pays démocratique et laïque, mais qui sont plutôt inclinés dans leur grande majorité vers les partis conservateurs et autocratiques en Turquie provoquent d'un autre côté l'attitude négative de leurs compatriotes non-migrants. Les interlocuteurs ont observé lors de leurs visites en Turquie ces attitudes négatives en raison de la participation électorale des émigrants turcs.

Finalement, une dernière influence de la participation électorale transnationale sur les Turcs de Strasbourg s'émerge au niveau des relations entre la France et les Turcs de Strasbourg. D'abord, il serait pertinent de discuter le rapport entre les institutions françaises et les Turcs de Strasbourg. Faisant partie des courants politiques nationalistes et conservateurs en leur grande majorité, les Turcs de Strasbourg sont trouvés politiquement incompatibles avec les valeurs fondatrices françaises, laïques et républicaines. Par conséquent, la France prend des mesures afin de diminuer les risques de résistance contre l'intégration susceptibles d'être provoquées par le fait d'être coincé dans la réalité politique de Turquie. D'autre part, les incidents où les Turcs de Strasbourg ont été stéréotypés et que leurs comportements électoraux envers la Turquie ont été négativement évalués par la société française ont été observés.

ABSTRACT

There have been initiatives such as emancipation of dual nationality, formation of transnational districts or granting of external voting rights, taken by many countries for a couple of decades in order to include non-resident citizens in the political life in the country of origin. Regarding citizens of Turkey, they enfranchised the right to participate in the elections in Turkey in 2012, precisely participation by going to vote at the ballot boxes installed in the electoral offices in their countries of residence. Having voted for the first time in 2014, they have therefore had the opportunity to exercise this right six times to date, during the presidential elections in 2014, general elections in June and November in 2015, constitutional referendum in 2017 and finally, general, and presidential elections, having taken place together in 2018. This development, i.e. transnational electoral participation of Turkish emigrants has drawn attention in terms of their electoral motivations as well as their political and ideological leanings towards Turkey. It is clear that political participation of Turks living abroad has also drawn curiosity of researchers, of the media, of political actors as well as public opinion in Turkey and in the countries of residence. In the light of such information, this research aims specifically to understand and explain the influences of transnational electoral participation on emigrant groups.

Political science and sociology can be considered as the disciplines most interested in the political participation of non-resident Turks. There are many researchers focusing on the political motivations of Turkish emigrants as well as the reasons why they vote for this or that party, or this or that person. However, influences of the electoral participation of emigrants, as a transnational activity, have not been specifically problematized until today in the literature. Research in this area has attempted to design a general framework of the electoral motivations and behaviors of Turks dispersed around the world. More specific research in terms of the field is focused particularly on the Turks of Germany, the largest non-resident Turkish population in Turkey. More rarely, similar research answer to same questions through the Turks of the Netherlands, Austria, or Belgium. However, still, the literature on the influences of the political engagements and electoral participation of Turkish emigrants from France is noticeably limited.

Strasbourg, a French city offers us an optimum base for this research since it houses a large Turkish population, well scattered ethnically, religiously, and culturally speaking, as well as it has attracted a visible importance by Turkey for the last decades. In the city, there are many religious, cultural and political associations - as subdivisions of Turkish political parties - as well as a very impressive diplomatic mission which reflects the strong existence of Turkey in the region and the

importance attributed by Turkey to Strasbourg and to the Turkish population residing in the city. Likewise, the largest mosque in Europe, Eyüp Sultan Camisi, a large campus of DITIB, the Yunus Emre Institutes as well as some major international organizations such as the Council of Europe, the European Court of Human Rights and the European Parliament are located in Strasbourg. Therefore, the Turkish population in Strasbourg gives us this opportunity to make relevant observations on such a question from a sociology-politics perspective.

In this context, we carried out nine semi-structured interviews with ten Franco-Turks, who have in-depth knowledge of the Turkish communities in Strasbourg. The interlocutors were chosen among the presidents, vice-presidents, or spokespersons of associations whose activities are based on politics in Turkey, or religious and cultural associations whose members are mainly - if not exclusively - from Turkey. It would be relevant to emphasize that with regard to the Turkish communities of Strasbourg, what is political is visibly intertwined with what is religious or cultural. In other words, associations, cafes, grocery stores or even restaurants are frequented by the populations who use the terms “us” and “them” to refer to the groups to which they belong or not. This is how terms with strictly political connotations were born, such as the mosque of the MHPl, the mosque of Milli Görüş... So, it would not be wrong to say at this stage that regardless of their areas of activity, the Turkish associations transplanted to France have clearly visible political positions in terms of Turkish politics. Finally, apart from the heads or representants of these associations, we conducted an interview with a young lawyer issue from Turkish immigration to France, who works to provide legal services mainly to the Turks of Strasbourg. Some of the interviews, which lasted between 45 minutes and 2 hours, are carried out via computer platforms such as WhatsApp or facetime, while the rest were organized in Strasbourg, during the researcher's visit to Strasbourg between 11.02.2022 - 21.02. 2022. The data collected during the interviews were analyzed and represented in four main parts.

First of all, it would be useful to understand the reason why Strasbourg Turks vote in elections in Turkey in order to examine the influences of external voting on these communities. It was found in this research that the main motivations of a significant part of Strasbourg Turks to go to the polls are based on nostalgic and emotional attachments to Turkey. The sense of belonging in Turkey and self-identification as a Turk despite having spent a long time in France play the role of driving force in electoral motivations. As observed in various previous studies, the rhetoric of “Greater Turkey” and “strong leader” also remains decisive among the Turks of Strasbourg. It should be emphasized that, with the exception of one interlocutor, transnational electoral participation is not really appreciated by our sample since it risks cornering emigrants in the political reality of the country of origin as long as the emigrant populations are not represented in the Turkish parliament. On the other hand, the democratic thirst caused by not being able to vote because of being abroad and not having been interested in French politics are among the main findings in terms of the electoral motivations of the Turks of Strasbourg. By obtaining external voting rights in 2012, the Turks of Strasbourg finally had the opportunity to quench this thirst. Given that the capacity of Turkish politics in a transnational space is quite limited, therefore the rather pragmatic motivations are visibly less extensive among the Turks of Strasbourg. However, the transformations

and improvements observed during the round trips to Turkey play a more or less decisive role in the electoral motivations of the latter.

For young Franco-Turks or French people from Turkish immigration, the right to vote externally creates a new model of attachment to the country of origin. It is important to emphasize that the role of families in the formation of the political culture of young people is essential in the context of the Turks of Strasbourg. Pages followed on social media, TV channels being watched at home, families' opinions on Turkey build the fundament of the image of Turkey for young Turks. Therefore, it is found that the groups with visibly limited knowledge of the history, sociology, economy or geography of Turkey, but who follow the political news of Turkey very closely, but not that of France, show up. This reveals a new mode of identification and attachment linked to the country of politics, which we examine under the name of the concept of politically Turkishness. This concept refers to the fact that the sociological trajectories of the Turks of Strasbourg, including the younger generations who are becoming more and more French regarding language, social life, culture, are mainly formed in the transnational social space through their political attachment to Turkey.

In addition, electoral participation as a transnational activity exerts influence on the Turks of Strasbourg through three main axes. First, with this development would have transformed the relations between the groups originating from Turkey residing in Strasbourg. Nowadays, it would be obviously difficult to speak of an iconographic roof capable of bringing together the different socially determined groups originating from Turkey. This therefore causes the disappearance of the diasporic appearance of this population. On the other hand, electoral motivations can also trigger hostile feelings against other groups in Strasbourg. Beyond limiting the interaction between them, the feelings of hostility risk provoking the consideration of another group as a dangerous threat. Pre-election periods witness incidents of arguing and bickering where tension between different groups rises. However, these incidents caused by feelings of hostility are not temporary and fade in the short term. Focusing on the underlying reasons, the wide variety of images that Turkey evokes in different groups can be observed. On the other hand, the feeling of exclusion and inequality among a part of the Turks of Strasbourg - especially the opponents of the current government - deepen even more the cleavages already existing between different groups and that the negative feelings towards other groups are fed more. Finally, the external vote gives rise to the birth of a new concept called dediasporization which means, beyond a simple detachment from other groups originating from the same country, the perception of other groups of a prospect of hostility by fueling intimacy. The unifying power of the external vote remains much more modest compared to the separative power of the latter.

Another observation on the influences of transnational electoral participation would be on the way Turkey perceives the Turks of Strasbourg. For example, the latter, which were previously considered as financial resources or lobbying instruments to be used against the countries of residence by Turkey, became important voting resources once the latter obtained the right to vote. Consequently, visits by politicians, parliaments and ministers are becoming more and more frequent. This paves the way for the Turks of Strasbourg to be able to express

themselves to the Turkish authorities, even if the former are aware that this consideration is generally to win votes. Likewise, external voting also means that Turks abroad become politically and electorally visible. The visibility of votes of the Turks of Strasbourg obviously has repercussions with regard to Turkish society in Turkey. First, vote of non-resident citizens is not found legitimate by non-migrant Turks, nor appreciated, as mentioned by our interlocutors. Beyond that, the political preferences of the Strasbourg Turks living in France, which is a democratic and secular country, but who are rather inclined in their great majority towards the conservative and autocratic parties in Turkey cause on the other hand the negative attitude of their non-migrant compatriots. The interlocutors observed during their visits to Turkey these negative attitudes due to the electoral participation of Turkish emigrants.

Last but not least, influence of transnational electoral participation on the Strasbourg Turks emerges at the level of relations between France and the Strasbourg Turks. First, it would be relevant to discuss the relationship between French institutions and the Turks of Strasbourg. Being part of nationalist and conservative political currents in their great majority, the Turks of Strasbourg are found politically incompatible with the founding French values based on, secularity and republicanism. Therefore, France is taking steps to reduce the risks of resistance against integration that may be caused by being stuck in the political reality of Turkey. On the other hand, incidents were observed where the Strasbourg Turks were stereotyped and their electoral behaviors towards Turkey were negatively evaluated by French society.

ÖZET

Geçtiğimiz birkaç on yılda birçok ülke, yurt dışında yaşayan vatandaşlarının köken ülke siyasetine de varlık göstermelerini sağlamak amacıyla, çifte vatandaşlık hakkı, yurt dışı seçim bölgelerinin oluşturulması, yurt dışından oy kullanma hakkı gibi konularda bazı girişimlerde bulunmuşlardır. 2012 senesi itibariyle yurtdışında yaşayan Türkiye Cumhuriyeti vatandaşları, bulundukları ülkedeki diplomatik misyon temsilcilikleri veya yetkili devlet kurumlarına konan oy sandıkları vasıtasıyla Türkiye'deki referandumlar, genel seçimler ve başkanlık seçimlerde oy kullanma hakkı kazandılar. İlk olarak 2014'te yaşadıkları ülkeden oy kullanan yurt dışı Türkleri, o günden beridir 2014 başkanlık seçimleri, Haziran 2015 ve Kasım 2015 genel seçimleri, 2017 anayasa değişikliği referandumu, 2018 başkanlık seçimleri, 2018 genel seçimler olmak üzere toplam altı kere sandığa gitme fırsatı yakaladılar. Gerek göçmenlerin seçmen davranışları gerek köken ülke siyasetine yönelik politik ve ideolojik eğilimleri veya göçmenlerin siyasi katılım motivasyonları gibi konular ise birçok kesimde merak uyandırdı. Akademinin, basının, siyasetin hatta kamuoyunun oldukça ilgi duyduğu bu köken ülke siyasetine seçmen olarak katılma durumunun, göçmen grupları üzerinde birtakım etkileri olacağı bir gerçektir. Bu bilgiler ışığında, bu çalışmanın temel amacı, bir ulus ötesi faaliyet olarak göçmenlerin bulundukları ülkeden köken ülkedeki seçimlere katılım hakkını elde etmesinin ve bu hakkı kullanmasının, göçmen toplulukları üzerindeki etkilerini anlamaya çalışmaktır.

Yurt dışında yaşayan Türklerin Türkiye'deki siyasi yaşama ve seçimlere katılımı, geçtiğimiz yıllarda özellikle siyaset bilimcilerin ve sosyologların da ilgisini çekmektedir. Birçok araştırmacı, yurt dışında yaşayan Türkiye Cumhuriyeti vatandaşlarının Türkiye seçimlerine yönelik siyasi motivasyonlarını, seçmen davranışlarını, parti seçimlerini ve bu seçimlerinin sebeplerini araştırmışlardır. Ancak ulus ötesi siyasi katılımın, özellikle de yurt dışından oy atma hakkının göçmenler üzerindeki etkileri bildiğimiz kadarıyla henüz direkt olarak araştırmaların merkezine konulmamıştır. Öte yandan, söz konusu çalışmalar ya yurt dışı Türklerinin siyasal eğilimleri ve oy atma davranışları ile alakalı genel bir çerçeve çizmiş, ya da spesifik olarak yurt dışındaki en büyük Türk nüfusu olan Almanya Türkeri'ne odaklanmıştır. Daha nadiren de olsa bazı çalışmalar, benzeri soruları Hollanda ve Belçika Türkleri özelinde yanıtlamaya çalışmaktadır. Ancak yine bildiğimiz kadarıyla Fransa Türklerinin siyasal katılımları, seçmen davranışları ve motivasyonları ile ilgili literatür gözle görünür ölçüde sınırlıdır.

Strasbourg, hem oldukça büyük ve etnik-ideolojik-dini anlamda farklılık gösteren birçok Türk ve Türkiye kökenli göçmen grubuna ev sahipliği yapıyor olmasından ötürü hem de geçtiğimiz birkaç on yıldır Türkiye tarafından oldukça

gözle görünür bir önem kazanmış olması sebebiyle çalışmamız için ideal bir zemini sunmaktadır. Birçok dini-kültürel-politik derneği barındırıyor olması, Türkiye'nin gücünü temsil ettiği düşünülen dev bir diplomatik misyon temsilciliğinin, Avrupa'nın en büyük camisinin, Dünya'daki en büyük DITIB kampüslerinden birinin, Yunus Emre Enstitüleri, Avrupa Konseyi, Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi ve Avrupa Parlamentosu gibi birçok uluslararası örgütün var olduğu bir bölge olarak Strasbourg, göçmen Türklerin köken ülkeye yönelik siyasi tutumlarının ve seçmen davranışlarının göçmen grupları nasıl etkilediğine dair gözlemler yapabilmemize olanak tanımaktadır.

Bu bağlamda, hem Strasbourg Türkleri üzerinde gözlemleri ve bilgisi olan, hem de kendileri de başlı başına seçimlerde oy kullanan on görüşmeciyile yarı yapılandırılmış görüşmeler yapıldı. Görüşmecilerimiz, Türkiye'deki siyasi partilerin Strasbourg -veya Alzas- şubelerinin başkanları veya üst düzey yöneticileri ile görüşüldü. Bunun dışında Strasbourg'daki önemli kültürel veya kült derneklerin başkanları ile de görüşmeler yapıldı. Belirtmekte fayda var ki, tezin önemli bulgularından birisi de, Strasbourg Türkleri özelinde bakıldığı zaman, dini olanın, etnik olanın veya kültürel olanın, siyasi olanla fazlasıyla iç içe olduğudur. Başka bir deyişle, dernekler, kahvehaneler, bakkallar ve restoranlar, "biz" ve "onlar" mantığıyla çerçevelenmiş, hatta ibadet yerleri için dahi, MHP'lilerin camisi, Milli Görüş camisi gibi ayrımlar konmuştur. Dolayısıyla, dini veya kültürel derneklerin, Türkiye siyasetine yönelik oldukça belirgin bir pozisyonlanmaları olduğunu söylemek hata olmayacaktır. Söz konusu dernek yetkililerinin ardından son olarak, Strasbourg'daki Türk ve Türkiye kökenli göçmenlere hukuki destek sağlayan az sayıdaki Türkiye kökenli avukatlardan biri olan kadın bir avukatla görüşüldü. En uzun iki saat en kısası kırk beş dakika süren görüşmelerin bir kısmı WhatsApp, facetime gibi uygulamalar üzerinden, geri kalan kısmı da araştırmacının 11.02.2022 – 21.02.2022 tarihleri arasında Strasbourg'da yaptığı saha araştırmaları esnasında yüz yüze gerçekleşmiştir. Görüşmelerden elde edilen sonuçlar dört temel başlık altında incelendi.

Strasbourg Türkleri özelinde, Türkiye'deki seçimlerde oy kullananın etkilerini incelemek için, ilk olarak göçmenlerin neden sandığa gittiğini anlamak gerekir. Bu çalışmanın bulguları göstermektedir ki Strasbourg Türklerinin sandığa gitmesinin öncelikli sebebi, Türkiye'ye karşı hissettikleri duygusal ve nostaljik bağlardır. Türkiye'ye karşı duyulan özlem, kendini halen Türkiye'ye ait hissetmek ve göç alanı içerisinde geçirilen onlarca seneye rağmen halen kendini öncelikle Türk olarak kimliklenmek, göçmenlerin köken ülke seçimlerinde oy kullanması için itici sebepleri doğurmaktadır. Daha önceki çalışmalarda da gözlemlendiği gibi, Büyük Türkiye söylemi, Cumhurbaşkanı Erdoğan'ın karizmatik siyasi duruşunu betimlemek amacıyla öne atılan "Güçlü Lider" retoriği, Strasbourg Türklerinin bir kısmının köken ülke siyasetine katılımında belirleyicidir. Burada belirtmek gerekir ki, göçmenleri köken ülke realitesinin içerisine hapsetme riski taşıdığından ötürü, yurt dışından oy kullanma hakkı, görüşmecilerimiz arasından sadece bir istisna dışında tarafından büyük bir takdirle karşılanmamış olmakla birlikte, aksine, parlamentoda temsil edilmeksizin göçmenlere tanınan oy kullanma hakkının olumsuz bir gelişme olduğunun altı çizilmektedir.

Bunun yanında, uzun yıllar boyunca Türkiye seçimlerine katılamamış olmak ve bunun yanında Fransız siyasetine karşı süregelen ilgisizlik hali göçmenlerin demokratik bir açlık duymasına sebep olmuş, 2012 sonrası elde edilen bu hakla beraber göçmenler bu demokratik boşluğu doldurduklarını ifade etmişlerdir. Ulus ötesi alanda köken ülke politikasının etkisi oldukça kısıtlı olduğundan, pragmatik sebepler, yukarıdaki sebeplere oranla açıkça daha az görünürdür. Ancak genellikle, Türkiye'ye gidiş gelişlerde gözlemlenen değişiklikler ve iyileşmeler göçmenlerin köken ülke seçimlerindeki davranışları üzerinde rol oynadığı gözlemlenmiştir.

Genç Franko-Türkler ve Türkiye kökenli göçmen çocukları için ise söz konusu oy hakkının kullanımı yeni bir bağlanma biçimini ortaya koymaktadır. Belirtmek gerekir ki Strasbourg Türkleri arasında siyasal kültürün oluşmasında ailenin rolü oldukça büyüktür. Sosyal medyada takip edilen sayfalar, akşamları evde izlenen televizyon kanalları, ailelerin Türkiye hakkındaki düşünceleri, göçmen çocuklarının Türkiye tahayyülünü oluşmasında baş rol oynamaktadır. Netice itibari ile, Türkiye'nin tarihi, sosyolojisi, ekonomisi, coğrafyası hakkında oldukça yüzeysel bilgiye sahip Türkiye kökenli genç *Fransızların*, Fransa yerine Türkiye'nin siyasi realitesini takip ettiği ve ona ilgi duyduğu açıkça görülmektedir. Bu durum, bu çalışmada siyasi Türklük adını verdiğimiz yeni bir kimliklenme, köken ülkeye bağlanma durumunu ortaya çıkarmaktadır. Fransız eğitim sistemi içerisinde şekil alıp ömrünün geri kalanını Fransa'da geçirmek isteyen, hayatın hemen her alanında, başka bir deyişle kültürel olarak, dilsel olarak, sosyal olarak Fransızlaşan, yeni jenerasyonlar da dahil olmak üzere, siyasi Türklük kavramı, göçmenlerin Türkiye siyaseti çerçevesinde siyasal kültürlerinin oluştuğuna, bu kültürün de onların göç alanı içerisindeki sosyolojik yörüngelerini belirlediğine işaret etmektedir.

Öte yandan bir ulus ötesi aktivite olarak yurtdışından köken ülkeye siyasetinde oy kullanma hakkının elde edilmiş olması, Strasbourg Türkeri'nin hayatını üç temel eksen üzerinden etkilemektedir. Öncelikle, yurt dışı oyların kullanılmaya başlamasıyla birlikte Strasbourg'daki Türk ve Türkiye kökenli göçmenlerin kendi iç dinamiklerinde ciddi değişiklikler olmuştur. Göçmenler, bir zamanlar kendilerini bir arada tutan ortak çatının altında artık birleşmemektedirler. Bu durum onların bir diaspora görüntüsünden çok uzakta bir manzara sergilemesine sebep olmaktadır. Türkiye'de hali hazırda var olan siyasi kutuplaşma, Strasbourg Türkleri üzerinde de net bir şekilde görülmektedir. Ancak bunların yanında, köken ülkeye yönelik seçmen motivasyonları, göçmenlerin birbirlerine karşı düşmanca tavırlar sergilemesinde önemli rol oynamaktadır. Bu gelişen düşmanca tavırlar, farklı göçmen grupların birbirleriyle etkileşimini azaltmanın ötesinde, onların birbirlerini tehdit unsuru olarak görmesine sebep olmaktadır. Seçim dönemi yaklaştıkça, düşmanca tavırların seviyesi çok yükselmekte, özellikle seçim günleri tehlikeli olaylara sahne olmaktadır. Atışmalar, tartışmalar hatta kavgalar gözlemlenmekte, ancak bu kavgalar kısa süreli bir tansiyon yükselmesi olarak kalmamaktadır. Bu kavgaların temelinde yatan gerçeğin, öncelikle göçmenlerin kafasındaki Türkiye tahayyülünün çok çeşitli olmasından kaynaklanmaktadır. Bunun yanında ise, Türkiye tarafından bazı grupların -özellikle muhalif kesimin- dışlanmışlık hissi, kimliksel, dini ve ideolojik kırılmalar göçmen gruplarının olumsuz tavırlarını perçinlemektedir. Sonuç olarak yurt dışı oyları, Strasbourg'daki Türk popülasyonu üzerinde dediasporizasyon adını verdiğimiz, diğer hemşeri gruplarla büyük bir kopuşun ötesinde, düşmanca tavırlar beslemekten kaynaklanan bir kopuşu simgeleyen yeni bir konseptin doğmasına sebep

olmuştur. Ulus ötesi oy kullanımının birleştirici etkisi, dediasporizasyon etkisiyle kıyaslandığında yok denebilecek kadar azdır.

İncelenmesi gereken bir diğer mesele ise, Strasbourg Türkleri'nin oy kullanmaya başlamasının ardından onların Türkiye açısından algılanış biçiminde ne gibi değişikliklere sebep olduğuyla ilgilidir. Örneğin, daha önceleri finansal bir kaynak veya bir ev sahibi ülkeye karşı kullanılabilecek bir lobi enstrümanı olarak görülen Strasbourg Türkleri, oy atma hakkının kullanılmasından itibaren köken ülke tarafından bir oy kaynağı olarak algılanmaktadır. Böylece Türkiyeli siyasetçilerin ziyaretleri sıklaşmış, milletvekilleri, bakanlar göçmenlerin sorunlarına kulak asmaya başlamışlardır. Bu durum, her ne kadar oy kaynağı olarak görülüyor olduklarının bilincinde olsalar dahi, göçmenlerin Türk siyaseti nezdinde kendilerini ifade edebilme şansını da beraberinde getirmektedir. Öte yandan, yurt dışından oy kullanılıyor olması, yurt dışında belirli ülke, bölge hatta şehirlerde yaşayan Türkiyeli göçmenlerin siyasi olarak görünürlük kazanması anlamına gelmektedir. Strasbourg Türkleri'nin kullandıkları oyun görünür olmasının da, Türkiye toplumu açısından bir karşılığı vardır. Öncelikle, Türkiye'de yaşamadan Türkiye seçimlerinde oy kullanan vatandaşların kullandıkları oyların meşruluğu konusunda, Türkiye toplumunun olumsuz bir duruşu olduğu görüşmeciler tarafından dile getirilmiştir. Ancak bunun ötesinde, Fransa gibi demokratik ve laik bir hukuk devletinde yaşayan Türklerin önemli bir, Türkiye siyasetinde otokratik ve muhafazakâr partileri tercih ediyor olması, onların siyasi tercihleri sebebiyle Türkiye toplumunun bir bölümü tarafından tek tipleştirilmesine yol açmaktadır. Bazı görüşmecilerimiz, Türkiye'ye yaptıkları seyahatlerde, Türkiye'deki seçimlere katılımları yönünde yerel toplumun rahatsızlıklarını dile getirdiği örneklerden bahsetmişlerdir.

Son olarak ise, Türklerin oy kullanmaya başlaması ile Strasbourg Türkleri ile Fransa arasındaki ilişkilerde de bir değişiklik gözlemlenmektedir. İlk olarak bu değişiklik, Fransız kurumları ile yaşanmaktadır. Büyük çoğunluğu muhafazakâr milliyetçi partilere oy atan Strasbourg Türkleri, bu düşünceyle taban tabana zıt olan cumhuriyetçi-laik Fransız ideolojisi ile uyumsuzluk göstermektedir. Böylece, Fransız kurumları, köken ülke siyaseti içerisine hapsolarak entegrasyon sorunları yaşama riskiyle karşı karşıya kalan göçmenleri veya göçmen kökenli Fransızları ilgilendiren önlemler almaktadır. Öte yandan Türkiye'yi önemli bir tehdit olarak algılayan Fransız toplumu perspektifinden de Strasbourg Türklerinin Türkiye'ye yönelik siyasi tavırlarının olumsuz olarak değerlendirildiği ve yine Türklerin tek tipleştirildiği bazı durumlar dile getirilmiştir.

1. INTRODUCTION

En 2017, un groupe des Turcs résidant à Strasbourg qui se déguisent en Sultans de l'époque de l'Empire Ottoman est allé au bureau de vote dans le bâtiment du DITIB au quartier HautePierre, pour voter oui ou non au referendum sur le changement de la constitution turque. Comme on peut s'y attendre, ces vêtements n'ont pas été vêtus seulement pour s'amuser ni pour faire la fête mais pour donner un message explicitement politique. Cet incident, à la fois amusant ou intéressant mais qui mérite clairement une attention spécifique a frappé les regards et mis la participation politique des Turcs à l'étranger au centre des discussions.

En effet, l'engagement des Turcs à l'étranger – surtout en Europe- à la politique de Turquie pique la curiosité depuis plus longtemps. Sur internet, comme sur les médias ou les journaux, se circulaient des exemples d'une grande variété qui démontrent le niveau de l'engagement chez les immigrantes à la politique de Turquie : une voiture immatriculée à Paris avec un autocollant sur la lunette arrière marquant « si Tu existais 50 ans auparavant, nous ne serions pas en exil aujourd'hui » avec la signature de Recep Tayyip Erdoğan ; la vidéo de Wilders, président du parti ultra-nationaliste néerlandais qui déclare que les Turcs votant les partis islamo-conservateurs ne sont pas bienvenus aux Pays-Bas ; la déporte de quelques politiciens Belgo-Turcs de leur partis à cause de leurs engagements idéologiques en Turquie, la bagarre entre les Kurdes et les Turcs à la place de la Bastille sont juste quelques exemples parmi tant d'autres étant parus dans les nouvelles, les journaux ou sur les médias sociaux. Ces exemples montrent également combien l'engagement politique des Turcs de l'étranger dans la politique turque attire l'attention de l'opinion publique.

En 2012, l'engagement des Turcs résidant à l'étranger à la politique turque a gagné une nouvelle dimension au travers de l'élaboration par la Grande Assemblée

Nationale Turque d'une nouvelle loi électorale ayant permis les émigrants originaires de Turquie de voter aux élections générales et présidentielles en Turquie via les consulats ou d'autres institutions étatiques se trouvant dans leurs pays de résidence. Il serait pertinent de rappeler que les Turcs à l'étranger forment aujourd'hui une grande population ayant un poids relativement important dans la politique turque.

Depuis des années 1960, la Turquie est un grand pays d'émigration ayant connu plusieurs vagues qui se différencient de la date et du profil de la population qui s'immigre. Finalement, aujourd'hui, les ressortissants Turcs forment la plus grande communauté immigrante de l'Europe (Aksaz, 2015: 7). Quant à la France, elle est la deuxième destination la plus préférée pour cette population depuis plus d'un demi-siècle. Les questions les plus discutées concernant les communautés turques de France, qui occupent aujourd'hui, une place relativement visible dans le système économique, social et voire politique de l'Hexagone, étaient principalement liées aux sujets tels que l'intégration, le communautarisme, la religion et la résistance culturelle étant donné que les Turcs de France ont longtemps été considérés *exceptionnels*¹, une particularité méritant une attention spécifique. D'ailleurs, il s'agit des recherches plus récentes telles que la recherche de Simon (2017 : 84-87), ou l'enquête de l'INED datant du 2016 (cité par Akgönül, 2020 : 174-5) qui démontrent que les Turcs sont parmi les communautés immigrantes les moins intégrées en France.

Dès le milieu des années 2000, les communautés Turques en Europe ont éprouvé une période de l'intégration dans les sociétés d'accueil sans précédent grâce à l'intensification des relations entre la Turquie et l'UE, les développements économiques et les initiatives mises en place afin de renforcer les fondements démocratiques par le gouvernement turc. À partir des années 2010 les sujets concernant les communautés turques de l'Europe ont gagné une nouvelle dimension en changeant la nature des discussions sur ces dernières à travers les développements tels que le clivage avec l'UE et la suspension des relations, voire, les crises avec les pays occidentaux, l'éloignement des pratiques démocratiques et des valeurs

¹ Pour référer à la fameuse expression de « l'exceptionnalité turque » qui signifie la résistance exceptionnellement visible contre l'intégration sociale en France, utilisée par Tribalat dans sa recherche de Mobilité Géographique et Insertion Sociale, qui a été critiquée à cause d'avoir négligé les particularités socio-culturelles des immigrants ainsi que les contextes dans lesquels l'immigration se forment (Autant-Dorier, 2008 : 189-90).

Européennes, l'Islamisation et l'autoritarisme du pays. Les tendances politiques de ces derniers étaient une des questions faisant objet des nouvelles discussions.

D'originaires de régions rurales de l'Anatolie en leur grande majorité (Débarre & Petek, 2022 : 25) les tendances électorales des Turcs de France et des Français issus de l'immigration turque sont devenues davantage un des points centraux des discussions autour de la politisation de diaspora tant que la Turquie s'éloigne encore plus des valeurs Européennes. Notamment, l'obtention du droit de vote externe a suscité les discussions concernant les influences potentielles de cette participation à plusieurs égards : intégration, utilisation des immigrés en tant qu'instrument de soft power, résistance culturelle... La raison qui a déclenché ses discussions était liée à l'idée que pour une meilleure intégration à la vie sociale du pays de résidence, les immigrés doivent se débarrasser des motifs qui les imposent la réalité du pays d'origine (Vertovec, 2001 : 575). Ainsi, cette idée défend que le droit de vote externe risquerait de provoquer un plus fort attachement à la culture d'origine. D'une autre part, au centre de la perspective de philosophie politique se trouvaient des discussions sur la légitimité du droit de vote pour les immigrés.

Pour mieux comprendre cette discussion, il serait pertinent de plonger un peu dans des détails du vote externe. Les pays d'origine produisent les politiques concernant les citoyens non résidents – qui sont à la fois des ressources financières et du lobbying – afin de faciliter leur retour, de leur fournir l'assistance consulaire et de les faire s'engager au pays d'origine (Østergaard-Nielsen, 2016 : 147). Cependant, les politiques concernant les citoyens non-résidentes se manifeste dans une grande variété et que les objectifs du législateur déterminent le cadre de ces politiques.

En tant qu'une politique visant les citoyens non-résidentes, participation politique transnationale gagne de plus en plus importance dans les sciences politiques étant donné que la démocratie et la participation politique sont deux notions en train d'éprouver une transformation dans l'ère moderne et mondiale. Or, si la participation politique a plusieurs volets, la participation électorale transnationale se trouve dans le centre (Uslucan & Sauer, 2021 : 116). La participation politique transnationale directe fait référence à la participation des migrants et réfugiés dans la politique du pays d'origine en votant pour soutenir tel ou tel parti politique, ou en participant aux débats par exemple (Østergaard-Nielsen, 2003 : 762). En tant que politique d'activation de diaspora, octroyer le droit de participer aux élections dans le pays

d'origine est une initiative afin de faire les émigrant rester membres de la communauté du pays d'origine en dépit de leurs absences territoriales (Lafleur, 2016 : 454). Quant à cette recherche, la participation électorale transnationale signifie le vote externe qui explique conformément à la conceptualisation de Bauböck (2007 : 2398) que les citoyens ayant la résidence permanente – et résidant dans un autre pays votent aux élections au pays d'origine via des bureaux de votes installés dans le pays de résidence.

Il est donc possible de dire que les développements dans la perception de la démocratie et citoyenneté participative changent le rapport entre la citoyenneté et le territoire. Le nombre des pays octroyant le droit de vote pour les citoyens non-résidents augmente tandis que la littérature en sciences politiques saisit ces sujets à travers des perspectives différentes. D'un point de vue de la sociologie politique, les motivations des immigrés en allant aux urnes pour les élections du pays d'origine, les comportements électoraux de ces dernières, les préférences politiques et la formation de culture politique au contexte transnational sont des sujets principaux méritant une attention spécifique.

Littérature empirique en la matière se forme autour des discussions en général sur les taux des votes provenant des Turcs résidant dans différents pays et les raisons pour lesquelles ces derniers votent tel ou tel parti. Toutefois, ceux qui sont ignorés dans ces discussions, ce sont des communautés en elles-mêmes car les influences de l'obtention du droit de vote sur les vies des Turcs à l'étranger méritent une attention spécifique. En faisant des immigrés un instrument de soft power, le droit de vote à distance risque de rendre les immigrés des victimes dans la lutte de domination entre deux pays, celui de résidence et d'origine. D'une autre part, participation électorale dans la politique du pays d'origine peut déclencher les débats sur l'intégration dans le pays de résidence comme démontré par Vertovec (2001 : 578) : « *Les identités transnationalisées peuvent également former le fondement d'un attachement politique au pays de résidence ainsi qu'au pays d'origine* ». De la perspective du pays d'origine, en tant qu'acteur dans des espaces sociaux transnationaux, le droit de vote est susceptible de provoquer les sentiments négatifs chez les sociétés du pays d'origine en les poussant à s'interroger sur la légitimité d'exercice de ce droit. Par conséquent, l'obtention du droit de vote externe peut influencer les immigrants en trois axes principaux, conformément à l'organisation du contenu de cette recherche : le

rapport entre les immigrés et le pays de résidence, le rapport entre les immigrés et le pays d'origine, et finalement, les dynamiques internes des groupes migrants.

Les pays d'origine risquent de mettre les futures des émigrants en danger à travers les politiques de diaspora qui devraient normalement être créées afin de faciliter leur vie (Aksel, 2022 : 2). Dans cette recherche, nous essayons donc d'examiner les influences de l'obtention du droit de vote chez les communautés immigrées aux élections dans les pays d'origine. Ce faisant, l'objet principal de notre recherche serait des Turcs de Strasbourg qui signifient une population idéale pour notre recherche grâce à sa structure archipélagique et à l'importance que la vie politique turque attribue à ces derniers. Cela nous permettrait de reformuler la question centrale de cette recherche ainsi : *De quelle manière l'obtention du droit de la participation électorale transnationale a influé et transformé les communautés turques² à Strasbourg ?*

La découverte d'une réponse pertinente à cette question centrale en s'appuyant sur les fondements scientifiques aurait une grande variété d'utilités pour différentes disciplines. D'abord, cette recherche vise à faire une contribution à la sociologie de l'immigration en démontrant les influences de la participation politique transnationale aux élections dans le pays d'origine. Ceci mérite une attention car nous sommes d'avis que l'utilisation d'un droit démocratique tel que le droit de vote joue un rôle important dans les vies des immigrées. Deuxièmement, par sa nature, cette recherche reste explicative à l'égard de la formation de la culture dans les espaces sociaux transnationaux et donc celle des motivations électorales des communautés immigrées. De cette perspective, cette recherche vise à contribuer à l'analyse sociologique de la participation politique. Finalement, ce travail est susceptible d'être considéré comme une analyse des politiques publiques vu que nous essayons de démontrer les résultats -attendus ou inattendus- d'une politique publique, c'est-à-dire le droit de vote pour les citoyens non-résidents.

Enfin, suivant cette brève introduction, nous aborderons d'abord la perspective méthodologique de cette recherche afin d'expliquer notre choix de méthode, notre

² Dans cette recherche, l'expression "Turc" ne signifie pas une appartenance ethnoculturelle mais un statut légal ainsi qu'une connotation par rapport aux origines géographiques. Plus précisément, les individus issus de l'immigration turque ou originaire de Turquie seront nommés les Turcs sans les diviser à travers leurs supra-identités faisant références à l'Alévisme, le Sunnisme, la Turcité où la Kurdité, etc...

positionnement épistémologique, notre position dans le rapport chercheur-sujet, nos méthodes de collecter des données, nos limitations ainsi que le choix d'échantillon.

1.1. Méthodologie

L'idée de travailler sur l'analyse des transformations que les Turcs de Strasbourg ont éprouvée après avoir obtenu le droit de vote est émergée à travers nos expériences au sein des communautés turques entre 2017-2020. Nous avons observé pendant notre mission en tant qu'assistant de langue à l'Académie de Strasbourg pour l'année scolaire 2017-2018, où nous renseignions à approximativement 140 étudiants issus de l'immigration turque en Alsace, que même si leur connaissance par rapport à la langue turque, à la géographie, à l'histoire, à l'économie ou à la sociologie de Turquie était visiblement limitée, ces jeunes Français issus de l'immigration turque étaient profondément intéressés par la vie politique en Turquie. D'ailleurs, nous avons également observé lors de nos interactions avec les immigrants originaires de Turquie de Strasbourg qu'en parlant des principes de distinction chez les Franco-Turcs que l'un des principes les plus distinctives concernant ce groupe est les idéologies et les positionnements politiques (Binzet, 2021 : 340). Plus précisément, ces derniers jouent un rôle déterminant dans la réunification ou de séparation des individus faisant parties de l'espace social turc en France. De ce point de vue, l'idée d'une meilleure compréhension de l'importance des attaches politiques envers le pays d'origine nous a paru essentielle pour comprendre la situation actuelle dans l'espace social turc en France.

Toutefois, il est à noter que l'objectif principal de ce mémoire n'est pas exclusivement d'observer les effets polarisants des idéologies ou des tendances politiques chez les immigrants. Alors que l'idée que la participation électorale transnationale chez les Turcs de Strasbourg a déclenché une polarisation forme l'une des hypothèses majeures, le point de focalisation de cette recherche est de comprendre les influences transformatrices de la participation électorale transnationale d'une manière plus générale. Une autre hypothèse mérite une attention spécifique ici, c'est que les Turcs de Strasbourg sont devenus une population bien plus politisée après l'obtention du droit de vote à distance. Il est vrai qu'il y avait une

polarisation liée aux tendances politiques même avant 2012, mais le fait que les tendances politiques des immigrés sont devenues « visibles » aurait certainement des effets, que ce soient attendus ou inattendus. La méthode de recherche la plus appropriée semble être le modèle qualitatif car ce modèle est capable de refléter correctement la vie et l'environnement dans lesquels se socialise les individus (Morawska, 2019 :136). Donc pour comprendre la puissance des modèles qualitatifs pour comprendre les faits sociaux, les mots de Morawska méritent une attention spécifique (2019 : 138).

« La méthode la plus appropriée pour répondre à la question sur la raison pour laquelle les faits sociaux sont nés, ils se transforment ou ils restent comme ils sont, c'est de démontrer la manière dont ils les font. Et pour ce faire, il faut démontrer comment ces faits ont été formés par les différents paramètres tout au long du temps. Les recherches qualitatives permettent de recréer l'alignement des conditions qui forment ces développements en expliquant la raison pour laquelle les faits ont évolué vers cette direction mais pas vers une autre. ³ »

1.1.1. Choix de Méthode

Cette recherche, menée dans un climat tendu, à travers les différents groupes sociétaux politisés, vise alors une compréhension herméneutique de l'interprétation des interprétations. Znaniecki montre de l'importance de *Verstehende*, c'est-à-dire, de l'empathie « *Étant donné que les faits sociaux sont réalisés par les acteurs sociaux, alors les faits sociaux ne peuvent être compris qu'au travers de la perspective des acteurs sociaux* » dans le positionnement épistémologique (cité par Morawska, 2019 : 134-135). Le paradigme interprétatif, qui rejette à juste titre, la causalité extérieure (Iosifides, 2019 : 114) reste alors l'approche la plus pertinente pour la recherche, défend l'idée qu'une vérité indépendante des interprétations - collectives ou individuelles – ne peut pas exister. À travers ce positionnement épistémologique, nous avons visé à comprendre non pas « une vérité concrète » se trouvant à l'extérieur de toute interprétation ou compréhension, mais à nous informer des expériences éprouvées, de collecter de l'information sur les perspectives et les opinions afin de répondre à notre question centrale.

³ Traduction: Y.B.

L'entretien comme méthode, l'instrument principal des recherches qualitatives (Yalaz & Zapata-Barrero, 2019 : 16) porte également une importance pour les recherches en migration. Pour atteindre la réponse de notre question centrale, ce qui était nécessaire c'est d'avoir un modèle méthodologique qui permettrait les interviewés d'avoir une marge de manœuvre le plus large possible mais en même temps de les empêcher de dépasser les frontières de la problématique de cette recherche. C'est pour cela que, le modèle méthodologique de cette recherche est basé sur les entretiens semi-directifs, qui permettent aux chercheurs d'intervenir pour entraver que les interviewés s'éloignent de la question centrale mais aussi de laisser un certain espace libre pour que les interviewés puissent y impliquer les questions et sujets reliés pour enrichir l'information collectée. C'est ainsi que l'interview devient plus interactif, plus collectif en termes de production d'information et plus explicatif (Fedyuk & Zentai, 2019 : 202). Et par conséquent, l'interviewé dépasse au-delà de son rôle passif dans l'entretien, mais il participe dans la formation de la recherche.

Par principe, l'entretien doit être mené non pas seulement pour collecter les données concrètes mais plutôt, pour conduire le chercheur vers une compréhension des sujets importants du champ concerné, vers une collection des données, des expériences, des informations, des connaissances et des perspectives afin de trouver un résultat raisonnable concernant les relations entre les groupes sociétaux ou les individus (Fedyuk & Zentai, 2019 : 203).

1.1.2. Choix de Terrain

Cette recherche à mono-terrain qui vise à examiner les résultats sociétaux d'une pratique transnationale se focalise d'abord sur la France, le pays contenant la deuxième plus grande population des immigrés Turcs en Europe. La plus grande population turque résidant en Europe, c'est-à-dire les Germano-Turcs ont été sur le centre des plusieurs recherches en matière du transnationalisme. Toutefois, les Franco-Turcs, ayant leurs propres particularités découlant de la nature de migration spécifiquement mais aussi de l'attitude de la France contre eux représentent une autre population qui mérite d'être installée au centre de problématique en recherche sur le transnationalisme. En outre, la raison pour laquelle les limites sont établies de manière plus pointue, spécifiquement à Strasbourg mais pas tous les Franco-Turcs,

c'est parce qu'Alsace accueille une grande communauté significativement diversifiée. L'Alsace, représentait, en 2006, la troisième région d'accueil des immigrés turcs (après la région Rhône-Alpes et l'Île-de-France) où ils comptaient près de 25 % des étrangers (contre respectivement 10 % et 4 %) (De Tapia, 2009 : 8) alors que les Turcs de France ne représentent que 6,6 % des étrangers en France (Gasparini, 2007: 85). Ces chiffres montrent une concentration bien plus intensive de la population turque en Alsace qu'à d'autres régions de l'Hexagone.

En outre, une autre particularité concernant l'immigration turque en France, que l'on va voir en détails à la prochaine partie est les filières migratoires (De Tapia , 2012 : 67) qui renvoient à la concentration des immigrés ayant les mêmes origines - géographique et très souvent socio-économique- sur la même région ou la même ville après la migration. Cette homogénéité représente un handicap pour les recherches qui se focalisent sur la diversité et l'hétérogénéité des immigrés pourtant elle ouvre le chemin pour les recherches sur l'anthropologie culturelle ou sur les relations entre les immigrés et ce qui est local. Quant à Strasbourg, une métropole industrialisée, se localise sur la frontière allemande mais aussi sur le centre de l'Europe, entourée par les pays ayant une grande population migrante turque, et grâce à ces particularités, elle fait vivre une grande variété des communautés qui se diffèrent en termes de motif de migration, de la région ou la ville d'origine en Turquie, de la religion ou la confession, de l'idéologie politique ou la culture, , etc. bref, un bon nombre de paramètres susceptibles d'influencer la manière de positionnement dans l'espace social transnational. Nous n'avons pas pu trouver une recherche qui analyse la répartition ethnoreligieuse ou socio-culturelle des Turcs en Alsace pourtant il est possible d'en sortir une lumière en s'appuyant sur la grande diversité des associations religieuses, confessionnelles, culturelles, politiques ou *hemşehri*⁴, etc. Cette particularité de Strasbourg est l'un des points importants pour cette recherche.

En outre, une autre particularité - et qui est certainement la plus importante - qui montre également la pertinence de Strasbourg pour cette recherche, c'est parce qu'elle est considérée comme la forteresse récente de la politique turque en Europe. Il serait important de souligner les arguments qui défendent cette idée. Mina Günbay, l'Ex Adjointe au Maire de Strasbourg avait déclaré que quelques associations qui se

⁴ Le mot « *hemşehri* » désigne des personnes venant de la même région, de la même ville voire du même village. Traduction: Y.B.

positionnent à côté du gouvernement actuel en Turquie essayent de faire de Strasbourg un labo politique (Yegeevian, 2018 : 20). Il est possible de dire qu'il y a des déterminants de cette perception de forteresse à l'instar de la représentation diplomatique turque, dont le bâtiment a été construit en 2018. La taille et la panache du bâtiment semble présenter la puissance de l'État Turc et présence de la grande communauté turque dans la région. Parallèlement, un complexe construit par l'État Turc, qui est unique dans le monde car le campus contient une grande mosquée, un local associatif à une capacité de 1500 personnes, un centre des arts islamiques, et un lycée « musulmane » - également unique- se trouve à Strasbourg, dans le quartier HautePierre. De même, il est aussi important de noter que l'un quart de toutes les mosquées en France se trouve en Alsace (Yegeevian, 2018 : 18). Ceci montre que, Strasbourg se manifeste comme un champ de la lutte de domination – avec le sens sociologique du terme- pour les autorités politiques en Turquie, mais elle ne s'y limite pas seulement. Pour d'autres groupes religieux, confessionnels ou idéologiques aussi, Strasbourg joue un rôle central. Par exemple, la plus grande mosquée de l'Europe, la Mosquée Eyüp Sultan est en train d'être construite à Strasbourg, dans le quartier de Meinau (Baldeweck, 2021, avril 25). D'un autre côté, vu que Strasbourg accueille également les grandes institutions européennes telles que le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe et la Cour Européenne de Droit de l'Homme, se trouvent à la ville une variété des groupes sociaux originaires de Turquie pour y faire du lobbying, par exemple les réfugiés politiques surtout d'originaires de l'Anatolie de l'est et du sud-est.

Ce mémoire ne cherche pas à se construire sur un modèle de comparaison entre différentes populations migrantes. S'il y avait une comparaison que ce travail pourra aborder, ça serait les transformations temporelles liés aux faits sociaux au sein de la même population. Donc la limite temporelle de cette recherche renvoie alors en 2012, l'année où le droit de vote est octroyé pour les Turcs à l'étranger et par conséquent ces derniers sont devenus capables d'exercer leur droit électoral aux urnes installées dans les pays de résidence.

1.1.3. Positionnement du Chercheur

Danış et Kayaalp (2004 :10) défendent l'idée que le chercheur devrait se poser les questions par rapport à sa propre position dans la recherche qui renvoie à

l'importance d'un examen de la trajectoire sociologique du chercheur. En tant que position prise par le chercheur, la logique de *insider*, propre aux recherches en matière de migration, qui signifie qu'au cas où le chercheur a des mêmes origines ethniques ou nationales que le groupe qui est l'objet de recherche, il pourrait être considéré comme quelqu'un ayant une perspective intérieure, c'est-à-dire, communément partagée avec la majorité du groupe (Fedyuk & Zentai, 2019 : 209). Nous avons observé que les messages et emails en la langue turque, envoyés par le chercheur, et les mots décorés avec les motifs turcs ont incité une nostalgie chez les interviewés et ces derniers ont tissé les relations plus explicites avec ce chercheur *insider*. D'une autre part, en tant que Turc mais pas Franco-Turc, nous étions de temps en temps considéré étranger. De ce fait, notre position lors de la recherche pouvait être désignée en tant que « *insider par intérim* ». Ce caractère provisoire de notre positionnement au terrain ne nous a pas empêché de former une relation de fiabilité permettant de faire des entretiens sur un tel sujet sensible. Néanmoins, ne pas être un Franco-Turc, mais un chercheur turc mais francophone ayant reçu une bonne éducation académique et fortement intéressé par les Turcs de France reste relativement inhabituel en créant un intérêt chez nos interlocuteurs qui fait de nous « *un Turc mais pas Franco-Turc ; un Turc qui n'est pas de nous mais qui nous connaît bien* ».

Martinello défendent l'idée qu'être *insider* peut être bénéfique ou inconvenant étant donné qu'avoir les mêmes origines ethniques peut faciliter l'accès au terrain mais la proximité entre le chercheur et son sujet peut endommager le processus de recherche (cité par Ganga & Scott, 2006). Conformément à cette idée, le fait d'être un *insider* par intérim qui vient de Turquie a été à la fois utile ou inutile à cause de la polarisation sociale actuelle et la tension bien tendue dans la vie politique en Turquie. Pour minimiser l'inutilité d'être *insider*, nous avons pris en considération quelques points sensibles qui sont normalement culturels mais dans le contexte de nos jours, qui peuvent avoir les évocations politiques ou idéologiques susceptibles de causer un préjudice contre l'objectivité de la recherche. Restant neutre à l'égard de la politique turque – mais encore plus loin d'un certain courant idéologique et politique- nous avons fait des efforts pour faire sentir notre neutralité en la matière. Nous avons donc fait attention d'enlever les boucliers d'oreille et de porter des vêtements afin de cacher les tatouages pour avoir une apparence neutre le plus possible. Le fait que le président d'un groupe politique dont les activités d'une de ses

branches ont été illégalisées par la France nous a dit en rigolant à la rentrée du bâtiment « *vous portez des vêtements comme les flics en civil, ça nous a fait peur* » nous montre l'importance d'avoir une apparence neutre pour être plus objectif.

1.1.4. Choix d'Échantillon

Pour l'échantillon de cette recherche, nous avons choisi les individus, susceptibles d'être considérés comme les leaders d'opinion, c'est-à-dire, les présidents, vice-présidents ou les porte-paroles de quelques associations actives et connues ainsi que des divisions des partis politiques turcs. Avoir un tel échantillon porte deux points importants et avantageux pour cette recherche : D'abord, ces leaders d'opinion sont compétents car ils travaillent avec les communautés turques et qu'ils ont une culture d'observation constante avec une connaissance solide sur la communauté qui les entoure. Deuxièmement, les interviewés sont également les Franco-Turcs, résidant en France depuis des années, et donc, ayant leurs propres motivations et convictions personnelles en allant aux urnes, ce qui fait d'eux les Franco-Turcs *ordinaires*. Enfin, nous avons effectué dix entretiens dont les durées varient entre quarante minutes et deux heures avec dix Franco – Turcs, qui ont des connaissances relativement approfondies grâce à leurs positions, mais qui sont également les France-Turcs, faisant partis de l'espace social transnational turc en France.

Au début, nous avons tenté d'effectuer les entretiens téléphoniques ou en lignes car les entretiens physiques qui semblaient impossible d'être organisés à cause des mesures liées à la pandémie Covid-19. Pour ce but, nous avons envoyé des courriels ou des messages privés sur les plateformes tels que twitter ou Facebook, ou des appels téléphoniques à 12 Franco-Turcs résidant en Alsace et susceptibles d'avoir une connaissance forte sur les communautés turques. Pourtant, après s'être rendu-compte que l'organisation à distance des entretiens ne seraient pas possible, - ou si possible, risquerait de ne pas être productive - nous sommes partis à Strasbourg entre le 11.02.2022 – 21.02.2022 pour faire des entretiens physiques. Nous sommes d'avis que la raison pour laquelle il était forcément difficile de mener les entretiens à distance est à cause de la nature strictement politique de la problématique du mémoire. Considérant le climat politique du pays, la réticence de nos interlocuteurs

reste légitime et compréhensible. Toutefois, nous sommes conscients du fait que ceci est une leçon méthodologique de voir qu'il est difficile de tisser les relations de confiance avec les interlocuteurs, et ces relations sont primordiales quand il s'agit des questions sensibles.

Nous avons choisi notre échantillon parmi les administrateurs des associations culturelles, religieuses ou des sous-branches des partis politiques turcs fonctionnant en Alsace. Parmi les interviewés qui ont été contactés par appel téléphonique, l'un, président d'une association culturelle et religieuse, a déclaré de ne pas vouloir parler de la « politique ». Une partie des messages que nous avons envoyée à des interviewés potentiels est restée sans réponse. Sans invoquer l'idée que ceci est une découverte académique ou non, la majorité des récepteurs de ces emails sans réponses est les institutions qui ont été créées à travers l'idée conservo-religieuse et nationaliste, défendant le parti gouvernant actuel en Turquie. Ceci peut se faire expliquer par le fait que le parti gouvernant est naturellement tenu responsable par la crise économique et politique sans précédent touché la Turquie et que naturellement les défenseurs transnationaux de ce parti peuvent ne pas vouloir en parler à cause des inquiétudes politiques. Une autre raison potentielle pour cela peut découler de l'émergence du climat xénophobe et islamophobe en France, qui est susceptible de toucher plutôt les populations migrantes plus nationalistes et conservatrices, considérées comme les groupes marginaux, à l'instar des *Ülkü Ocakları*, qui ont été fermés par l'État français. Ces groupes sont déclarés comme illégal à cause des incidents ayant eu lieu en 2020 à Lyon lors desquels la tension entre les groupes turcs ultra-nationalistes et les Arméniens avait dangereusement augmenté.

1.1.5. Collection et Analyse des Données

Nous avons réalisé dix entretiens du 02.02.2022 à 23.02.2022 dont quatre ont été déroulés en ligne via outils informatiques tels que le WhatsApp ou skype, et six, en présentiel à Strasbourg⁵. Des entretiens ont été organisés face-à-face dans les cafés, bureaux ou locaux associatifs, indiqués par les interviewés lors de notre

⁵ Nous sommes partis à Strasbourg entre 11.02.2022 – 21.02.2022 afin de réaliser les entretiens face-à-face grâce au financement qui nous été octroyé par l'IFEA. À cette occasion, je tiens encore une fois à remercier l'IFEA pour cette initiative.

présence à Strasbourg pour une dizaine de jours. Cinq interviewés parmi dix étaient les présidents, ou vice-présidents provinciaux des sous-branches des partis politiques dont le statu est « association », alors que deux interviewés étaient également les présidents des associations qui soutiennent explicitement certains partis politiques turcs, mais qui n'agissent pas comme leurs sous-branches transnationales. Deux interviewés sont responsables des associations qui ne soutiennent pas tel ou tel parti politique en Turquie, mais, lié à leurs activités, elles ont une certaine position idéologique et politique qui reste visiblement explicite. Un entretien est devenu spontanément un interview de groupe car quand on discutait avec le président de la division d'un parti politique turque, le vice-président est rentré dans le bureau a pris sa place dans l'entretien. Et finalement, un entretien a été organisé avec une jeune franco-turque, avocate, déléguée par le consulat turc pour fournir l'aide juridique gratuitement aux communautés turques en Alsace. Le point de focalisation lors de ces entretiens semi-directifs était de se concentrer d'abord sur les expériences vécues personnellement par l'interviewé et après sur les témoignages en tant qu'information *secondaire* afin de bien connaître la manière dont les Turcs de France sont transformés une fois le droit de vote externe est obtenu.

En outre, quatre interviewés n'ont pas voulu donner leur consentement pour l'enregistrement vocal. En étant d'avis que la raison sous-jacente est toujours l'actualité politique, nous avons donc pris des notes bien détaillées afin de les décrypter à la phase d'analyse des données. Pour le reste, avec l'autorisation des interlocuteurs, nous avons enregistré les entretiens. En tant que les plus importants facteurs de la méthode de décryptage (Çelik, Baykal, Memur, 2020 : 385), nous avons transformé les enregistrements vocaux aux textes écrites, et nous les avons lus et relus en y impliquant les notes prises afin de trouver les résultats significatifs.

Enfin, afin de nous mettre en recherche d'une réponse à notre question centrale, nous aborderons en détails d'abord notre cadre théorique. Une compréhension propre de la théorie en la matière permettra de faire une meilleure analyse des entretiens que nous avons effectués. Nous allons nous baser sur la discussion sur le transnationalisme et la diaspora, ainsi que les activités transnationales et leurs influences sur les vies des immigrants. Évidemment, une connaissance approfondie des caractéristiques principales ainsi que l'histoire des Turcs en France serait utile pour cette recherche pour une meilleure compréhension des influences du droit de vote externe. Nous allons donc plonger dans la formation

de l'espace social turc en France qui nous ouvrirait la voie pour une meilleure analyse. Dans la partie numéro 4, nous partagerons nos constatations par rapport aux motivations des Turcs de Strasbourg en votant aux élections en Turquie. Ensuite, nous aborderons la manière dont l'obtention du droit de vote influence les dynamiques internes chez les communautés turques de Strasbourg. À côté de ces dynamiques internes, le rapport entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie serait également affecté par la participation électorale de ces dernières. Dans la partie 5, nous en discuterons. Le fait d'être politiquement visible aurait certainement des conséquences dans la manière dont la France perçoit les Turcs de Strasbourg. Ce sera le sujet de la sixième partie de cette recherche. Enfin, nous allons faire un résumé de nos constatations générales et discuter les résultats.



2. CADRE THEORIQUE

Dans cette partie, nous examinerons différentes approches susceptibles d'être utiles pour notre recherche. Les discussions autour de matière de diaspora et de transnationalisme seraient mises en lumière afin de voir quel concept serait plus compétent de nous ouvrir la voie. Pour ce faire, il faudrait aborder le transnationalisme et modes de vie transnationaux. Étant donné que le vote externe est une activité transnationale, il sera également pertinent de jeter un coup d'œil à la littérature en matière des influences des activités transnationales sur les vies des immigrantes.

Pour commencer, il ne serait pas faux de considérer la migration comme une réaction contre les difficultés que l'individu fait face à son lieu de résidence. Puisque ces difficultés sont susceptibles de prendre une grande variété des formes différentes, alors facteurs répulsifs de migration varient également. Toutefois, la connotation du mot "migration" renvoie à un changement-forcé ou volontaire- de lieu de résidence. Cependant, la migration est un fait bien plus compliqué qu'un simple mouvement de déplacement car elle contient des facteurs au-delà de ce simple mouvement : les motivations de migration, l'intégration, l'adaptation et l'acculturation, la langue, l'éducation, les relations entre pays concernés, les nouvelles générations, le retour potentiel, etc. C'est à cause de ça qu'il serait pertinent de dire que la migration – et son successeur, l'immigration - comme sujet en science sociales a une position interdisciplinaire. Cette interdisciplinarité fait des études en migration un domaine difficile à catégoriser proprement étant donné que chaque discipline se focalisant sur la matière pose des questions diverses à travers les méthodes différentes. Par exemple, les géographes focalisent sur l'importance de migration à l'égard de l'espace et du temps tandis que la sociologie essaye plutôt de comprendre les conséquences des mouvements migratoires (Özcan, 2016 : 185). Ici, il est important

de souligner que la sociologie et la géographie sont les points de références les plus significatifs dans les recherches interdisciplinaires en migration (Borkert, 2019 : 75).

Cette grande variété disciplinaire concentrées sur les études en migration peut se montrer également comme des différentes perspectives au sein des mêmes disciplines. C'est-à-dire, même si on saisit le même phénomène migratoire avec les lunettes d'une certaine discipline scientifique, les points de vue différents peuvent provoquer les convergences surtout épistémologiques, à l'instar de Castles & Miller qui catégorisent les migrations internationales comme théories économiques, théorie historique et institutionnel, théorie des systèmes et réseaux migratoires et enfin, théorie de transnationalisme ; alors que selon O'Reilly, de perspective plus rationnelle et individuelle, ces dernières se forment comme la migration de travail, migration forcée et réfugiés, et la migration de mode-de-vie⁶ (cités par Kalaylıoğlu, 2016 : 46).

D'un autre côté, l'idée que les migrants – et les immigrés⁷ – ne peuvent pas être mis ensemble sous le toit d'une seule et certaine catégorie est en train de gagner de la force. Toutefois, il y a des chercheurs essayant de faire une grande catégorisation afin de faciliter l'analyse. Selon Anne-Catherine Wagner (1998 : 26), ce qui détermine la catégorie sociologique – mais pas le statut légal – d'un migrant ou d'un expat, c'est d'abord son pays d'origine. C'est pour cela que les immigrés font référence aux originaires des pays moins développés et que s'ils viennent des pays développés, alors ce sont des expats mais pas immigrés. Or, comme a souligné Vertovec (cité par Yalaz & Zapata-Barrero, 2019 : 20), les migrants se baladent entre leurs identités plurielles comme leurs origines nationales, leurs ethnicités, leurs races, leurs classes sociales, leurs religions et leurs langues, qui s'intersectent de temps en temps. C'est pour cela que, au lieu de se limiter à une telle ou telle catégorie identitaire, - ou statut légal- il serait utile de garder à l'esprit que le fait d'être un migrant ou un immigré renvoie toujours à peu près le même phénomène (Sirkeci, 2018 : 9).

Néanmoins, être immigré où être migrant sont deux choses sociologiquement différentes. Comme explique vaguement Abadan-Unat (2017 :70), les théories qui se

⁶ Lifestyle migration.

⁷ Immigré, migrant ou émigré sont les catégories déterminées par l'ancienneté de la situation migratoire. « *Avant d'être immigré, on est d'abord migrant, situation provisoire, et émigré* » (Tapia, 2012: 66).

focalisent sur la période post-migratoire, c'est-à-dire, sur la période migratoire exigent des approches différentes des grandes théories de migration, qui sont concentrées plutôt sur les conditions prémigratoires ou les motifs de migration, etc. Plus précisément, ces grandes théories en matière de migration essaient de comprendre et d'expliquer la période qui se termine avec l'arrivée des migrants au nouveau lieu de résidence, par exemple, les motivations des individus en se migrant, les facteurs répulsifs pour quitter un lieu et attractifs d'un autre pour s'y installer, les routes de migration et les réseaux migratoires, ou les dimensions humanitaires de migration. Sans plonger dans les détails de ces théories, discutées, comparées, analysées par les recherches innombrables, pour ne pas répéter ces recherches précédentes, il faut dire toute brièvement que ces grandes théories abordent les fondements téléologiques et instrumentaux de la migration.

Or, il est important de mentionner la catégorisation de Thomas Faist, qui a fait les grandes contributions à la littérature du transnationalisme, et dont l'idée forme un fondement pour ladite recherche. Selon lui, il y a trois générations des recherches en migrations internationales (2003 : 34) : la première génération était basée sur les effets répulsifs et attractifs (*pull-push*), afin d'analyser les mouvements migratoires en se focalisant sur les raisons qui poussent les migrants potentiels à quitter un pays et qui les attirent à s'installer dans un autre pays. Sans surprise, ici, ce qu'on essaye de voir, c'est de comprendre les raisons pour lesquelles la décision de se migrer est prise. Une deuxième génération avait ouvert le chemin pour les paradigmes de centre-périphérie, dérivée par des facteurs répulsifs et attractifs défend l'idée que les migrations internationales sont causées par l'asymétrie en termes de revenus, de possibilités dans le marché de travail scientifique et la différence en termes de prospérité entre les pays centraux et les pays périphériques. Et selon Faist, la troisième génération est le transnationalisme, qui est un concept bien plus récent, et qui sera examiné de manière plus détaillée plus bas.

Les recherches en migration risquent d'ignorer une partie du processus de migration s'ils n'abordent que la période prémigratoire ou le mouvement en lui-même. Parallèlement à l'idée de la troisième génération des études en migration internationale chez Faist, Russell King souligne que les recherches en migration incluent – ou devrait inclure, pour combler le vide - deux phases : d'abord, les facteurs déterminant du mouvement, et deuxièmement le processus d'installation des migrants dans le nouveau pays (King, 2019 : 41). L'existence des questions telles

que l'intégration, la langue, l'identité, l'éducation, l'égalité des chances ou la xénophobie nous pousse à réfléchir de nouveau non seulement sur le mouvement migratoire, mais aussi sur la période de l'immigration⁸ c'est-à-dire la phase d'installation et d'intégration dans le pays de résidence. Or, les immigrés vivent dans un environnement spécial, formés par des dynamiques spécifiques à cet univers social, dans lequel les phénomènes comme communautarisme, mode de vie endogamique, isolation, intégration jouent des rôles centraux. Pour comprendre ce nouvel univers social post-migratoire, qui renvoie alors à l'immigration, il serait utile de discuter quelques concepts analytiques.

2.1. Concepts Analytiques : Diaspora ou Transnationalisme ?

Vu que la problématique de cette recherche est de comprendre les influences de la participation électorale transnationale sur les communautés turques de Strasbourg, il serait pertinent de définir proprement cette population, car afin d'examiner un groupe, le chercheur doit d'abord le définir, tel que montré par Jacobs (2019 : 158). Il faut donc d'abord nommer et encadrer les problèmes et les sujets afin de bien examiner ces problèmes. C'est pour cela qu'il serait utile pour cette recherche de d'abord discuter la catégorie des Turcs de Strasbourg, diaspora ou une population transnationale, pour pouvoir utiliser les instruments analytiques de ces concepts, mais non pas pour coincer les Turcs de Strasbourg dans une de ces catégories prédéterminées, car encore, cette recherche ne vise pas à discuter la catégorisation déterministique de cette population.

D'abord, à savoir que ces deux concepts ne s'englobent pas complètement l'une et l'autre, et elles ne s'excluent pas non plus. C'est pourquoi, au lieu de chercher les arguments qui nous permettent de considérer les Turcs de France sous tel ou telle catégorie, c'est-à-dire comme une diaspora ou comme des communautés transnationales, il serait plus utile de comprendre les instruments analytiques de ces deux concepts. Discutons alors d'abord les grandes idées sur les recherches en diaspora.

⁸ Ici, il serait utile de rajouter qu'il s'agit d'une nébulosité sémantique dans la langue turque, à cause du manque de différence entre deux concepts, migrant et immigré, ou voire migrant, immigré et expat.

2.1.1. Diaspora Comme Outil Analytique

Dans son article, considéré comme une des références des plus importantes pour les recherches de diaspora, William Safran (1991 : 83-84) souligne les six particularités essentielles d'un groupe diasporique. Premièrement, pour considérer un groupe comme diaspora, il doit être étendu depuis un centre, à deux ou plus de lieux. Puis, il doit avoir une mémoire collective et un mythe par rapport au pays d'origine. Troisièmement, ce groupe doit être marginalisé par la population locale. Son idéal historique doit être basé sur le retour définitif au pays d'origine. Puis, la seule relation avec le pays d'origine doit être fondé sur le fait de le soutenir et l'aider sans aucune condition. Finalement, ce groupe doit maintenir les attachements formés par l'identité commune avec « la mère patrie », c'est-à-dire le pays natal, auquel on se sent toujours attaché.

L'école de diaspora dont Safran a jeté les fondements a connu des successeurs tels que Robin Cohen, qui a impliqué d'autres concepts dans les recherches de diaspora, afin de les sauver de la domination de la concentration des recherches sur les populations Juives et d'élargir le point de focalisation sur d'autres groupes diasporiques. Dérivé par les idées de Safran, Cohen (1997 : 180-187) souligne le fait de quitter son pays à cause des raisons *en général* traumatiques pour former une diaspora, ou pour chercher un emploi, ou des raisons commerciales ou coloniales, avoir une mémoire collective et croire en le mythe de retour. À côté des particularités soulignées par Safran, Cohen mentionne également de l'importance de la possibilité d'établir une meilleure vie dans le nouveau pays de résidence. Dernièrement, selon lui, il est impératif pour la diaspora d'être dans un réseau relationnel de solidarité avec d'autres groupes diasporiques de même origine résidant en différents pays.

Différemment de Cohen et de Safran, Kim Butler, qui défend l'idée qu'il faut se concentrer sur les facteurs explicatifs au lieu des définitions catégoriques transforme la notion qu'une diaspora doit soutenir et sans condition la mère patrie en une diaspora doit tisser une quelconque relation, qui peut être l'amour, l'hostilité, la rivalité ou la nostalgie, etc. avec le pays d'origine (Butler, 2001 : 204). De même, la relation d'exclusion et de marginalisation du groupe diasporique par les populations locales que mentionné Cohen et Safran se transforme également à une quelconque relation entre la diaspora et la population locale chez Butler (2001 : 206).

En partant de ces grandes lignes théoriques de diaspora, il serait pertinent de dire que les limites et particularités de diaspora ne permettent pas de trouver une réponse spécifique pour la question centrale de cette recherche. D'un autre côté, même si ceci n'est pas le but, la considération des populations originaires de Turquie à l'étranger comme une diaspora risque d'effacement des certains groupes sur la carte d'analyse. D'après de Tapia (2012 : 63) :

« Dans le cas turc, s'il y a bien dispersion sur plusieurs continents de populations originaires de Turquie depuis les années 1950, il reste à notre avis difficile de parler de diaspora quand bien même plusieurs segments de populations originaires de Turquie et de nationalité turque, Arméniens, Israélites, Assyro-Chaldéens, sont parties prenantes de diasporas historiques ou commencent à en former (Kurdes). »

Comme explique De Tapia, géographe ayant longtemps travaillé sur l'immigration turque en France, à cause de l'hétérogénéité en termes de l'ethnicité, culture, religion et la langue de la population turque en France, il devient difficile de parler d'une seule diaspora Turque. À ce stade s'émerge la question de *l'iconographe*, un phénomène important dans le contexte diasporique. Selon Bruneau (2004 : 61), le créateur du concept, un iconographe est un toit symbolique qui est capable de mettre ensemble les individus ayant quitté leurs pays de naissance. Ce symbole peut déguiser en formes variées selon le groupe : les motifs religieux, couleur de peau ou les souffrances communément éprouvées.

De même, considérant les idées *sine qua non* pour être une diaspora telles que vivre dans le pays d'accueil depuis au moins deux générations, invoquées par Butler, ou, un soutien sans condition pour la mère patrie comme invoquées par Cohen et Safran, ou même, se mettre ensemble sous le même toit symbolique comme expliquait Bruneau, il serait pertinent de dire que le concept de diaspora n'est pas vraiment persuasif en termes d'être le concept analytique le plus approprié pour cette recherche. Encore, il est important de souligner que ce qui est visé ici, c'est de mieux voir quel concept serait plus utile pour trouver une réponse pertinente pour la question centrale de cette recherche, mais non pas discuter profondément si les populations turques en France peuvent être considérées comme une diaspora ou non.

Finalement, le concept de *triadic relationships*, utilisé pour décrire les particularités d'une diaspora, que mentionne Vertovec (1999 : 449) ne fournirait

vraiment pas un grand avantage analytique pour cette recherche. Ce concept signifie brièvement le réseau relationnel entre le pays d'origine, le pays de résidence et des autres groupes diasporiques étant étendus aux différents pays, et qu'il joue un rôle central dans la formation de diaspora. Toutefois, un concept semblable, structure triangulaire, est utilisé pour décrire l'idée de transnationalisme, pourtant les acteurs sont différents : le pays d'origine, le pays ciblé et la communauté migrante en elle-même (Faist, 2010 : 14). Les relations triadiques diasporiques qui font référence aux différences culturelles et identitaires entre le groupe diasporique et les populations locales de pays de résidence et de pays d'origine ne forment forcément pas une solution pragmatique pour comprendre les transformations liées aux réalités du pays d'origine, telles que la participation électorale transnationale. Cependant, la structure triangulaire paraît compatible avec les fondements de notre analyse puisqu'à ce qu'elle vise cette recherche, c'est de comprendre le changement dans les vies des immigrés causé par les attaches tissées entre le pays d'origine et les communautés immigrantes. Ceci est également compatible avec l'idée que toute relation que les immigrés tissent avec le pays d'origine influence leurs vies d'une manière ou d'une autre dans le pays de résidence (Vertovec, 2001 : 575). Par exemple, il est observé plusieurs fois dans la littérature qu'en tant qu'activité transnationale, participation électorale transnationale a eu des influences visibles sur l'intégration des immigrés dans le système politique des pays de résidence, comme on le verra en détails plus bas. Il est important, à ce stade, de rappeler encore une fois que le transnationalisme comme paradigme a pris sa place dans la littérature à travers l'hypothèse que les attaches avec le pays d'origine auraient des influences significatives sur l'immigration. De cette perspective, d'abord, il sera utile de comprendre les détails de la perspective *transnationale*.

2.1.2. Transnationalisme Comme Outil Analytique

Tel que montré plus haut, le transnationalisme fournit une perspective utile pour mieux comprendre les dynamiques des communautés turques de France. En effet, le transnationalisme est par définition un concept problématique (Boccagini, 2010 : 186), puisqu'il n'y a toujours pas une description généralement acceptée. C'est pour cela que le concept est utilisé sans une netteté descriptive ou conceptuelle.

La raison principale pour cela est le fait que les murs conceptuels du transnationalisme sont construits à travers les recherches casuistiques indépendantes de l'une et l'autre (Besim Can Zırh, 2005 : 68). Parallèlement à cette idée, Vertovec, un des contributeurs des plus importants dans les recherches en transnationalisme, reste distant sur la pertinence de fidélité à une *overall theory* susceptible d'englober le paradigme transnational (Vertovec, 2001 : 577).

Dans cette piscine des concepts antinomiques, les idées de Vertovec et de Faist sur le transnationalisme semblaient éclairer le chemin pour cette recherche. Par exemple, il est important de rappeler les opinions de Faist en cherchant un instrument analytique entre les concepts de diaspora et de transnationalisme pour répondre à notre question : même si la diaspora et le transnationalisme sont deux concepts semblables, et parfois, les partenaires de danse qui s'imbriquent l'un et l'autre, le transnationalisme nous donne un fondement plus englobant, car le transnationalisme signifie une série des concepts qui contiennent également la diaspora (2010). D'un autre côté, même s'il s'agit des chercheurs qui défendent qu'une diaspora et une communauté transnationale font référence à deux notions opposées, (par exemple Ünver, cité par Erdoğan, 2015 : 123), la compréhensivité de la perspective englobante de transnationalisme est également susceptible d'arranger en elle-même ces oppositions conceptuelles.

« Au lieu d'étendre le terme « diaspora » au-delà de ses limites, il est plus significatif de parler d'un espace culturel segmenté et transnationale, caractérisé par identités syncrétiques et peuplées de divers groupes ethniques, nationaux, religieux et culturels : le transnational signifie que des éléments culturels provenant à la fois des pays d'origine et de destination ont trouvé leur place dans le répertoire culturel du descendants de migrants, aidés par une communication transfrontalière constante.⁹ » (Faist, 2003 : 314)

En effet, différemment de la diaspora, le transnationalisme essaye d'expliquer une réalité relativement plus récente sur le modèle d'intégration (Özcan, 2016 : 205). Cette réalité est fondée sur l'idée que les immigrants ne sont pas les acteurs passifs au cours de la période de l'intégration, mais plutôt, ils sont les *agents*¹⁰ exerçant une influence dans et sur cette période. Comme les transmigrants, les pays d'origine et de

⁹ Traduction Y.B.

¹⁰ Pour faire référence au sens Bourdieusien du terme.

résidence ne sont pas non plus les acteurs passifs et sans influence dans la période de l'intégration (Şenay, 2010 :258) De cette perspective, les acteurs comme les États et les sociétés des deux pays, d'origine et de résidence, prennent les rôles actifs en tant qu'agents. L'importance de la perspective transnationale pour cette recherche se montre ici : compréhension de l'immigration à travers la participation de tous les acteurs susmentionnés.

Mais alors pourquoi à nos jours, nous parlons de cette nouvelle réalité d'intégration ? Besim Can Zırh (2005 : 25-45) énumère les facteurs importants qui jouent un rôle primordial dans la maturation de l'idée de transnationalisme : d'abord, les modèles de migration sont transformés à cause de l'augmentation dans l'interaction entre des pays liés à la mondialisation. Puis, grâce aux réseaux migratoires et au développement dans les technologies de transport, le nombre des individus capables de se migrer a significativement augmenté. À travers les développements dans des technologies de communication, au lieu de mener les vies totalement isolées de ce qui se passe au pays d'origine, les immigrés ont commencé à créer un nouveau modèle d'intégration tout en gardant leurs attaches et réseaux relationnels ainsi que suivre l'actualité politique, économique, sportive dans le pays d'origine. Et la phase finale, les règlementations telles que le regroupement familial ont féminisé la migration. Dans un tel contexte, vu que les groupes migrants sont devenus bien plus hétérogène en plusieurs termes, et donc, un des points de focus de paradigme de diaspora, c'est-à-dire les différences entre les groupes autochtones et les migrants sont devenues moins visibles à cause de diversification.

D'un autre côté, au travers de sa compréhensivité, le transnationalisme risque d'être considéré comme un instrument de *catch-all* (Boccagini, 2010 : 186) qui peut rendre le cadre de ce paradigme bien flou. Ce risque découle également du fait que les frontières du concept sont ouvertes à être fléchies, puisque le concept est utilisé dans la littérature pour décrire des groupes variés ayant particularités différentes : migrants et immigrés, diasporas, et même parfois, les voyageurs et touristes. L'échelle analytique du transnationalisme est également flexible ou plus précisément, explicative au plusieurs sens : le transnationalisme large et transnationalisme étroit, transnationalisme par-dessous et transnationalisme par-dessus (Vertovec, 2001 : 576). Il est important de rappeler encore une fois que ce qui est essentiel, ce n'est pas de voir le transnationalisme comme une fenêtre théorique mais plutôt de le considérer comme « *une lentille analytique qui nous permet de*

comprendre la circulation croissante des individus, des choses, des informations et des symboles » avec les mots d’Ayşe Çağlar (cité par Vertovec, 2001 :574). En nous appuyant sur les mots de Çağlar, il est clairement visible que les concepts analytiques du transnationalisme et de diaspora ne signifie pas une contradiction, mais ni le même phénomène non plus.

De base, le transnationalisme prend des places importantes au sein de trois disciplines scientifiques (Bauböck, 2010 : 296). La première est, celle des Relations Internationales, qui se focalise sur les formations et les activités transnationales des ONG et des entreprises multinationales. Deuxième perspective transnationale s’émerge dans les recherches en mouvements sociaux car les mobilités transfrontalières ont gagné une croissance dans le monde entier. Et finalement, les recherches en matière de migration, à l’instar de ladite recherche, s’intéressent de près au transnationalisme. Les différences de perspective de ces trois disciplines ne montrent pas seulement les différents points de vue disciplinaires mais aussi la variété des objets de focalisation du transnationalisme, qui renvoie également aux différents positionnements épistémologiques. C’est ainsi que le transnationalisme devient susceptible d’être catégorisé comme le transnationalisme de haut ou le transnationalisme de bas. Différemment à la catégorisation susmentionnée de Vertovec, la séparation entre ces deux types de transnationalisme peut être basée sur une distinction entre les organisations établies dans le pays de résidence et les approches en diaspora centrées sur l’État (Akçapar & Aksel, 2017 : 136). Plus précisément, le transnationalisme en tant que paradigme des Relations Internationales, qui s’intéresse des organisations internationales, les politiques internationales, ou la circulation transnationale du capital et de commerce international, saisit ses objets à travers le transnationalisme de haut. D’après Smith et Guarnizo, le transnationalisme soutenu par les médias, par le capital global et par différentes institutions politiques est le transnationalisme de haut (cité par Özkul, 2012 : 493). Quant à l’anthropologie et la sociologie, comme on peut s’y attendre, elles saisissent le transnationalisme par le bas, puisqu’elles se sont concentrées sur les relations que tissent les migrants et les attaches avec le pays d’origine, ou des activités, identités et appartenances. Cette recherche, qui vise à faire une contribution à la discipline de la sociologie vise alors aux transformations liées au transnationalisme ou la transnationalité par le bas, étant donné que l’objet de la recherche est la participation politique transnationale.

2.2. Communautés et Modes de Vie Transnationaux

L'une des majeures forces motrices du transnationalisme est les développements dans la communication et le transport car ces derniers ont changé la forme des relations entre l'individu et l'espace (Lima, 2010 : 3). Pouvoir communiquer avec la famille et avec les amis au pays d'origine, faire des aller-retours, les médias sociaux, les institutions étatiques comme les consulats ou d'autres missions¹¹, ou les nouveautés comme la double-nationalité sont des développements transformant la nature des relations entre les immigrés et la mère patrie. Effectivement, jusqu'à ce qu'il y ait quelques dizaines d'années, les groupes immigrants ne pouvaient avoir des nouvelles sur le pays d'origine qui sont limitées et tardives qu'au travers des canaux limités. Pouvoir suivre l'actualité du pays d'origine a démarré avec quelques chaînes de radio qui ont succédé à la publication des journaux à l'étranger et puis les chaînes de télé. Finalement, expansion de l'utilisation d'internet et surtout les smartphones qui font d'utilisation des médias sociaux une activité quotidienne et ordinaire, le transnationalisme a gagné une nouvelle dimension. Les migrants étant capables d'avoir les nouvelles de la famille et de pays d'origine qu'au travers des lettres jusqu'à ce qu'il y ait trente ou quarante ans maintenant capables d'entendre, de voir, de discuter avec leurs proches simultanément. De même, à l'époque, les aller-retours rares qui coûtaient une fortune sont devenus une activité semestrielle, trimestrielle ou même plus.

2.2.1. Activités et Attachements Transnationaux et les Niveaux de Transnationalité

Malgré les opinions contradictoires, il ne serait pas faux de dire que les recherches en activités transnationales¹² sont plutôt d'accords sur la division de ces

¹¹ Yurt Dışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı (Présidence pour les Turcs de l'étranger et les Communautés Apparentées) est un exemple pour le contexte turc.

¹² Arsenault (2010), Tsuda (2012), Delcroix & Bertaux (2012), Kaya & Baglioni (2008), Amato & Fibbi (2009), Muggee (2016), Lima(2010), Sert (2012) sont quelques exemples importants.

activités en trois – et même si parfois les appellations sont différentes, elles signifient à peu près la même chose : les activités économiques, les activités socio-culturelles et finalement les activités politiques.

Les activités économiques transnationales, de base, font référence simplement à des relations économiques que tissent les immigrés avec le pays d'origine. Elles sont importantes en termes de prise en compte des communautés immigrées par les deux pays, c'est-à-dire que les activités économiques transnationales sont des paramètres qui rendent les communautés immigrées plus visibles pour les deux pays concernés. Aujourd'hui, pour beaucoup de pays, les rémittences provenant des citoyens qui résident dans des pays développés jouent un rôle significatif pour l'économie des pays d'origine. Selon les données de la Banque Mondiale datant de l'année 2013, les rémittences qu'envoient les immigrés à leurs pays d'origine sont à peu près à 410 milliards de dollars (Erdoğan, 2015 : 125). D'un autre côté, ces rémittences ne signifient non pas seulement une circulation transnationale de l'argent, mais également une sorte de l'existence dans leurs pays d'origine pour les immigrés (Arsenault, 2010 : 54).

La recherche de Kaya & Baglioni (2008 : 170) sur les populations turques en Suisse représente une catégorisation pragmatique des activités transnationales économiques. D'après ces derniers, les activités transnationales économiques ont une grande ampleur et peuvent être analysées à travers quatre grandes catégories : les activités pour but d'aider les proches, comme leur envoyer de l'argent ; puis, faire les investissements dans le pays d'origine ; faire le commerce avec le pays d'origine et finalement le « business éthique » dans le pays de résidence. Cette dernière renvoie à une utilité économique mais pas intégrationniste, car les relations économiques qui s'appuient seulement sur une certaine population transnationale peuvent signifier également une résistance plus ou moins visible contre l'intégration économique.

Quant aux activités transnationales socio-culturelles, elles peuvent être imaginées comme les modes et formes des interactions sociales et culturelles dans lesquelles les idées et symboles circulent. Ces interactions, affectées par les développements dans des technologies de communication et de transport permettent les immigrés de tisser les relations socio-culturelles plus approfondies, de manière plus souvent et d'être influencés plus fréquemment (Lima, 2010 :5). Il est possible de considérer les associations transnationales comme mécanisme de déclenchement

pour les activités socio-culturelles transnationales. De même, les institutions étatiques comme les consulats peuvent également contribuer à des développements des activités socio-culturelles transnationales en organisant les activités lors des fêtes nationales ou religieuses, ainsi que les ateliers culinaires visant la cuisine de pays d'origine, ou des cours de danse folklorique, etc.

En s'appuyant sur les recherches de Mügge en 2010 et de Koopmans en 2005, Mügge (2016 : 112) a fondé sa catégorisation sur les natures des activités transnationales.

Type Général	Exemple
Activités transplantées au pays d'origine	Conflits politiques du pays d'origine sont transplantés dans pays de résidence
Activités transplantées des immigrés	Organisations établies dans le pays de résidence sont transplantées
Activités transnationales orientées vers le pays d'origine	Groupes basés sur le pays d'accueil soutient ou opposent les groupes ou les institutions dans le pays d'origine
Activités diasporiques	Politiques orientées vers le pays d'origine parmi les groupes sans pays d'origine ou considérant que leurs pays d'origine est occupé
Activités transnationales orientées vers le pays de résidence	Acteurs basés sur le pays d'origine établissent les institutions pour leurs compatriotes dans le pays d'accueil.

La catégorisation de Mügge désigne une série d'instruments susceptibles d'être utiles pour comprendre les influences des activités transnationales sur les communautés immigrées. Pour préciser, à travers sa perspective, il est possible de dire que participation politique transnationale des Turcs de Strasbourg aux élections en Turquie est représentée par plusieurs types d'activité transnationale. C'est pour cela que la prise en considération des activités transplantées au pays d'origine est importante pour notre recherche parce qu'il est important de souligner que l'actualité en Turquie - visiblement polarisante - se font également sentir, et peut être de manière plus visible, dans le contexte migratoire. Deuxièmement, activités transnationales orientées vers le pays d'origine méritent une attention car avec la participation active des immigrés, les institutions et groupes en Turquie ont

commencé à sentir le poids du soutien ou d'entrave des citoyens non-résidents. Activités diasporiques, réservées plutôt pour la population Kurde d'originaires de Turquie et activités transnationales orientées vers le pays de résidence ont également les utilités analytiques pour la recherche, comme on va les discuter avec les détails plus tard.

A côté des activités transnationales, il est important de décrire les attaches transnationales qui renvoient à un autre phénomène. Par exemple, Akgönül (2008 : 95) parle de deux manières d'attachement transnational qu'il observe chez les Turcs de France : les attaches psychologiques et les attaches physiologiques. Les attaches physiologiques signifient plutôt la circulation de l'argent et des choses, ou des personnes à travers les aller-retours. Les attaches psychologiques, quant à eux, désignent les émotions telles que l'appartenance religieuse, la pratique des éléments de culture d'origine, le loyalisme et l'intérêt pour les valeurs nationales, etc. De cette perspective, s'émerge un questionnement par rapport aux attaches transnationales, si elles forment les générations internationalisées, comme voulait dire la fameuse expression « enfants du monde » ou vraiment, les individus qui rêvent toujours du beau pays d'origine, dont on ne parle pas la langue et on ne connaît pas la culture, ni l'histoire, ni l'économie, mais sans aucun sentiment envers le pays d'accueil, où on est né, on a grandi, étudié et travaillé.

La composition des activités et des attachements se différenciant en termes de niveau forment les formations transnationales. Dahinden a fait une « idéalisation de type » des formations transnationales avec la référence à Weber (2010 : 53) et cette idéalisation de type cherche la réponse à une question : transnationalité de quel niveau ? Du coup, le premier type renvoie à une mobilité physique faible avec les attachements locaux forts, qu'il nomme formations transnationales diasporiques localisées. Au deuxième lieu se trouvent les formations transnationales mobiles localisées ce qui font référence à une mobilité forte et un attachement local fort. Puis, il s'agit des formations transnationales mobiles, qui signifient une forte mobilité physique et les attaches locales d'un niveau bas. Au dernier lieu, les formations « transnational outsiders » représentent les populations ayant une mobilité et un ancrage faible. La catégorisation de Dahinden a des points significatifs pour cette recherche, car, la catégorisation pré et post-obtention des Turcs de l'étranger dans une de ces catégories seront explicatives pour une réponse à notre question centrale.

D'un autre côté du transnationalisme social ou économique, les activités politiques transnationales méritent, naturellement, une attention plus spécifique pour la recherche. Il est vrai qu'il faut repenser à la question de démocratie depuis que le concept de la citoyenneté se sépare du cadre de l'État-nation, une formation qui était longtemps attaché au concept de citoyenneté. Cependant, aujourd'hui, nous parlons de la participation politique des résidents non-citoyens, et citoyens non-résidents. Ceci démontre encore une fois que la relation entre la citoyenneté et le territoire devient plus faible.

2.2.2. Participation Politique Comme Activité Transnationale

Même s'il ne se trouve pas une définition sur laquelle les spécialistes en sciences sociales se sont mis d'accord, la participation politique peut être définie comme les actes et les activités qu'effectue un individu afin de faire l'effet sur ceux qui possèdent l'autorité politique (Kahraman, 2011 : 49). Brièvement, en tant qu'un champ d'activité et de comportement, d'un intérêt simple à une série d'activité intense, la participation politique est un concept qui détermine les positions et les comportements des individus résidant dans une société devant le système politique. Même si le droit d'élire et d'être élu n'est pas la seule dimension de participation politique, il est clair qu'il a une position spéciale (Erdoğan, 2015: 126).

Dans la littérature, participation politique d'un individu se manifeste sous quatre formes : s'en intéresser, lui prêter de l'importance, s'en informer et agir (Kapani, 2009: 144). Chacune de ces formes signifie un différent niveau d'intensité de la participation. S'intéresser des politiques et leur donner importance signifient les différents niveaux du fait que l'individu suit les nouvelles politiques en tant que spectateur à travers les journaux, les médias sociaux et la télé. S'en informer fait référence à non seulement lire pour avoir une connaissance technique mais aussi à produire des idées en écrivant dans les journaux ou les revues. Finalement, agir politiquement signifie une participation active dans la politique telle que faire partie d'un parti, mettre sa candidature ou prendre rôle dans les campagnes électorales , etc.

À la suite de la révolution industrielle, ceux qui sont influencés par les décisions politiques ont montré leurs volontés de participer également à la formation

de ces décisions. Alors l'un des principes fondamentaux des États-nations, la forme d'organisation la plus étalée à notre époque moderne, s'appuie sur le principe que le pouvoir prenne ses compétences et ses pouvoirs par la participation des dirigés. Par conséquent, il est vrai qu'aujourd'hui, le niveau de développement des démocraties modernes peut être mesuré à travers le niveau de la participation active des dirigés dans la vie politique. Un des modèles des plus courants en la matière est la participation via votes. La définition de la démocratie moderne s'appuie alors sur le fait que, tout citoyen ait son droit de vote, à travers lequel il participe à la décision de choisir ce qui aurait l'autorité politique.

Ayant discuté et expliqué le transnationalisme et la participation politique, maintenant, il sera pertinent d'aborder la question de la participation politique transnationale qui renvoie à une nouvelle dimension transfrontalière de citoyenneté, le concept qui était longtemps coincé dans les frontières de l'État-nation (Yıldırım, 2016 : 380). Participation des migrants dans la politique du pays d'origine est analysée à travers trois grandes perspectives dans la littérature : faire du lobbying auprès des politiciens du pays de résidence, contribuer au financement des partis politiques du pays d'origine et aux campagnes électorales, et finalement la participation électorale aux élections dans le pays d'origine depuis l'étranger (Lafleur, 2016 : 447). Cette nouvelle dimension a affaibli, comme on a mentionné plus haut, la connexion entre la citoyenneté et le territoire à travers ses deux grands axes : participation politique des résidents non-citoyens et celle des citoyens non-résidents. Le droit de vote externe est un bon exemple pour concrétiser le concept de la participation politique transnationale. Selon sa définition la plus simple, faite par l'Institut pour Assistance Démocratique et Electorale (IDEA), le droit de vote transnational est « *L'inclusion dans la loi électorale et les règlements électoraux d'un pays des provisions et procédures qui permettent les électeurs d'un pays qui sont à l'étranger, de manière temporaire ou permanente, à exercer leurs droits de vote de l'extérieur du territoire de ce pays* ¹³ » (Ellis et al., 2007 : 248).

Le droit de vote externe a connu plusieurs réactions, à la fois positives et négatives. Ses défenseurs s'appuient sur l'idée que la démocratie moderne doit atteindre au-delà des frontières de l'État-nation car grâce aux technologies de communication, les citoyens résidant à l'étranger peuvent être proprement informés

¹³ Traduction Y.B.

des développements dans le pays d'origine. Ainsi, puisque les citoyens résidant à l'étrangère participent au développement du pays d'origine en maintenant les relations économiques via les remittances, ils doivent avoir un mot à dire dans les élections. Au contraire, les critiques y dressées se concentrent notamment sur l'idée qu'étant donné que le résultat des élections ne pourrait pas influencer les citoyens non-résidents, alors ces derniers sont susceptibles de voter de manière irresponsable (Abadan-Unat et al., 2014 : 6).

À ce stade, il serait pertinent d'accentuer que la littérature sur le transnationalisme se concentre sur deux réalités : d'abord, les influences économiques, sociales et politiques des migrants et des diasporas sur les pays d'origine et deuxièmement, les politiques publiques visant les groupes émigrants que mènent les pays d'origines, c'est-à-dire les politiques d'activation de la diaspora (Lafleur, 2016 : 449). Les politiques de diaspora ont attiré une attention importante étant donné que les États des pays d'origine visent à travers ces dernières d'abord à assurer les remittances proviennent des émigrants et deuxièmement à renforcer la fidélité pour le pays d'origine (Mencütek & Baser, 2018 : 87). Le droit de vote externe, qui émancipe une activité transnationale pour les émigrants est un bon exemple pour démontrer que les politiques de diaspora ne se basent pas toujours sur un fondement en faveur des émigrants, mais souvent en faveur des autorités gouvernantes (Mencütek & Erdoğan, 2015 : 11). Toutefois, en tant qu'activité transnationale émancipée par les politiques de diaspora menées par le pays d'origine, participation électorale des émigrants dans les élections aux pays d'origine mérite une attention spécifique.

2.3. Influences des Activités Transnationales sur les Communautés Immigrées

La quasi-totalité des recherches se focalisant sur les influences du transnationalisme -un nouveau modèle d'intégration comme susmentionné- sur les communautés immigrées sont concentrées majoritairement sur le processus d'intégration. De même, ces recherches font des efforts pour former les typologies afin de pouvoir catégoriser les relations entre l'intégration des immigrants et de la transnationalité. Les typologies désignées par différents points de vue suscitent,

étonnement, des similitudes ou des ressemblances significatives sur le rapport entre la transnationalité et l'intégration – pour ne pas dire assimilation-. Dans ce chapitre, nous allons essayer de discuter ces typologies afin de mieux comprendre ce rapport susmentionné.

2.3.1. Saisir la Théorie au Travers des Typologies et des Modèles Existants

Par leurs définitions, il ne serait pas imprévisible que les expériences, les pratiques quotidiennes ou les socialisations des immigrés ne sont pas tout à fait isolées de leurs attachements physiques ou psychologiques à la mère patrie. Au contraire, les immigrés vivent dans une réalité différente de celle du pays d'origine ou de résidence. Oeppen (2013 : 261-2) ayant examiné les recherches théoriques précédentes trouve dans la littérature existence de quatre grandes hypothèses sur le rapport entre la vie immigrante dans le pays de résidence et de la transnationalité des immigrés : D'abord, étant donné que le transnationalisme et l'intégration sont deux processus exclusifs, il n'est donc pas possible pour elles de co-exister. Deuxième hypothèse défend l'idée que les immigrants peuvent renforcer leur intégration en développant une transnationalité dans le cas où il ne s'agit pas d'exclusion ou de racisme mis en place par les populations locales mais ce sont les circonstances qui existent très rarement et donc, en leur grande majorité, les immigrés sont poussés à tisser les relations avec les pays d'origine. Par exemple, Schans montre dans sa recherche sur les immigrés Turcs et Marocains (2009 : 1179) que l'impression négative sur ces deux groupes qu'ont les Néerlandais à cause des raisons culturelles et religieuses les poussent à être convaincus que les attaches transnationales au pays d'origine sont plus importantes qu'attachement au pays de résidence. Quant à la troisième hypothèse, elle montre qu'il n'a pas de relation entre ces deux processus, car ils sont indépendants. Selon la dernière hypothèse, ces deux processus s'entraident, c'est-à-dire, l'intégration renforce la transnationalité et l'envers.

En s'appuyant sur les recherches existantes dans la littérature mais surtout sur la typologie précédemment démontrée, Erdal & Oeppen (2013 : 878) ont essayé de créer une nouvelle catégorisation en la matière. D'après eux, il s'agit de quatre types de positionnement sur le rapport entre l'intégration et le transnationalisme : *alarmist*, *less alarmist but pessimistic*, *positive* et finalement *pragmatic*. Ce qui est plus

constructif pour notre recherche, ce n'est pas ces types de positionnement mais plutôt, les sommes alternatives pour déterminer les interactions entre la transnationalité et la vie immigrée dans lesquelles ces positionnements jouent un rôle primordial. Pour illustrer, selon l'alternative *additive*, l'interaction serait égale à la somme totale de l'intégration et de transnationalisme. *Synergistic alternative* signifie que l'interaction excéderait la somme totale de l'intégration et de transnationalisme. Finalement, l'alternative *antagonistic*, explique que l'interaction serait au-dessous de la somme totale.

Tsuda (2012 : 635-636) a désigné un schéma général de *transnational simultaneity* pour expliquer les influences de l'engagement au pays de résidence sur l'intégration politique, économique et socioculturelle. Comme montre la recherche d'Erdal & Oeppen, ces influences forment d'après Tsuda également les typologies d'interaction. Le premier type, *zero-sum*, est basé sur le fait que ce n'est pas possible pour les immigrés d'investir à la transnationalité et l'intégration en même temps car ces deux processus ne peuvent pas être saisis ensemble. *Coexistence* est un deuxième type explique que l'intégration et le transnationalisme sont deux processus indépendants qui ne s'interagissent pas, c'est-à-dire qui ne peuvent pas avoir une influence sur l'autre et donc qui peuvent co-exister indépendamment. Un bon exemple pour justifier ce type est la recherche de Engbersen & al. (2013 : 978) dans le contexte des immigrés ouvriers polonais, roumains et bulgares, dans laquelle il n'y a pas de connexion logique sur le rapport entre l'intégration et l'engagement au pays d'origine. Pour le troisième type, l'intégration et la transnationalité peuvent influencer l'un et l'autre de manière positive. C'est-à-dire, les immigrés bien intégrés auront également des attaches fortes avec le pays d'origine. Et finalement, quatrième modelé, est basé sur le fait qu'un niveau bas d'intégration dans le pays de résidence causerait un niveau bas de la transnationalité.

La raison pour laquelle il s'agit d'une grande variété de typologies sur le rapport entre la transnationalité et l'intégration, ou les influences de l'une sur l'autre, c'est parce que, comme mentionné précédemment, les recherches en la matière sont théorisées à travers les résultats empiriques indépendants. Il est important de répéter encore une fois que, comme a invoqué Morawska (2003 : 164), le rapport entre le transnationalisme et le mode de vie immigrant est déterminé par le contexte et donc les théories existantes ne risquent pas d'être totalement explicatives pour le transnationalisme. Selon elle, chaque terrain crée son approche théorique. De

même, le modèle à trois phases développées par Morawska (2003 : 164-165) désigne une nouvelle approche d'analyse en la matière. D'abord, afin de mieux comprendre différents modèles d'intégration, il faut collecter une grande variété d'information empirique. Puis, il faut découvrir les modèles sur les rapports intégration – transnationalisation parmi les informations empiriques collectées. La découverte des modèles ne peut être possible qu'à travers l'analyse approfondie des rapports entre l'intégration et la transnationalité dans une grande variété des contextes différents. C'est ainsi que, les cadres théoriques en la matière peuvent être déterminés correctement en considérant les étapes susmentionnées. Et par conséquent, au lieu de rester radicalement attaché à une certaine théorie, prêter attention aux réalités empiriques et contextuelles serait pertinent. Nous défendons également l'idée que, dans le transnationalisme dont la structure analytique est composée par une grande variété des composants, une overall theory risque d'ignorer une partie de la vérité.

Ces trois typologies, celle d'Oeppen, d'Erdal et d'Oeppen et de Tsuda contribuent à la formation d'approche théorique de cette recherche. Ce faisant, nous allons profiter des points et particularités de chacun de ces modèles susceptibles d'être utiles et explicatifs pour notre recherche. La raison pour laquelle la théorisation de cette recherche est basée sur un *mélange*, c'est d'abord parce que chacun de ces modèles a des certaines particularités plus éminentes analytiquement. Comme souligne Morawska (2003) ou Vertovec (2001 :577), une approche de case-based-fashion sur les influences de transnationalisme peut être plus explicative en s'appuyant sur les recherches casuistiques. De même, il serait essentiel de rajouter que, à nos connaissances plus récentes, un modèle théorique qui explique les influences générales de la participation politique transnationale, comme concept étroit et pointu, sur les immigrées comme objet bien général, ne se trouve pas encore dans la littérature.

Le choix du mot *général* est basé sur l'explication de Faist (2003 : 271) sur les acteurs centraux existant dans un espace social transnational, que nous allons essayer d'analyser les influences de la participation politique transnationale : d'abord, les influences de la participation politique transnationale sur les relations entre les immigrés et l'État du pays d'origine, et puis l'État du pays de résidence. Les relations avec les sociétés du pays d'origine et de résidence seront également influencées par la participation politique transnationale, et finalement, les influences dans le groupe en lui-même. En nous appuyant sur la théorie des espaces sociaux

transnationaux créée par Faist, nous allons utiliser les instruments analytiques des modèles susmentionnés.

Il ne serait pas inutile d'expliquer les raisons pour lesquelles certains points des modèles discutés plus haut sont compatibles – ou pas - pour notre recherche. Les catégories créées par Tsuda sont importantes car il a essayé de voir, les résultats généraux du chacun des modes de transnationalisme : politique, économique et socio-culturel. Erdal & Oeppen (2013 : 878) se sont focalisés sur un modèle de la *somme totale* de l'interaction entre la vie immigrante et de transnationalité et ceci joue un rôle exemplaire pour cette recherche car ce modèle de la *somme totale* serait également instrumental pour nous de comprendre les influences générales – mais pas catégoriques – du transnationalisme sur les immigrées. Pourtant, le point inconvenant de la recherche d'Erdal & Oeppen pour notre recherche, c'est que les résultats sont exclusivement analysés d'une perspective individuelle, mais pas de communautaire, différemment de ce que nous essayons de faire. Au modèle d'Oeppen, étant donné que les attaches psychologiques envers le pays d'origine sont bien expliquées, ce qui représente une certaine utilité pour notre question centrale, mais l'inconvenance du modèle de ce dernière c'est qu'il n'est pas totalement clair, s'il s'agit des influences de transnationalité sur le mode de vie des immigrés, ou des influences de mode de vie des immigrés sur la transnationalité.

2.3.2. Transnationalisme et ses Influences sur Intégration

La difficulté d'avoir une théorie applicable pour différents contextes en matière de transnationalisme a déjà été démontrée plus haut. Parallèlement, en plongeant dans les profondeurs du transnationalisme – c'est-à-dire, se poser les questions transnationales plus pointues- la divergence théorique, le problème de description commune et générale, manque des modèles collectivement acceptés deviennent plus visibles. D'un autre côté, il ne faut pas oublier qu'il se trouve des recherches importantes – et empiriques- qui peuvent montrer le chemin pour en déduire des réponses pertinentes et logiques.

La recherche de Morawska (2003 :163) démontre les facteurs influençant les relations entre l'intégration et le transnationalisme. Selon elle, il se trouve d'abord

les facteurs liés au pays d'origine tels que la distance entre les deux pays, le niveau technologique dans la communication et les réseaux de transport avec le pays d'origine, la loyauté au pays d'origine, les relations entre deux pays, la perspective du pays d'origine et de résidence sur les immigrés, etc. Deuxième type de facteurs sont basés sur les conditions locales des immigrés telles que la structure économique, l'approche de la population autochtone aux immigrés, l'isolation de la vie immigrante -par exemple, il s'agit des ghettos ou non- , le pourcentage des enfants issus des mariages mixés , etc. Ces quatre facteurs de Morawska, forment une catégorisation de base relationnelle sur laquelle la participation politique transnationale est susceptible d'avoir une influence. Autrement dit, la loyauté au pays d'origine des immigrés, la perspective du pays d'origine et de résidence sur les immigrés, les conditions des immigrés dans le pays de résidence, les dynamiques intérieures du groupe, etc, sont des paramètres qui peuvent directement être influencés par la participation politique transnationale des Turcs à Strasbourg.

De même, il est aussi observé dans la littérature empirique par les recherches qui sont allés au-delà des théories classiques assimilationnistes, qui défendaient l'idée que les immigrés bien intégrés seraient totalement isolés des sphères politiques, sociales ou économiques du pays d'origine. Par exemple, Lima (2010 : 2) explique qu'une forte intégration de l'immigré peut également renforcer les attaches avec le pays d'origine. Parallèlement, il y a des chercheurs tels que Portes (2007) ou Sert (2012 : 93) qui ont observé que les immigrés ayant une bonne éducation, autrement dit, susceptibles de s'adapter à l'intégration plus facilement, ainsi que les deuxièmes générations qui sont naturellement plus intégrées sont plus actifs en termes de la transnationalité. Ceci justifie les modèles défendant que la transnationalité et l'intégration sont deux processus qui s'entraident.

Il a été également observé dans la littérature que participation politique transnationale aux élections dans le pays d'origine accroît le taux de participation politique à la vie politique de pays de résidence. Morawska (2003 : 161-165) démontre que les immigrés intéressés de la vie politique du pays de résidence sont également plus actifs dans les politiques du pays d'origine. Selon Tamaki (2011 : 154) qui se focalise sur les Latino-Américains et les Américain-Asiatiques et par exemple, étant donné que les aller-retours aux pays d'origine exigent une certaine infrastructure économique, et donc, les immigrés doivent avoir des ressources socio-économiques. Et pour pouvoir avoir cette infrastructure, les immigrés doivent être

socio-économiquement intégrés dans le pays de résidence. Par conséquent, les immigrés capables de tisser les relations transnationales en faisant des aller-retours seront donc les immigrés étant relativement plus intégrés. Ceci est compatible avec les résultats de la recherche de Bülent Kaya (2009 : 60), qui se concentre sur la même question par la perspective des Turcs en Suisse car ce dernier a trouvé que l'intérêt dans les politiques du pays d'origine provoque également l'intérêt dans les politiques du pays de résidence. Cependant, ici, il faut bien déterminer que ces rapports positifs ne peuvent pas être valable pour tout type ou modèle de participation politique transnationale car la manière de s'intéresser par les politiques du pays d'origine de deux immigrés de deux niveaux différents de l'intégration ne seraient pas la même. Les immigrés mieux intégrés auront une perspective relativement plus pragmatique alors que les autres auront un intérêt plutôt basé sur les attaches identitaires et émotionnels.

2.4. Conclusion pour la Discussion Théorique

Le cadre théorique de ce travail a d'abord été formé par les efforts faits pour trouver un cadre analytique pour examiner les influences de la participation politique transnationale sur les communautés immigrées turques à Strasbourg. Au lieu de considérer les Turcs de Strasbourg comme une diaspora, les accepter comme les communautés transnationales nous offre une série d'instruments avantageux. Il serait utile de souligner encore une fois que, ceci n'est pas parce que nous défendons l'idée que les Turcs de Strasbourg ne peuvent pas être considérés comme une diaspora - et que cette discussion ne fait pas partie du cadre de cette recherche-, mais plutôt parce que cette recherche essaye d'analyser les effets d'une activité *transnationale*. C'est pourquoi, une prise en considération des Turcs de Strasbourg, comme des populations transnationales, - des populations mais pas une population diasporique, car il s'agit aujourd'hui d'une division et voire séparation très visible au sein de communautés d'originaires de Turquie qui se diffèrent en termes de la religion, de la confession, de l'ethnicité, de la région d'origine, et finalement, des tendances politiques et idéologiques. De ce point de vue, les commentaires susmentionnés de Stéphane de Tapia sur la structure archipelagique des Turcs de France restent compréhensifs.

Comme on l'a vu plus haut, les recherches en matière des influences de transnationalité se focalisent en leur très grande majorité sur l'intégration - et l'envers -. Différents types et modèles de cette interaction entre la transnationalité et l'intégration ont été développés. Quand on parle de la transnationalité, littérature se concentre, à travers une perspective généraliste, sur les activités socialement, économiquement et politiquement transnationales. Pourtant, les influences des activités exclusivement politiques transnationales n'ont pas été dans le centre de la problématique, à notre connaissance plus récente, au moins, pour le contexte des Turcs de l'étranger.

D'une autre part, différemment d'autres recherches, nous ne sommes pas focalisés sur les influences d'une certaine activité transnationale exclusivement sur l'intégration d'une population immigrante. D'une perspective plus générale que ça, nous essayons de comprendre quels types d'influence s'agit-il sur les immigrants et leurs vies. Pourtant, encore une fois, que les influences du transnationalisme de migrant peuvent avoir une grande variété dans différents contextes, comme indique Vertovec (2001 : 577). C'est pour cela que, au lieu de nous attacher à un certain cadre théorique et le considérer comme une explication *overall*, nous essayons de trouver les points potentiellement explicatifs pour notre recherche. Car, comme on en a mentionné plusieurs fois, il ne faut pas oublier le rôle primordial que joue l'empirisme dans la formation des théories du transnationalisme. Quant au terrain de cette recherche, nous allons essayer de contribuer à la littérature du transnationalisme en concentrant notre attention sur les influences *générales* de la participation électorale comme activité transnationale en observant les Turcs de Strasbourg. Dans la prochaine partie, nous aborderons l'histoire, les particularités et les comportements électoraux des Turcs de France et de Strasbourg.

3. LA TURQUIE EN FRANCE

Difficile de donner un chiffre certain, il est possible de dire qu'aujourd'hui, les Turcs de France représentent une population d'à peu près 700.000¹⁴. Ce chiffre fait des Franco-Turcs la deuxième plus grande communauté immigrante turque après celle de l'Allemagne. Comme toutes les communautés immigrantes, les Turcs de France sont sujets d'une grande variété de discussions originaires d'à la fois du pays d'origine ou de résidence : l'approche sur la question de la migration, les politiques migratoires, les relations entre deux pays, l'acceptance ou l'exclusion de la communauté accueillante, les motifs de la migration, les nouvelles vagues migratoires, la langue, la religion ou l'intégration, etc...

De cette perspective, il est important de souligner que depuis le moment où la population turque en France est devenue visible, c'est-à-dire depuis à peu près un demi-siècle, cet espace migratoire a éprouvé des événements majeurs qui ont laissé des traces chez les Turcs de France mais aussi dans la manière dont la France perçoit cette population. L'arrivée des Turcs en France à des différentes dates qui portaient des différents codes ethnoculturels a participé à la formation de l'espace migratoire turc en France. Par conséquent, la structure sociale des Turcs de France a pris une forme archipélagique, loin de l'apparence d'une population homogène. De même, des développements ou des crises ayant eu lieu en Turquie, comme le processus d'adhésion de Turquie dans l'UE jusqu'au dernier quart des années 2000, ou les discussions autour de l'autocratie depuis le début des années 2010 et les débats de polarisations liées à ces dernières, la fuite des cerveaux comme un phénomène plus récent ont joué des rôles dans la formation du paysage actuel de l'espace turc en

¹⁴ Il est difficile de prononcer un chiffre certain par rapport à la population turque en France. Il s'agit d'une divergence sur le nombre total des individus faisant partis des communautés originaires de Turquie. Selon une des ressources les plus fiables, le rapport du Ministère des Affaires Étrangères datant de 2019, à peu près 700.000 citoyens de la République de Turquie résident en France (T.C. Dışişleri Bakanlığı, 2019:54).

France. Pour illustrer la manière dont ces développements puissent influencer les Turcs de France, comme démontré dans la recherche d'Akgönül (2020 : 113) qu'auparavant, les Français considéraient un Franco-Turc comme un Européen, mais avec les derniers développements -rupture entre la Turquie et l'UE-, il est devenu un migrant du tiers monde dans les yeux de la société locale. Nous allons essayer dans cette partie décrire les moments clés dans l'histoire de l'immigration turque en France ainsi que démontrer les particularités et la transnationalité des Franco-Turcs en y impliquant les événements majeurs susceptible d'exercer une influence sur cette population.

3.1. L'Histoire de l'Immigration Turque en France

Même s'il y a eu un mouvement migratoire des élites étant parties en France pour faire les études vers la période finale de l'Empire Ottoman (Danış & Üstel, 2008 : 11), les Turcs de France sont devenus visibles dans l'opinion publique mais aussi sujets des recherches depuis plutôt l'arrivée des ouvriers masculins à partir des années 1960. Depuis, l'espace social turc sur les territoires français a connu plusieurs vagues migratoires. Chacun de ces mouvements a participé à la formation de cet espace en y rapportant ses propres caractéristiques qui découlent de plusieurs facteurs tels que les raisons de migration que ce soient politiques ou économiques, le niveau socio-économique ou la religion ou l'ethnicité des émigrants. Afin de comprendre les caractéristiques des Turcs en France, il est d'abord important d'expliquer les particularités des différentes vagues migratoires qui se différencient chronologiquement, car chacun de ces mouvements était plus ou moins propre à un groupe dont le positionnement des individus dans le *champ* social est relativement proche de l'un de l'autre. Pour clarifier, il serait pertinent de s'adresser à la sociologie Bourdieusienne : sur les conditions d'existence qui renvoient au regroupement des agents possédant les qualifications communes incorporées sous forme de l'habitus de classe qui donnent naissance aux pratiques similaires en y imposant les conditionnements homogènes et donc qui occupent les positions près de l'une de l'autre dans l'espace social (Bourdieu, 1979 : 112). Il est important de rappeler qu'il s'agit des contextes où les principes de distinction dans l'espace social ne s'organisent non seulement à travers les capitaux sociaux, économiques, culturels

ou symboliques, mais aussi à travers les principes secondaires tels que l'ethnicité ou la nationalité (Bourdieu, 1984 : 4), et dans le contexte transnational turc, il serait utile d'y rajouter la religion et la confession. Afin de pouvoir comprendre son écosystème, il serait utile de jeter un coup d'œil d'abord sur les acteurs constructifs de l'espace social turc en France.

3.1.1. Arrivée des Ouvriers Turcs en France : Années 1960

Une fois que l'Allemagne a décidé d'abandonner des politiques d'invitation des ouvriers originaires des pays de la Mer Adriatique et de la Méditerranée, les émigrants turcs dont la première destination était l'Allemagne se sont dirigés alors vers la France (Firat, 2007 : 1) et que la France a ouvert ses portes aux ouvriers turcs au travers de la signature de l'accord bilatéral entre deux pays en 1964 (Aksaz : 2015 : 10). Etant révisé en 1969, cette dernière a provoqué une intensification de la migration des ouvriers turcs vers la France et par conséquent ces derniers ont commencé à former une population considérable en termes de nombre : 7628 de Turcs vivaient en France en 1968 alors qu'en 1972 ce chiffre a atteint à 50.860 (Yağmur & Akıncı, 2003 : 109), une population masculine dans sa grande majorité (Aldoğan, 1978 : 147).

Une des raisons principales pour laquelle une partie des Turcs dont l'objectif principal était de s'installer en Allemagne s'est trouvée à l'autre côté du Rhin était la différence au niveau scolaire et socio-culturel des ouvriers. Majoritairement originaires des petites villes ou villages ruraux de l'Anatolie centrale, de l'Anatolie de Sud-est et de la région de la Mer Noire (İrtiş, 2009 : 238), 11 % de ces ouvriers était peu et 87 % était non-qualifié (Aldoğan, 1978 : 149). Une fois arrivés en France, les ouvriers turcs ont dû faire face à une choque socio-culturelle au sein de cette nouvelle société qui avait des codes bien différentes de ceux des régions rurales de l'Anatolie.

Ouvriers dans des secteurs de l'industrie, de construction et de textile en général, le séjour des émigrants Turcs a toujours été considéré -par les acteurs de l'espace social transnational et par les émigrants eux-mêmes - comme une courte période temporaire, et que ces derniers allaient retourner en Turquie après être y

restés quelques ans et avoir gagné un peu d'argent. C'est pour cela qu'ils ont résidé ensemble avec leurs compatriotes dans des petits foyers ou résidences partagées par nombreux ouvriers (Débarre & Petek, 2022 : 32-33) sans vraiment avoir l'intention de s'y installer définitivement et donc sans chercher un confort à long terme.

De ce fait, sans surprise, la nature de l'immigration turque en France contient en elle-même des éléments de mobilisation. Au début, les immigrés devaient s'adresser à *L'Agence Turque de Recrutement* afin de partir travailler en France comme en Allemagne. Cette étape *anonyme* de l'immigration turque en Europe a succédé à une seconde étape : la migration *nominale*. La migration nominale, plus visible dans le contexte français qu'allemand (Kaya & Kentel, 2005 : 28) signifie que les travailleurs en Turquie soient directement contactés par les employeurs grâce aux références de travailleurs – les membres de famille, les amis, les *hemşeri...*- déjà immigrés en France. Cela signifie que, les travailleurs turcs sont partis en France avec un certain capital social. Cette définition renvoie évidemment à une migration en chaîne susceptible de provoquer l'intensification d'une certaine population venant de la même région, de la même ville ou du même village, et ou d'une certaine ethnie dans une certaine région française, une des particularités des plus visibles des communautés turques en France (Firat, 2003 : 76). Enfin, le gouvernement Estaing a finalisé la première vague migratoire en révisant l'accord bilatéral en 1974 et l'immigration turque en France a pris une nouvelle dimension.

3.1.2. Visibilité des Turcs en France : Années 1970

Alors que c'est à partir du milieu des années 1970 que les familles des ouvriers forment un vrai mass migratoire, selon les documents officiels, la première famille turque regroupée en France date de 1971 (Firat, 2007 : 6). Majoritairement masculine comme mentionné plus haut, la population turque en France a connu une féminisation et un rajeunissement une fois que les familles sont arrivées. De même, c'est grâce à cette étape de migration turque en France que les Turcs ont pris une forme bien plus visible dans la vie sociétale du pays d'accueil puisque les enfants issus de l'immigration turque apprenaient le français, la culture, l'histoire de France, deviennent amis avec leurs camarades autochtones. C'est ainsi qu'ils deviennent plus *français* que leurs parents. Cependant, les parents commençaient également à être

familiers avec les codes sociaux et culturels en France avec la participation relativement active de leurs enfants à la vie sociétale française. D'ailleurs, l'arrivée des femmes a également renforcé la visibilité des Turcs en France mais en déclenchant des idées parfois stéréotypiques en raison de leurs modes de vie faisant évoquer des régions rurales de l'Anatolie (Firat, 2007 : 6). Ces stéréotypes, la différence culturelle entre deux sociétés – les Français et les Turcs- ont alors provoqué chez deux côtés les stratégies que l'on verra les détails plus bas.

Le regroupement familial, surtout vers la fin des années 1970, a d'une autre part, accéléré le processus de l'institutionnalisation de l'espace social tout en changeant les projets de retour en Turquie. En transformant un séjour temporaire en une résidence permanente, le regroupement familial était un facteur important dans la prise du rôle du gouvernement turc dans les affaires liées à la diaspora turque en France. Ceci peut se faire expliquer à travers le changement dans des dynamiques de l'immigration turque en Europe, car une fois que le regroupement familial a pris forme d'une vague migratoire, une baisse importante a été observée dans les remittences envoyées en Turquie (Aldoğan, 1978 : 161). Il est important de souligner de nouveau que le transfert des devises vers le pays d'origine est un des facteurs à travers lesquels la diaspora – au sens quotidien ou politique du terme – gagne de l'importance dans les yeux du pays d'origine. Bref, le regroupement famille est une étape significative puisque les Turcs de France acceptent que leur futur serait orienté désormais vers la France et commencent à prendre des pas stratégiques afin de faciliter ce long – voire *lifelong* – séjour tout en gardant à l'esprit le mythe de retour dans lequel jouait un rôle centrale l'institutionnalisation dans l'espace migratoire, qui signifie l'existence des institutions originaires du pays d'origine ou les associations dont les activités sont transplantées depuis le pays d'origine.

3.1.3. Hétérogénéisation des Profils : Années 1980

La période de l'intensification du regroupement familial, c'est-à-dire à partir du troisième quart des années 1970 s'est croisée avec une nouvelle étape migratoire, relativement plus petite de taille mais différent d'autres vagues précédentes dans le sens où le groupe émigrant se composait majoritairement des individus dont le motif de migration était lié aux développements politiques dans le pays. En effet, les

migrations politiques de Turquie vers les pays étrangers ont été déclenchées par plusieurs événements politiques depuis le début de la seconde moitié de vingtième siècle (De Tapia, 2012 : 70) à l'instar de la population étant partie en Europe à cause du coup d'État ayant eu lieu en 1971. Un de ces développements des plus marquants en termes de déclenchement des vagues migratoires, c'était le coup d'État ayant eu lieu en Septembre 1980. Durant la période juste avant le coup ainsi que les premières années qui le suivaient pendant lesquelles l'état de siège régnait et le maintien de l'ordre était obtenu par l'armée turque, l'exode d'une population relativement plus intellectuelle et jeune, et surtout bien politisée était marquante alors qu'il reste difficile de clarifier la taille de cette population. Toutefois, il ne serait pas faux de dire qu'une partie non-négligeable de cette population ont demandé d'asile à l'État français. Comme on peut s'y attendre, déclenché par l'intervention aux politiques d'un groupe militaire dont l'objectif était de restaurer l'idée d'État-Nation laïque et assimilationniste, ce développement a poussé une population des jeunes intellectuels, universitaires, artistes et musiciens étant de gauche et dans leur grande majorité, Kurdes et/ou Alevis.

En diversifiant les motifs d'arrivée de la population turque en France, cette étape de l'immigration turque vers la France a fait commencer un nouveau chapitre dans l'histoire des Franco-Turcs (Aksaz, 2015 : 10). Pourtant, la transformation communautaire déclenchée par cette nouvelle étape de la migration n'était pas non seulement au niveau de motifs, mais aussi de positionnement social -car c'étaient généralement les jeunes de gauche ayant un capital culturel relativement plus fort qui jouaient des rôles plus ou moins actifs dans la politique turque -, de l'ethnicité, de religion ou de confession. Étant donné que cette étape migratoire déclenchée par un coup d'État a alors diversifié les profils des émigrants à plusieurs égards, il serait donc de plus en plus difficile de considérer la population turque comme un groupe composé par les individus ayant caractéristiques identitaires similaires. De même, il serait également difficile de parler d'une communauté turque car cette population se composerait désormais « les communautés originaires de Turquie ». En un mot, cette étape migratoire est marquée par d'abord la diversification des trajectoires sociologiques des Turcs en France et après par l'émergence des polarisations, même conflits dans l'espace social.

3.1.4. Espace Social Turc en France Depuis des Années 1990

Il s'agit toujours d'une circulation des individus dont le but est de s'installer en France depuis la fin des années 1980 jusqu'à nos jours. D'abord, jusqu'au milieu des années 1990, une population originaire de l'Anatolie du Sud-est -majoritairement Kurde et Alévi – a continué à chercher refuge en France à cause de l'intensification des conflits dans la région. Tout de même, les réfugiés politiques et les demandeurs d'asile continuent à se diriger vers la France tout en formant des petits mouvements migratoires à courte terme. À l'instar de ces derniers, d'un autre côté, les gendres et brus importés¹⁵ dans le cadre du regroupement familial continuent même aujourd'hui à former une sorte de mouvement migratoire à une faible intensité.

S'il y a une dernière étape de migration dans le cadre de laquelle le nombre des individus s'installent en France est relativement plus petit, c'est la nouvelle étape migratoire de la classe moyenne supérieure qui devient de plus en plus visible depuis les manifestations de Gezi Parkı, ayant commencé en 2013. En effet, il est vrai qu'en tant qu'un mouvement bien récent et c'est pour cette raison qu'il est difficile de donner les chiffres exacts, ce dernier est prononcé souvent à la fois sur les médias et dans les recherches académiques. Sánchez-Montijane, Kaya & Sökmen (2018 : 23) soulignent qu'à partir du premier quart des années 2010, l'écosystème migratoire de Turquie a changé puisqu'en tant que centre d'attraction pour les migrants hautement qualifiés surtout les nouvelles générations issues de l'immigration turque en Europe jusqu'au début des 2010, la Turquie est devenue depuis, un point du départ d'une fuite considérable des cerveaux. Selon Türkiye İstatistik Kurumu¹⁶, 320.000 Turcs ont quitté la Turquie et une grande majorité de cette population se compose des jeunes de 20-34 ans (cité par Binzet, 2021 : 333). Actuellement, cette nouvelle vague migratoire des Turcs qui est également surnommée comme la fuite des cerveaux, la migration des séculiers, la fuite de la génération Gezi, devient un sujet qui attire l'attention des chercheurs.

¹⁵ L'importation de gendres et de brus élevés en Turquie, qui portent la langue et les codes culturelles de Turquie est une stratégie pour se méfier de la dissolution de l'identité turque par les mariages mixtes ou les mariages entre jeunes turcs grandis en France (Petek-Şalom, 2001: 42).

¹⁶ Institut Statistique de Turquie.

3.2. Les Particularités des Communautés Turques en France

L'espace social turc en France a été formé à travers les vagues migratoires susmentionnées et par les particularités qu'apportées chacun de ces mouvements. Même si chacun de ces flux migratoires se composaient en eux-mêmes des individus relativement homogènes de perspective ethnoculturelle, social et/ou religieuse, le paysage plus général formé par cette population intérieurement uniforme n'est pas aussi homogène du tout. Quant au caractère nominale¹⁷ en sa grande majorité, l'immigration turque en France a créé des espaces de socialisation similaires à des espaces dans le contexte prémigratoire en Turquie mais cette fois sur un autre endroit en permettant le mouvement massif des populations dont le point de départ et de destination sont les mêmes. Cependant, dans ce déplacement, c'était non seulement l'endroit qui change mais aussi la structure sociale étant donné que les Turcs formaient désormais une minorité.

Le fait de faire partie d'une minorité ne doit pas se limiter à une simple explication ethno-démographique. Au-delà de ça, il y a des éléments qui influenceraient la sociologie de cette population en participant à la formation des vies de cette dernière : la langue, la religion, la culture, l'identité, etc. Quant aux Turcs de France, il serait utile de dévoiler quelques particularités découvertes dans des recherches précédentes. Tous ces éléments sont importants pour pouvoir mieux comprendre le contexte migratoire : la Turquie en France.

3.2.1. Franco-Turcs d'une Perspective d'Intégration et d'Identité

Même si les Turcs de France sont une population considérablement hétérogène et voire « hétérogénéité » est un mot qui détermine le plus proprement les Franco-Turcs, il ne serait pas contradictoire de dire qu'il s'agit d'une tendance de généralisation ou de *standardisation* des caractéristiques identitaires des

¹⁷ La migration nominale signifie le fait que les travailleurs en Turquie soient directement convoqués par les employeurs à travers les références des travailleurs qui ont déjà immigré en France. Cela signifie que, dès le départ, les travailleurs turcs sont arrivés en France avec un capital social de petite ou grande importance. Cette définition renvoie évidemment à l'immigration en chaîne qui va causer l'intensification d'une certaine population de *hemşehri* ou d'une certaine ethnicité dans une certaine région française, une des particularités les plus visibles de la communauté turque (Firat, 2003 : 76).

communautés turques de France. Cette tendance prend sa force notamment du fait qu'il n'y a eu aucune recherche académique jusqu'au milieu des années 2000 qui problématise l'hétérogénéité des Turcs en France (Firat, 2003 : 76). À nos jours, il s'agit de peu de recherches qui examinent ces réseaux des relations entre différentes pôles déterminées par les idéologies, l'ethnicité, les motifs de migration, les dates et l'appartenance ethnoreligieuse ainsi que les facteurs caractérisant ces relations. La recherche d'Akgönül explique avec les détails les principes de formation de ces pôles (2020 : 173). D'un point de vue religieuse, il s'agit de trois axes : les sunnites en tant que la grande majorité de la population turque en France, les Alévis et les séculiers. D'un autre côté, de perspective de l'ethnicité il est possible de parler également de trois axes tels que les Anatoliens, les Kurdes et les Alevis.

La tendance pour une standardisation susmentionnée s'appuie sur l'enquête de Tribalat nommé Mobilité Géographique et Insertion Sociale datant du 1995 et du 1996. Dans sa recherche, Tribalat conceptualise la résistance des communautés turques contre l'intégration en France comme une exceptionnalité parmi toutes les communautés migrantes en France en surnomment ce phénomène comme *l'exceptionnalité turque* (cité par Autant-Dorier, 2008 : 189). Selon l'auteur, le fait de se socialiser uniquement dans la communauté, faible taux de pratique de la langue française, surreprésentation de la religion dans la vie quotidienne, l'échec scolaire et le niveau faible dans l'adhésion de l'éducation supérieure font des Turcs de France une communauté exceptionnellement enfermée en soi même qui s'explique avec le *repli communautaire*. Par conséquent, les particularités telles que la langue, la religion et la culture, portés dans ce nouveau lieu de résidence gagnent importance. Pour ces raisons, les Turcs privilégient une socialisation interne sans préférant l'appréhension de la langue française (Aksaz, 2015 : 22). À peu près 40 ans après la signature de l'accord bilatéral entre la Turquie et la France, seulement 10 % des Turcs préférerait se socialiser avec les Français (Petek, 2008 :81). Même aujourd'hui, l'idée que le repli communautaire existe, même, plus visiblement que chez la génération précédente, comme expliqué par Élise-Deniz Yağmur, élue française issue de l'immigration turque (Débarre & Petek, 2022 : 163).

À cause de ses analyses, la recherche de Tribalat est devenue la cible de plusieurs critiques académiques. Toutefois, il est important de souligner que ces critiques ne défendaient pas l'idée que les analyses de Tribalat n'étaient pas justes ou correctes. Pourtant, les critiques soulignaient le fait que ce communautarisme, si

existe, a des raisons forcément légitimes qui s'appuient sur le risque que portait une analyse sans considérer les caractéristiques identitaires et trajectoires sociologiques des immigrants. De toute façon, il a été souligné par plusieurs recherches qui se focalisent sur cette population que les Franco-Turcs ont longtemps été considérés comme l'une des communautés les plus résistantes contre l'intégration (Fırat, 2003 : 79).

Il est vrai que se concentrer sur ses raisons au lieu du repli communautaire en lui-même permettrait d'avoir un plus large angle de vue. Tout d'abord, il est important de rappeler qu'une partie importante des Turcs de France ont été munis d'un faible capital culturel pendant les périodes post et prémigratoire. Les Turcs de France sont le groupe le moins scolarisé parmi tous groupes migrants. Pour illustrer, 18 % des Turcs issus de la première génération migrante en France non aucun diplôme scolaire (İrşiş, 2008 : 239). Même si cette faiblesse culturelle a connu une amélioration au cours du temps passé en France (Kaya & Kentel, 2005 : 36), elle n'a jamais pu s'approcher au niveau des Français. La longueur de la vie scolaire joue un rôle principal dans cette faiblesse : au bout de 40 ans en France, seulement 33 % des immigrant et 17 % des immigrantes originaires de Turquie ont une vie scolaire supérieure à 10 ans (Autant-Dorier, 2008 : 191). Ici, il serait faux de négliger le caractère largement sélectif et reproductif du système éducatif en France. Aujourd'hui parler des générations ayant une connaissance parfaite de la langue française et des codes culturels de France, l'échec scolaire continue à être un phénomène chez les Turcs de France. Les Franco-Turcs sont le groupe migrant avec le plus petit nombre des individus qui attendirent le niveau postbac (Yırcalı & Mahcupyan, 2016 : 108) Parallèlement, une recherche les plus récente, menée par l'INED montre que les femmes turques sont les moins scolarisées parmi toutes les femmes migrantes (cité par Akgönül, 2020 :174).

En se focalisant sur la question de l'identité turque et de l'intégration des originaires de Turquie en France, il serait également important de discuter les connaissances linguistiques. Naturellement, la capacité de s'intégrer à un autre groupe socialement déterminé est directement proportionnelle à pouvoir communiquer et interagir avec. Même si les nouvelles générations nées et grandiées en France sont parfaitement francophones, il est vrai que le niveau de la francophonie reste toujours faible en considérant le demi-siècle de présence dans ce pays, d'un point de vue général. Le rôle important de famille chez les Turcs, et dont

le temps passé dans la maison jusqu'au mariage en général exerce certainement une influence. Aujourd'hui, la partie majoritaire des conversations quotidiennes que les Franco-Turcs ont se passent dans la langue turque (Akgönül, 2020 :175).

Evidemment, les connaissances linguistiques chez les jeunes Franco-Turcs -ou les Français issus de l'immigration turque- rendent leurs positions sociales incomparablement plus avantageuses que celles de leurs ascendantes. Différemment de leurs parents ou grands-parents qui travaillaient en tant qu'ouvriers en col-bleu en leur grande majorité, les jeunes ont achevé une culture de travail indépendante qui fait d'eux une génération relativement plus entrepreneurse. Dans la restauration, le tourisme ou la comptabilité en général (İrtiş, 2008 : 238), le fait d'être bilingue joue un rôle primordial dans ces tendances : le turc est important pour pouvoir communiquer avec les acteurs principaux du marché franco-turc, qui est également nommé le réseau de *halal business* ou *business ethnique*, ainsi que le français qui est la clé pour interagir avec le marché local. Malgré ce changement dans la culture de travail grâce à laquelle les Turcs ne sont plus condamnés aux professions col-bleu, il est important de souligner que cette population reste la population la plus négativement touchée par la reproduction sociale.

Rester distant à une socialisation dans l'environnement français - au sens culturel du terme – est important en termes d'empêcher une perte culturelle et identitaire. Réseaux de socialisation gagnés à travers les filières migratoires – avec les mots de De Tapia (2012 : 67) - qui permettent de se socialiser avec une population avec qui les Turcs partagent les mêmes trajectoires sociales poussent ces derniers à interagir le moins possible avec les Français pour répondre à leurs besoins sociaux. C'est ainsi que les Turcs réussissent à préserver des valeurs comme *namus*, - une sorte du capital symbolique, l'honneur acquis par la virginité des femmes de famille- qui proviennent de culture anatolienne et qui ne sont parfois pas totalement compréhensibles par les Français. La stratégie de la « première génération perpétuelle » est une stratégie développée afin de garantir la continuité des particularités découlant de la turcité, dont les mariages endogamiques par exemple sont un bon instrument (Akgönül, 2009 : 43). Ici, il serait pertinent de dire que le mariage endogamique est une pratique qui définit et explique l'effort que les Turcs exercent contre l'acculturation. Du coup, les Turcs et les Turques, en important les conjoints et conjointes de Turquie, ne s'éloignent pas de leur identité turque, sociologiquement parlant, précieuse pour les Franco-Turcs. Par conséquent, les

Franco-Turcs des nouvelles générations ne se francisent pas. Selon le travail de l'INED en 2016, malgré un demi-siècle passé en France, seulement 42 % de la population franco-turque qui s'identifie comme français/française (cité par Akgönül, 2020 : 176). Il est important de souligner que la religion joue un rôle primordial dans ce sentiment d'appartenance car être turc et être musulman sont deux particularités difficilement séparables l'une de l'autre surtout pour les jeunes générations qui n'ont qu'une connaissance limitée sur la Turquie en considérant que la majorité de la population se compose des Turcs sunnites anatoliens comme expliqué plus haut.

Dans le contexte migratoire, puisqu'il est difficile de préserver la langue d'origine, les immigrés font des efforts afin de récompenser cette perte par un plus fort attachement à la religion. Or, la religion n'est pas qu'une série des pratiques ou philosophies divines pour les Franco-Turcs mais au-delà de ça, elle est plutôt un paramètre d'appartenir à une communauté socialement - ou politiquement dans le contexte des Turcs de Strasbourg- définie. Par exemple, les écoles Coraniques sont considérablement fréquentées par les enfants issus de l'immigration turque (Firat, 2007 : 7) car ceci est une pratique appréciée pour la plupart des Turcs en France. Donc ici, on peut voir l'importance des acceptances de la communauté dans l'identification des jeunes puisque comme montrent Kaya et Kentel, « musulman » est un mot fréquenté quand les franco-turc se définissent¹⁸ (2005 : 159). Ceci fait des Turcs de France une communauté dont l'image est traditionnaliste -conservatrice, religieuse- et loin de la Turquie fondée par Atatürk, laïque, moderne et occidentale (De Tapia, 2012 :72). Toutefois, encore, il faut souligner le caractère hétérogène des communautés originaires de Turquie en France.

Cette hétérogénéité fait différentes communautés turques en France avoir différents niveaux de compatibilité avec les exigences de l'intégration. Par exemple, Kocher et De Tapia (1989 :115) constatent que les Kurdes sont bien plus enclins que les Turcs à se rapprocher des Français pour des raisons linguistiques, idéologiques et politiques. De même, Yırcalı et Mahcupyan (2016 : 16) soulignent que les Kurdes politisés de confession Alevi sont visiblement plus ouverts pour l'intégration à l'écosystème du pays d'accueil. Comme les Alevis sont relativement moins conservateurs que les sunnites, il serait pertinent de dire que la résistance contre l'acculturation est un fait moins visible chez ces premiers. Ceci montre qu'il serait un

¹⁸ Dans l'ouvrage, les auteurs parlent des identités hybrides telles que Franco-Turc-Musulman.

risque de saisir les immigrés sans prendre en considération tout ce qu'ils héritent de leurs pays d'origine comme leur culture, leur religion et religiosité, leur langue et leur mode de vie.

3.2.2. Attachements aux « Origines » chez les Turcs de France

Une des gaffes souvent faites par les sociétés d'accueils -mais aussi même par les universitaires- c'est de considérer les immigrés comme les individus qui n'ont pas eu une vie pendant la période prémigratoire, tout en ignorant que ce sont des individus qui avaient eu un travail, qui avaient étudié, qui s'étaient amusés ou qui avaient des amis avant de venir s'installer dans ces nouveaux pays. Il est important de souligner l'idée d'Abdelmalek Sayad : « *Dans les yeux de la société qui nomme cet individu comme migrant, ce dernier n'existe qu'à partir du moment où il rentre dans les frontières et commence à marcher sur le sol de ce nouveau pays. Ce moment est le moment où l'immigré naît dans une société qui pense d'avoir le droit d'ignorer tout ce qui est lié à la période pré-naissance. Cette idée de la société est une sorte d'ethnocentrisme : nous ne connaissons que ce qui nous est utile à connaître et nous ne comprenons que ce que nous avons besoin de comprendre*¹⁹. » (cité par Firat, 2003 : 74). Ce passage reste effectivement explicatif quand on essaye de dévoiler les raisons du repli communautaire, ou les tendances protectrices de culture et d'identité – une expression plus scientifique et moins péjorative - dans le contexte Franco-Turc car en tant que communauté la plus rurale parmi toutes les communautés migrantes en France (Armagnague-Roucher, 2016 : 23), les pratiques quotidiennes, le sentiment d'appartenance ou le mode de vie chez les Turcs de France restent tels qu'ils étaient avant d'avoir immigré en France.

À l'instar des bagages que portent les migrants aux nouveaux pays de résidence, les relations que les immigrés tissent avec le pays d'origine jouent un rôle central dans la formation de la vie migrante. Le niveau de sentiment d'appartenance – que ça soit au pays d'origine ou de résidence, ou les deux- la langue, l'intégration, la religion... bref, la vie des immigrés est parfois strictement liée aux paramètres qui peuvent être affectés par le pays d'origine et par le contexte prémigratoire.

¹⁹ Traduction: Y.B.

L'existence des différents acteurs dans cet espace social transnational, dans lequel les immigrés se socialisent est effectivement liée à des raisons variées. Pour la société du pays d'origine, l'espace transnational est un champ sur lequel les amis, les cousins, les tantes ou les anciens voisins se trouvent. Pour l'État d'origine le fait que les migrants tissent les relations avec le pays d'origine est important à cause de deux raisons principales : d'abord, les immigrés envoient des rémittances au pays d'origine et y font des investissements, et secondement, ils sont des acteurs importants pour les relations internationales puisque les immigrés sont susceptibles d'être utilisés comme les instruments de *soft power* afin de faire du lobbying et d'être dominant dans des politiques internationales (Erdoğan, 2015 : 124). Dans le contexte turc, par exemple, le document qu'avait préparé L'Agence Turque de Recrutement pour les ouvriers étant partis en Europe vers les années 1960 contenait des prescriptions telles que « n'oublie pas que tu es Turc », « n'ignore jamais l'honneur de ton drapeau » et « n'oublie pas ta religion »²⁰.

Les politiques de diaspora menées par la Turquie ont connu un changement une fois que la Turquie s'est rendu compte que le séjour provisoire des Turcs de France se transforme en une résidence permanente. L'espace social transnational a connu une institutionnalisation intense avec la fondation de Diyanet İşleri Türk İslam Birliği (DITIB)²¹, alors que des associations culturelles et religieuses avaient déjà démarré le processus de l'institutionnalisation. Ces institutions ayant but de mettre ensemble les communautés turques en France sous un toit, que ça soit religieuse ou culturelles, travaillaient afin d'entraver l'émergence du clivage potentiel entre la Turquie et les Turcs de France. Autrement dit, il serait pertinent de dire que l'objectif principal est de renforcer le niveau de transnationalité chez les Turcs à l'étranger. Par exemple, l'une des missions principales du DITIB, qui fonctionne comme un représentant social, culturel et religieux de Turquie au niveau international est d'importer les Imams et les Professeurs de Coran de Turquie et les recruter pour que la connaissance religieuse des Turcs de France soit transmise par une personne familière avec la culture et la langue turque.

S'il y a un attachement fort des immigrés turcs au pays d'origine, c'est-à-dire la Turquie, cet attachement peut se comprendre dans le contexte des stratégies

²⁰ Pour voir les photos du papier distribué par l'Agence : <https://seyler.eksisozluk.com/is-ve-isci-bulma-kurumunun-1960larda-almanyaya-giden-iscilere-verdigi-ogutler>

²¹ L'Union Turco-Islamique des Affaires Religieuses.

développées afin de conserver la culture turque par la fierté de l'histoire glorieuse de Turquie, et donc des Ottomans. Akgönül (2009 : 35) explique que s'il y a une résistance contre intégration chez les Turcs de France, ceci est directement lié d'abord être les descendants d'un empire, qui n'a jamais été colonisé et donc la culture turque n'a jamais été dominée par la culture française. À côté de cette raison historique, une autre raison sociologique qui découle des filières migratoires comme susmentionné. Ces deux particularités ont fait des Turcs de France des communautés qui se différencient à la fois de la société d'accueil mais aussi d'autres communautés immigrées.

3.3. Politisation chez les Turcs de France

A ce stade, à côté des recherches qui se focalisent sur les paramètres qui forment les communautés turques en France, il serait utile de jeter un coup d'œil sur des recherches pour comprendre l'actualité des Franco-Turcs, qui est à la fois déterminée par l'intérêt qui s'élève visiblement à la politique turque. D'abord, il est important de souligner qu'un des points communs des dernières recherches est basé sur le fait que malgré le fait d'être nés ou grandis en France, le sentiment d'appartenance en Turquie reste toujours bien plus forte que celui en France. Par exemple, selon l'enquête de Foundation for European Progressive Studies (Haufmann et al., 2020 : 11) 51 % des Turcs en France se considère d'abord Turc et que seulement 4.4 % s'identifie comme Français. Il ne serait pas faux de souligner que ce sentiment d'appartenance ne découle pas d'une idée pragmatique mais plutôt une idéologie formée par les politiques (Yırcalı & Mahçupyan, 2016 :20). Deuxièmement, un autre fait visible dans les recherches plus récentes en la matière c'est que le contact entre l'État Turc et les communautés turques en France s'intensifie. Le gouvernement actuel en Turquie commet la fameuse faute de considération des communautés turques en France comme un entité homogène et cette façon d'interaction provoque négligence d'une vérité importante : la différence socio-culturelle et religieuse entre différents groupes originaires de Turquie. S'il y a une raison légitime pour cette considération généralisante c'est que le Diyanet considère les Franco-Turcs comme un *réservoir des votes* pour renforcer la position d'Erdogan (Yegevia, 2021 : 22).

Evidemment, il ne serait pas pertinent de saisir ce qui a été expliqué plus haut à propos de l'identification politique des Turcs de France comme un développement qui s'émerge indépendamment des politiques menées par la Turquie. Etant donné que les Turcs résidant à l'étranger représentent une grande communauté de taille dont une partie non-négligeable possède la nationalité du pays d'accueil, et que surtout le soutien pour Erdoğan chez Turcs en Europe est considérablement plus fort que leurs compatriotes résidant en Turquie, donc ils gagnent une importance indéniable dans les yeux du gouvernement actuel turc. Or, l'idée que ceci n'est rien qu'une instrumentalisation de la diaspora a été défendue par l'Observatoire de l'Immigration et de la Démographie (2021 :12). La politisation de la diaspora turque²² qui devient une réalité explicite nécessite une attention spécifique pour comprendre la situation actuelle des Turcs à l'étranger. Quant au contexte des Turcs de France, il serait pertinent de dire que *la diaspora* est majoritairement orientée par les objectifs du gouvernement turc servant aux trois axes principaux. D'abord la politisation fonctionne comme une arme contre les autres pays au niveau international à travers les activités du lobbying ; et puis contre les autres groupes politiques originaires de Turquie au niveau transnationale – pour que les souteneurs du gouvernement actuel puissent dominer l'espace social transnational. Troisièmement, au niveau national, la politisation des Turcs de France signifie une ressource indéniable de votes d'à peu près de 320.000 électeurs enregistrés (Débarre & Petek, 2022 : 176).

En outre, une identification *extrême* liée à la politisation renforcée dans l'espace migratoire turc en France est un autre sujet à souligner. Yırcalı et Mahcupyan (2016 : 18) démontrent qu'alors que les Turcs d'Europe se divisent en deux et c'est ainsi que les deux *camps* principaux se forment comme les Sunnites et les Alevis, les groupes ou les associations faisant partis des mêmes courants religieux ou confessionnels se trouvent dans la rivalité à cause de l'influence de l'actualité politique turque. Comme mentionné plus haut à travers la recherche d'Akgönül, les pôles de ce camp est bien plus compliqué et interdépendante qu'une seule polarisation religieuse (2020 :173).

²² Sans discuter encore une fois la pertinence de description comme "diaspora" il est important de rappeler que les Turcs à l'étranger sont considérés par le gouvernement turc comme une diaspora, vu que le terme a des connotations de solidarité au sein du groupe et d'attachement au pays d'origine, deux objectifs politiquement visés.

À l'instar de quelques chiffres et explications susmentionnés, une partie non-négligeable des recherches récemment réalisées démontrent une interdépendance entre la Turquie et les Franco-Turcs. Cette interdépendance, pourtant, ne peut pas être proprement expliquée sans y impliquer quelques développements. D'abord, les politiques de diaspora de l'État Turc paraissent fonctionner comme il faut, car il s'agit d'un fort attachement vers le pays d'origine alimenté par les politiques surtout culturelles et religieuses du gouvernement, et ceci devient de plus en plus visible. Deuxièmement la polarisation politique se fait sentir parmi les Franco-Turcs de manière plus approfondie et qu'il devient difficile – pour ne pas dire impossible - de voir les Turcs de France comme un groupe ayant les mêmes origines. Il serait forcément pertinent d'invoquer que, parmi les développements, l'obtention de droit de vote pour les non-résidents dans les élections en Turquie, qui leur permet de voter via les missions diplomatiques dans leur pays de résidence joue un rôle central dans la formation récente de l'espace social turc en France. À rappeler que cette recherche se focalise sur les influences de l'obtention du droit de vote pour les Franco-Turcs.

3.3.1. Droit de Vote pour les Turcs non-résidents

Le droit de vote pour les citoyens non-résidents a été discuté en Turquie pour la première fois en 1987 à travers un changement dans la *Loi sur les Elections et les Electeurs*. Cependant, ce changement obligeait les Turcs de venir jusqu'aux urnes établies aux frontières, et qu'il ne serait pas pertinent de considérer ce droit comme un droit permettant la participation électorale transnationale (Abadan-Ünat et al., 2014 : 16). En 1995, le droit de vote des migrants a été discuté de nouveau et rendu possible en gagnant une garantie constitutionnelle et *Yüksek Seçim Kurulu*²³ a proposé le droit de vote par courriel. Cependant, les conditions nécessaires pour la pratique de ce droit n'ont pas pu être remplies jusqu'à 2008 et que le seul moyen de pouvoir voter pour les Turcs non-résidents est resté tel qu'il était, c'est-à-dire, via les urnes aux douanes ou via courriel (Mencütek, 2015 : 148).

En 2008, le droit de vote via courriel pour les migrants a été contesté par *Cumhuriyet Halk Partisi*²⁴ - le principal parti d'opposition - pour la raison de ne pas

²³ Le Conseil Suprême de Comité Electoral.

²⁴ Parti Républicain du Peuple.

être sécurisé et de risquer les principes de l'indépendance et de la confidentialité des votes et cette option a été annulée (Yıldırım, 2016 : 383). En 2011, les tentatives pour réaliser l'exercice de vote pour les Turcs en Allemagne a également été contesté par le Conseil Suprême du Comité Electoral car ceci signifiait une sorte de l'injustice pour les citoyens Turcs résidant dans des différents pays autres que la Turquie et l'Allemagne (Abadan-Unat, 2017 : 17). Finalement, à travers les modifications nécessaires, l'exercice de vote aux élections générales turques dans le pays de résidence est devenu possible et que lors des élections présidentielles en 2014, les Turcs non-résidents ont pu voter pour la première fois sans se déplacer (Adar, 2019 : 15).

D'une perspective générale sur les votes transnationaux des Turcs résidant à l'étranger, un des constats communs des études en la matière révèle que les citoyens turcs résidant à l'étranger sont moins enclins à se rendre aux urnes que leurs compatriotes résidant dans le pays d'origine (Abadan Ünat et al., 2014; Mencütek, 2015; Sevi et al., 2019 ; Yıldırım, 2016). Le faible niveau de participation politique des citoyens non-résidents n'est pas un fait inattendu. Toutefois, deux questions principales dans la littérature de science politique sur les forces motrices des comportements électoraux : « Pourquoi certains citoyens votent alors que d'autres ne le font pas ? » et « Pourquoi les citoyens votent-ils pour un certain parti ou un candidat ? » ont rarement été au centre de la problématique dans le contexte des migrants et immigrés Turcs. Ici, il est important de souligner que les Turcs de l'Allemagne ont été relativement plus sur la cible, due à leur taille et donc leur poids social. La recherche d'Adar (2019 : 27) montre que la raison pour laquelle Ak Parti et Erdoğan sont si populaires parmi les Turcs allemands est principalement basée sur l'image de « *leader fort* » d'Erdoğan plutôt que sur des attentes politiques concrètes. De même, ces recherches susmentionnées font référence au fait que les immigrés turcs se rendent aux urnes par la motivation d'appartenir à un groupe socialement et/ou politiquement déterminé plutôt que par celle de subir les conséquences de leur choix politique. Nous sommes d'avis que ce paysage général est valable - malgré les différences – pour les Turcs de France.

L'émancipation du droit de vote pour les Turcs résidant à l'étranger n'est pas qu'un pas démocratique pris pour donner la chance d'avoir sa parole dans la politique de Turquie, mais aussi, en même temps, la mise en place d'une nouvelle ressource de vote en faveur du gouvernement actuel, les recherches et la média

montraient que la majorité des Turcs qui viennent en Turquie pour voter aux aéroports avant 2014 était partisans des partis religieux ou nationalistes (Østergaard-Nielsen, 2003: 89). En examinant le paysage général des votes proviennent des Turcs de l'étranger, il ne serait pas faux de dire que ces derniers jouent un rôle important pour les courants politiques islamo-nationalistes à travers leurs votes. Donc, cette initiative démocratique est un même temps un important élan pour le gouvernement qui a visiblement renforcé sa place avec.

3.3.2. Votes des Turcs de France et de Strasbourg

Depuis l'obtention du droit de vote à distance, la Turquie a connu trois élections générales et deux élections présidentielles. Pour chacune, il y avait six localisations où les Turcs de France pouvaient exercer leur droit de vote : Marseille, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Paris et Nantes. Le nombre total des électeurs turcs pour les élections d'octobre 2015 était 312.454 alors qu'en 2018, ce chiffre a augmenté jusqu'à 340.751. Ainsi, il y avait une augmentation dans le taux de participation : 36 % en 2015 et 47 % en 2018. Dans les deux élections, le parti gouvernant, l'Ak Parti, a reçu un taux visiblement plus haut que ce qu'il reçoit en Turquie. Cette situation peut se faire comprendre par les tendances politiques des migrants similaires à celles non-migrants qui ont les mêmes trajectoires sociologiques. Ainsi, le HDP a visiblement augmenté le taux des votes qu'il reçoit en comparaison au contexte national. Il ne serait pas contradictoire de dire que cela peut être lié à la population Alevi-Kurde qui sont arrivés en France en tant que réfugiés politiques. Quant au CHP qui dépasse l'échelle de 20 % en Turquie n'est pas arrivé à en recevoir plus de 9 % en France.²⁵

Quant aux élections présidentielles, le paysage est presque similaire. Autrement dit, Président Erdoğan, qui est également le leader de l'Ak Parti reçoit une grande partie des votes des Franco-Turcs, avec une différence de 15 – 20 % par rapport au contexte national. Pour donner un exemple concret, Erdoğan a reçu 66,01 % des votes des Franco-Turcs en 2014 alors que 51,8 % des Turcs résidant en Turquie ont voté pour Erdoğan. Parallèlement aux élections générales, se trouvait

²⁵ Pour voir les résultats de toutes les élections présidentielles et générales en Turquie, visiter la page officielle du Conseil Suprême du Comité Electoral: <https://sonuc.ysk.gov.tr/sorgu>.

Selahattin Demirtaş, le leader du parti pro-kurde HDP, qui a eu 18,73 % des votes des Turcs de France tandis qu'en Turquie ce taux était 9.77 %. Ekmelettin İhsanoğlu, le candidat de la coalition républicain – nationaliste a eu 15,25 % en France alors qu'il a reçu 38,44 % des votes en Turquie. Même si pendant les élections de 2018 Erdoğan a perdu 3 % de ses votes comparant l'année 2015, il a toujours été premier et c'est avec une différence importante par rapport au contexte national : 63,7 % contre 52,6 % respectivement. Similairement aux élections de 2014, le leader de HDP, Demirtaş était le deuxième candidat que les Franco-Turcs ont voté le plus alors que lui aussi, il a perdu à peu près 1,5 % de ses votes par rapport aux élections de 2014. Finalement, le nouveau candidat de la coalition laïque – nationaliste – Kemaliste, Muharrem İnce a eu 14,8 % des votes en France et 30,6 % en Turquie.

Les votes des Turcs de Strasbourg suivent le même parallèle que le paysage général des votes des Turcs de France dans les élections en Turquie. En 2014, les Turcs résidant à Strasbourg et à son entourage ont voté Erdoğan en leur grande majorité : 73,87 % contre 17,56 % pour Ekmeleddin İhsanoğlu, candidat de la coalition CHP-MHP, et 8,57 % pour Selahattin Demirtaş du parti pro-kurde. Aux élections générales de 2015, ces derniers ont montré de nouveau leur soutien au parti gouvernant. L'Ak Parti a reçu 62,78 % des votes provenant des urnes installées à Strasbourg tandis que 11,07 % ont voté CHP, 6,3 % MHP et 17,60 % HDP. En 2018, où les électeurs ont voté pour élire le président et le parti gouvernant en même temps, Erdoğan et l'Ak Parti ont réaffirmé leurs places. Erdoğan a pris 69,2 % des votes des Turcs de l'Alsace alors que le candidat du CHP n'a reçu que 17,7 %, un taux à peu près 13 % plus bas qu'en Turquie. 10,4 % des Turcs de Strasbourg Demirtaş, candidat du HDP. Le paysage pour les élections générales en 2018 est presque similaire : 59,6 % des Turcs ont voté Ak Parti ; 10,7 % CHP ; 16,4 % HDP et 9,1 % MHP. Bref, il est possible de dire que depuis que les Turcs de Strasbourg ont commencé à voter, et donc leurs tendances électorales sont devenues visibles, il s'agit d'un fort soutien pour les partis islamo-nationalistes. Malgré les chiffres qui varient avec une petite tolérance, il serait pertinent de souligner que 70-75 % des Turcs de Strasbourg votent les partis de droite qui est à peu près 15 % - 18 % au-dessus du contexte national. HDP reçoit également un taux bien plus élevé qu'en Turquie, sauf, CHP, le parti social-démocrate n'arrive toujours pas à consolider les électeurs originaires de Turquie résidant à Strasbourg.

Pour conclure ce chapitre, il est important de dire que, plus d'un demi-siècle passé en France, les Turcs de l'Hexagone sont considérés comme une des communautés migrantes qui résistent contre l'intégration le plus. Les questions autour de l'identité, de l'appartenance, de la culture, de la Turcité se montrent explicitement même s'il s'agit des nouvelles générations. Cependant, en se focalisant sur ces questions, il serait risqué de ne pas voir le poids du pays d'origine sur les Franco-Turcs. Les attentes et les motivations de Turquie semblaient de créer des attaches psychologiques entre les Franco-Turcs et la Turquie, une relation à travers laquelle la Turquie serait capable de renforcer sa position non seulement contre la France mais aussi dans toutes ses relations et politiques internationales. Le droit de vote pour les Turcs non-résidents peut être considéré comme une politique de diaspora qui est susceptible de renforcer ces relations susmentionnées, c'est-à-dire, au lieu de servir à une objective concrète et rationnelle comme faciliter la vie des Turcs de l'étranger, créer une sorte d'autoidentification idéologique basée sur la nostalgie. Analyser les votes des Franco-Turcs d'une perspective plus proche, il serait observable que les choix politiques de ces derniers sont majoritairement basés sur cette identification nostalgique au pays d'origine -ou à la culture d'origine-, qui sont visiblement idéalisées par la partie majoritaire dans l'espace transnational turc en France.

4. VOTE EXTERNE : VU, VECU ET EPROUVE PAR LES TURCS DE STRASBOURG

Le droit de vote externe est une application de grande variété mise en place dans le nombre des pays dans le monde entier. Différentes façons de le pratiquer aboutissent à des résultats différents dans le sens où ce droit est perçu par ses bénéficiaires. Ainsi, considérant la particularité *context dependency* des recherches sur le transnationalisme, la contribution de chaque recherche empirique dans la littérature en la matière est indéniable. En tant que communauté transnationale, les Turcs de Strasbourg ont leur propre manière de percevoir, considérer et éprouver le vote externe qui leur a été octroyé en 2012. Ainsi, leurs expériences sont également différentes de communautés transnationales originaires de Turquie dans d'autres pays, même, d'autres villes en France car les communautés transnationales sont formées non seulement par les paramètres déterminés par les pays d'origine, mais aussi par les populations autochtones avec qui les émigrants partagent leur quotidien. Du coup, nous aborderons dans cette partie d'abord les opinions et les motivations chez les Turcs de Strasbourg sur la participation aux élections générales et présidentielles en Turquie à travers les raisons pour lesquelles ils vont aux urnes ainsi qu'en pensent-ils sur ce droit. Il nous faudra également discuter la situation des jeunes générations issues de l'immigration turque en France. Deuxièmement, la manière dont le droit de vote a transformé les émigrants turcs de Strasbourg depuis son émancipation sera discutée en détails.

4.1. Opinions et Motivations sur le Vote Externe Chez les Turcs De Strasbourg

Les États deviennent de plus en plus volontiers de tisser les relations avec les citoyens non-résidents afin de stimuler de nouveau chez eux, l'image de la nation et de la mère patrie. Faisant partie de ce genre des relations, en tant qu'une méthode de la participation politique transnationale le vote externe signifie le droit de la participation électorale aux élections dans le pays d'origine. En effet, littérature sur la participation politique transnationale se concentre sur quelques axes principaux. Un de ces axes s'explique par les motivations des immigrés en allant aux urnes pour voter. Sans surprise, participation des résidents non-citoyens et celle des citoyens non-résidents ne portent pas les mêmes motivations car d'un côté, il s'agit de prise d'un rôle relativement pragmatique et orienté sur le résultat alors que d'un autre côté, c'est-à-dire dans le cas des citoyens non-résidents, la question du pragmatisme exige des discussions plus approfondies. Toutefois, littérature en la matière montre également l'importance d'attachement à la communauté immigrante dans le contexte migratoire ainsi qu'effectuer les pratiques susceptibles de renforcer les relations entre l'individu et la communauté immigrante ne doivent pas être considérées exclusivement idéalistes. Alors comme ça se voit, les déterminants de *rational choice* ou modelé sociologique ne sont pas totalement claires dans le contexte des votes externes.

Quant aux immigrés d'originaires de Turquie, la question sur la participation électorale transnationale a été posée dans sa grande majorité autour de l'axe des motivations d'aller aux urnes, les choix et la tendance politiques des immigrés et enfin, la comparaison entre le contexte national et le contexte transnational en termes des préférences politiques. Ces axes de discussions ont généralement eu une perspective généraliste qui essayent d'examiner les comportements électoraux des Turcs étalés aux plusieurs pays. En outre, s'il y a une population qui a été relativement plus étudiée dans les recherches en la matière, c'est sans surprise les Germano-Turcs, la plus grande communauté immigrante turque en Europe, à l'instar de Mencütek (2015), d'Adar (2019), Uslucan & Sauer (2021), qui ont examiné les comportements électoraux et tendances politiques des Turcs de l'Allemagne afin de conceptualiser la formation de la culture politique dans l'espace social transnational turc en Allemagne. Mügge et al.(2019) par exemple, se sont focalisés sur la même

question mais autour de la population turque aux Pays-Bas. Toutefois, il s'agit également des recherches essayent de désigner un paysage général par rapport aux comportements politiques des Turcs en Europe (Abadan et al., 2014 ; Mencütek & Erdoğan, 2015) ou sans avoir une limite géographique (Sevi et al., 2019 ; Yıldırım, 2016).

Un des constats communs de ces études susmentionnées explique que les citoyens turcs résidant à l'étranger sont moins enclins à se rendre aux urnes que leurs compatriotes résidant dans le pays. Le faible niveau de participation politique des citoyens non-résidents n'est pas un fait inattendu. Nonobstant, deux questions principales dans la littérature de science politique sur les forces motrices du comportement électoral : « Pourquoi certains citoyens votent alors que d'autres ne le font pas ? » et « Pourquoi les citoyens votent-ils un certain parti ou un candidat mais pas l'autre ? » ont rarement été au centre de la problématique dans le contexte des citoyens turcs résidant à l'étranger.

Quant au paysage Franco-Turc, ces derniers n'ont jamais été examinés, à notre connaissance plus récente, en termes de leurs motivations envers les politiques du pays d'origine alors que les recherches généralistes n'ont pas manqué de démontrer les taux des votes pour des partis politiques en Turquie. Pour cette recherche qui vise à comprendre les transformations sociétales causées par l'obtention de droit de votes transnationales aux élections dans le pays d'origine, une compréhension appropriée des motivations électorales des Turcs de France serait importante pour une meilleure analyse du changement potentiel. Nous allons donc d'abord aborder les raisons pour lesquelles les Turcs de Strasbourg vont aux urnes et puis nous allons discuter les opinions des Franco-Turcs sur le droit de vote.

4.1.1. Motivations pour Participation Electorale chez les Turcs de Strasbourg

Mise en place des urnes de vote au-delà des frontières peut être considérée comme un développement réformiste à l'égard des Turcs de l'étranger. Une des raisons principales pour considérer ceci comme une réforme, c'est parce qu'à travers ce développement, les Turcs qui participaient passivement aux politiques turques ont

gagné un rôle plus actif en la matière qui incite, que ça soit plus ou moins, une conscience politique chez les Turcs de France. Pour illustrer, le taux de participation politique transnationale des Turcs non-résidents a atteint de 10 % à 50 % de 2014 à 2018 seulement (Gündoğmuş, 2021 : 772). Or, les raisons sous-jacentes dans cet accroissement méritent une attention délicate pour une meilleure analyse et étude des manières dont le droit de vote transforme la population turque à Strasbourg, où se trouvent 74.751 électeurs officiellement enregistrés dans le système de YSK²⁶. Nous allons donc démontrer plus bas les grandes lignes des motivations des Turcs de Strasbourg en allant aux urnes.

4.1.1.1. Identité, Appartenance et Nostalgie

Lors des entretiens menés pour chercher une réponse à la question centrale de cette recherche, nous avons essayé de collecter quelques indices par rapport aux raisons de participation dans la politique turque, et plus précisément, de voter aux élections en Turquie. Plus nettement, il est observé que chez les Turcs de Strasbourg, l'appartenance, l'identité et la nostalgie, autrement dit, les motivations sentimentales et les attaches psychologiques avec la Turquie restent toujours primordiales dans les comportements électoraux.

Je vote parce que c'est une question d'appartenance. Voter, c'est une activité qui me rappelle mes appartenances. Il y a mes proches là-bas (en Turquie). D'une autre part, le fait que la Turquie soit dirigée proprement et correctement me fait d'en être fier et de lui faire confiance. (Î, Homme, 55 ans, UID²⁷)

La raison pour laquelle Î vote aux élections en Turquie, c'est parce que voter lui rappelle ses origines et ses appartenances malgré 30 ans passés en France. Î a deux enfants nés et grandis en France et il peut être considéré comme relativement bien intégré économiquement au système français. Pourtant, toujours dans les commerces ethniques, Î n'est pas parfaitement francophone : « *je comprends et je*

²⁶ La liste complète est accessible sur le site web de YSK: <https://www.ysk.gov.tr/doc/dosyalar/docs/Milletvekili/7Haziran2015/2015MV-YDSecmenSayilari.pdf>

²⁷ Union of International Democrats est une organisation active en Europe, qui suit le courant politique et idéologique de l'Ak Parti. Elle est même susceptible d'être considérée comme des subdivisions du parti à l'étranger.

m'exprime » il répond quand on lui a demandé son niveau en français. D'un autre côté, après plus de 30 ans passés en France, le fait que voter fasse référence à la nostalgie pour la mère patrie montre également la puissance des votes externes sur l'identité diasporique -avec le sens quotidien, mais pas académique du terme-. Cependant, il y a également des opinions qui défendent l'idée que voter, c'est une question d'appartenance mais ce sentiment n'est pas exclusivement pour le pays d'origine. Les communautés transnationales peuvent également être sur le point central de référence d'appartenance, c'est-à-dire, les Franco-Turcs.

Je pense que voter aux élections en Turquie, c'est quelque chose instinctive. La raison pour laquelle les gens, ils vont aux urnes, c'est à cause de la domination du désir de faire partie d'une vraie communauté. (N, Homme, 47 ans, FTF²⁸)

Le désir d'être ensemble avec les compatriotes et de profiter de la protection de la communauté immigrante est un fait souvent observé dans le contexte transnational. Or, faire une vraie partie de la communauté exige le respect pour certaines règles. Aller aux urnes et s'acquitter de sa *dette politique* par exemple, sont des mécanismes qui aident à manifester les ressemblances aux autres, car, les différences peuvent provoquer l'exclusion par la communauté, à l'instar de manger du porc (Binzet, 2021 : 337). Selon N, les Turcs de Strasbourg vont aux urnes et c'est un acte instinctif pour se sentir appartenir à une certaine communauté. Et finalement, ceci montre que, voter depuis l'étranger renforce le sentiment de faire partie d'une communauté transnationale socialement ou politiquement déterminée.

Les Turcs de Strasbourg²⁹ sont dans une attitude nostalgique envers la Turquie, à cause d'être loin. La raison de cette attitude est basée simplement sur ne pas pouvoir vivre -et sentir- quotidiennement la Turquie. Ceci provoque attribution d'une valeur de sainteté plus radicale envers la mère patrie. (F, Homme, 52 ans, HDP)

Malgré son positionnement à l'autre extrémité de la graphique politique turc, comme a expliqué N, F souligne également la particularité nostalgique et sentimentale des votes externes dans le contexte des Turcs de Strasbourg. Ne pas

²⁸ Fédération Turque de France est une organisation adoptant l'idéologie panturquiste de MHP en Turquie en transplantant ses activités en France.

²⁹ L'interviewé voulait utiliser les notions de Turcs de Strasbourg et Kurdes de Strasbourg originaires de Turquie séparément. Sans avoir aucun but politique ou idéologique, nous les unifions pour faciliter l'expression et la compréhension des catégories.

pouvoir consommer la Turquie dans la vie quotidienne, c'est-à-dire ne pas pouvoir sentir la culture ou parler sa langue, ne pas pouvoir être invisible dans la société ou ne pas pouvoir marcher dans les rues de pays d'origine provoque la cumulation de cette nostalgie. Finalement, selon F, cette mission de pouvoir jouer un rôle actif dans la prise de décision politique est considérée comme une tâche sacrée. Une idée similaire mais pas identique a été soulignée par C.

Même s'ils sont en France depuis longtemps, les Turcs d'ici (Strasbourg) sont éminemment sensibles par rapport aux sujets liés en Turquie. Lors de la période après l'obtention du droit des votes externes, cette sensibilité s'est visiblement intensifiée car ce droit signifie, au lieu de regarder de loin ce qui se passe, la participation active dans des développements en Turquie. (C, Homme, 48 ans, CCAS³⁰)

À côté de cette conscience de participation active, qui provoque les sentiments d'appartenance et de nostalgie envers la Turquie, le même interviewé donne un exemple en s'appuyant sur ses propres expériences qui ouvrent le chemin à une autre motivation pour aller aux urnes à discuter.

Mais moi, je vote parce que nous (les Turcs) avons accomplis avec succès quelques achèvements. : une république laïque et démocratique. Et maintenant, je vois que ces achèvements sont en danger. Si je ne vote pas, je me sentirais coupable. (C, Homme, 48, CCAS)

4.1.1.2. Conscience de Citoyenneté et Exercice d'un Droit Démocratique

D'un autre côté, s'il y a une deuxième catégorie, au-delà des motivations exclusivement émotionnelles, dans les réponses données par l'échantillon de cette recherche, c'est la conscience de citoyenneté. Ayant travaillé sur les Germano-Turcs, Mencütek (2015 :14) a observé que les Turcs de l'Allemagne agissent politiquement avec une conscience de citoyenneté symbolique et active. La citoyenneté symbolique signifie le droit acquiert au travers du fait d'appartenir à une certaine patrie. Surtout, visible dans le contexte des Turcs de l'étranger, pratique de ce droit pour la première

³⁰ Centre Culturel des Alévis de Strasbourg est une association culte dont les activités sont souvent transplantées depuis la Turquie.

fois, c'est-à-dire participer à la prise des décisions politiques du pays d'origine provoque un gré chez les Turcs de Strasbourg.

Il y'avait une soif démocratique chez les Turcs d'ici, c'est à cause d'être immigrés depuis longtemps. Obtention du droit de vote a ouvert la voie pour étancher cette soif idéologique. Ceci est d'abord une nostalgie, et deuxièmement un positionnement politique (A, Homme, 57 ans, COJEP³¹)

Strasbourg -et Alsace- est une ville où l'Ak Parti reçoit 15 % - 18 % au-dessus des votes comparant au contexte national, qui signifie que presque trois sur quatre des Turcs de la région votent l'Ak Parti. Donc la raison pour laquelle A appelle cette situation comme un étanchement de la soif, c'est parce que les Turcs de Strasbourg inclinés idéologiquement en leur grande majorité pour les partis nationalistes-islamo-conservateurs n'ont pas eu l'occasion d'intervenir à la formation de ces idéologies en Turquie pendant longtemps. Toutefois, la raison pour laquelle A parle d'une soif démocratique mais pas idéologique n'est pas par hasard. La soif idéologique peut se faire expliquer par le fait que ne pas pouvoir participer pendant longtemps au développement et à l'expansion de son opinion politique. Quant à la soif démocratique, ça signifie plutôt ne pas pouvoir faire partie dans la décision d'élection de l'autorité publique à administrer le public. Les deux types de soif représentent une partie des motivations d'aller aux urnes chez les Turcs de Strasbourg.

Je connais des gens ici, qui n'avaient jamais voté avant. Une fois qu'ils en ont obtenu, cela est devenu une sorte de raison d'existence pour eux. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Comme a mentionné B, pouvoir voter et être visible dans les politiques de la Turquie peuvent être imaginés comme une fierté symbolique. Cette sorte de raison d'existence ne serait généralement pas fondée sur des fondements pragmatiques, elle peut être considérée comme une pratique nécessaire pour être citoyen d'un État. Ce qu'explique un responsable de l'ASTU³², une des associations culturelles

³¹ Conseil pour la Justice, Égalité et la Paix est une organisation suivante l'idéologie d'une Islam politique turque depuis une perspective intégrationniste à travers des pratiques de la lutte contre la discrimination.

³² Action Citoyennes Interculturelles est une association laïque dont le nom à la création était ASTTU (L'Association de Solidarité Avec les Travailleurs Turcs) est transformée en termes du niveau d'activité et aussi de nom au cours des années. Elle est active et connue dans les domaines de la culture, la solidarité entre les communautés immigrantes d'originaires des différents pays.

importantes françaises travaillant pour aider les immigrés pour qu'ils aient moins de difficultés, soient dans les démarches administratives, soient en termes d'intégration et de mobilisation contre la discrimination et l'exclusion, a des points communs avec le discours de B.

Les immigrés turcs, en sachant qu'ils ne sont pas politiquement représentés, vont donc aux urnes par l'orientation de leur appartenance en Turquie et leur identité turque. Surtout, c'est après avoir obtenu le droit de vote aux élections en Turquie qu'ils ont compris qu'ils sont les citoyens d'un État. Mais surement, ceci n'était pas vraiment « rationnel » avec le sens technique en sciences sociales du terme. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

Par conséquent, l'obtention du droit de vote a rempli un vide chez les individus qui n'ont jamais eu l'occasion de participer à la prise des décisions politiques dans le pays d'origine, auquel existe une appartenance identitaire et culturelle visible et dominante. Donc, la conscience de citoyenneté et accomplissement d'une responsabilité légale montre que les comportements électoraux des Turcs de Strasbourg ne sont pas basés seulement sur une appartenance émotionnelle au pays d'origine, mais aussi sur la volonté de jouer un rôle relativement actif dans les politiques turques.

4.1.1.3. Volonté Pragmatique

Dans le contexte migratoire, même s'il s'agit des cas où les immigrés ne sont pas représentés officiellement dans le parlement du pays d'origine, comme le cas des Turcs à l'étranger, il serait faux de dire que le choix économique³³, n'est pas du tout explicatif dans des comportements électoraux. Autrement dit, les réflexes politiques des Turcs de Strasbourg contiennent également les notions pragmatiques quand ces derniers vont aux urnes. Il est important de souligner que l'Ak Parti, étant au pouvoir depuis à peu près 20 ans en Turquie, mène des politiques de diaspora plus intensives que la période qui la précède. D'une perspective sociologique, les politiques que mènent l'Ak Parti jouent un rôle important dans la formation des vies quotidiennes

³³ Le choix économique comme modèle de comportement électoral signifie, en utilisant les hypothèses de la théorie de choix rationnel dans les sciences économiques, que les électeurs sont des individus rationaux et qu'ils votent le parti susceptible de développer les politiques qui peuvent être les plus avantageuses pour les électeurs (Aydoğan Ünal, 2016: 116).

des immigrés turcs surtout résidant en Europe occidentale car ces derniers ont des trajectoires sociologiques qui leur rendent inclinés pour les idéologies conservo-nationalistes.

Les Instituts Yunus Emre³⁴, le YTB³⁵, droit de vote pour les Turcs de l'étranger... Ces développements datent de la période du gouvernement de l'Ak Parti. Aujourd'hui, il y a beaucoup de mosquées turques dans différents pays. Tous les Turcs se sentent égaux dans les consulats. Avant, on nous traitait avec condescendance mais ça a changé. Ces développements sont importants dans les vies des Turcs de l'Europe. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Il est vrai que, indépendamment de la raison sous-jacente ou de la motivation, l'Ak Parti a développé des politiques en se focalisant sur les Turcs à l'étranger. Selon Akçapar et Aksel (2017 : 142), ces politiques ont incité des changements en quatre grands axes : l'établissement des nouveaux mécanismes de coordination ; exportation idéologique qui contient la culture turque et la religion ; élargissement dans la participation politique comme l'octroi du vote externe et finalement, le changement dans les relations entre la Turquie et les populations émigrantes. Le désir des autorités des pays d'origines se formalise récemment pour consulter les citoyens résidant à l'étranger et pour ce faire, ces derniers créent les institutions dédiées exclusivement aux populations émigrantes (Lafleur, 2016 : 452). Les développements qu'A mentionne montrent l'importance attribuée à ces populations à l'étranger. Or, un regard attentif pourrait montrer que les initiatives prises cherchent plutôt à intensifier les relations que tissent les immigrés avec la Turquie, au lieu de trouver une solution pragmatique aux difficultés subies dans le pays de résidence. Ceci montre que même s'il y a des comportements électoraux rationnels, cette rationalité n'a pas un fondement pragmatique à cause de ne pas être représenté dans le parlement de Turquie. Autrement dit, les Turcs de l'étranger ne sont pas représentés dans le parlement turc.

Aller aux urnes à une certaine rationalité interne en lui-même. Ils (les Turcs de Strasbourg) vont en Turquie une fois par an, et ils observent les changements là-bas. Et il y a une exagération énorme dans la télé. Du coup,

³⁴ Instituts Yunus Emre sont les établissements scolaires attachés au Ministère de la Culture et du Tourisme qui ont démarré leurs activités en 2009.

³⁵ Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées, fondée en 2010, est une agence publique au service des Turcs résidant à l'étranger dans le but de construire une identité diasporique turque.

sans connaître la réalité du pays, ils voient les routes et les ponts, et ils en tombent amoureux. Au bout d'une période d'un mois, ils comprennent toutes réalités en Turquie, alors qu'ils ne connaissaient pas le système ni l'économie, ni la vie professionnelle. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Malgré la dernière phrase sarcastique, Y pense que les comportements électoraux d'une partie des Turcs de Strasbourg ont des fondements pragmatiques. Ces derniers ont des attaches fortes avec la Turquie et il s'agit d'un dynamisme physique entre le groupe et la Turquie. Les observations faites lors des visites en Turquie jouent un rôle significatif dans les comportements électoraux, même si ces derniers sont à peine munis d'une connaissance par rapport à la Turquie.

Allons-y, sortons dans la rue (en montrant la rue devant son office au centre de Strasbourg), et demandons aux Turcs : est-ce que vous êtes satisfait de la situation de livre turque contre euro. Il (ou elle) nous dirait oui. Il dirait « je vais en Turquie avec 1000 euros dans ma poche et je fais mes vacances avec pendant 3-4 semaines. C'est grâce à qui ? C'est grâce à Erdoğan que je peux le faire ». C'est ainsi qu'une partie (des Turcs de Strasbourg) votent. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Parmi les commentaires des interlocuteurs, l'explication de B reste relativement intéressante. La crise économique sans précédente en Turquie permet aux Turcs de l'étranger de venir, de faire des vacances, et de shopping, et de retourner aux pays de résidence sans rencontrer des difficultés financières. Selon B, il s'agit des individus qui font une calcul de coût, au sens sociologique du terme, sans considérer le dommage que la Turquie reçoit, et ceci fait de leurs comportements électoraux les choix largement pragmatiques.

4.1.2. Question de Légitimité des Votes Externes selon les Turcs de Strasbourg

Comme souligné dans la partie théorique, les discussions sur la légitimité des votes externes occupent une place importante dans la littérature en la matière. Etonnement, la quasi-totalité de nos interlocuteurs ont désiré de parler de leurs idées sur la légitimité des votes externes sans avoir aucune incitation. La partie majeure de

nos interlocuteurs a déclaré de ne pas trouver légitime, ni logique, la participation politique transnationale via votes alors qu'ils sont les bénéficiaires de ce droit.

Nous, c'est-à-dire les Turcs à l'étranger, nous ne devrions pas avoir le droit de déterminer le destin d'un pays où on ne réside pas. Je défendrais cette idée encore, si 90 % des votes externes auraient été en faveur du parti que je soutiens. Nous n'avons pas le droit d'intervenir autant dans le destin d'un pays où on va pour passer quelques semaines de vacances. (B, Homme, 42 ans, CHP)

B fait une évaluation à travers la perspective relationnelle entre le territoire et la démocratie. Comme susmentionné, les votes externes ou participation politique transnationale via votes sont souvent critiqués à cause de provoquer une participation et intervention sans connaître les réalités du pays, et puis, sans subir les résultats des choix électoraux, ce qui signifie l'exercice de vote *irresponsable* (Abadan-Unat et al. 2014, 6). Malgré sa position en tant que représentant d'un parti politique turc, B souligne de ne pas croire en la légitimité des votes externes dans les circonstances actuelles de la vie politique turque. Les commentaires de deux autres interviewés, ayant des connaissances approfondies sur les Turcs de Strasbourg, et qui sont des représentants du parti partenaire dans la coalition gouvernant mérite une attention.

Si maintenant, on fait un sondage en donnant la garantie que les réponses resteront anonymes car c'est important, la quasi-totalité des Turcs de Strasbourg demandera l'annulation du droit de vote à distance. (N, Homme, 47 ans, FTF)

A cause d'un problème lié à mon assurance, je ne pourrai pas voter aux prochaines élections. Je vous jure, ça m'a tellement soulagé la pression. (O, Homme, 43 ans, FTF)

Le mécontentement par rapport aux votes externes de ces deux représentants de Strasbourg du parti ultra-nationaliste, qui défend un panturquisme d'idéal mérite une attention importante, car, les deux témoignages, celui de N explique l'approche de la communauté turque aux votes externes tandis que O explique qu'aller aux urnes est un acte stimulé par la pression sociale. La raison pour laquelle, les représentants d'un tel parti ultra-nationaliste ne peuvent pas défendre les votes externes dans le contexte actuel, c'est parce que cette participation risque de repousser les vrais problèmes des

immigrés en arrière-plan. Cependant, pour un autre groupe politiquement déterminé, malgré faire partie de la même coalition, ça ne vaut pas parler de la légitimité des votes externes parce que l'influence des votes par les Turcs à l'étranger est petite et donc négligeable.

En totale, les votes des Turcs à l'étranger ne peuvent changer le résultat qu'à 1-2 %. C'est-à-dire les votes externes sont beaucoup moins forts que les votes internes. (İ, Homme, 55 ans, UID)

La raison pour laquelle İ souligne l'inefficacité des votes externes, c'est pour légitimer les votes externes, qui ne sont pas capables de changer une grande chose, car rendre les influences des votes externes invisibles, la question de légitimité peut se camoufler derrière l'inefficacité qui ne mérite pas une grande attention. Ici, il ne serait pas faux de souligner que l'explication de İ n'est pas totalement isolée de ses idéologies politiques, car le droit de vote externe, qui peut être comme une réforme pour les Turcs à l'étranger, a été affranchi à l'époque de l'Ak Parti, dont İ est un représentant idéologique. Toutefois, en évitant de sous-estimer le poids des votes externes, il faut rappeler que, indépendamment de son idéologie, les partis gouvernants soutiennent les votes externes afin de maximiser ses votes ceci a été justifié à travers des exemples tels que le Mexique, le Honduras et la Hongrie (Mencütek & Erdoğan, 2015 :11). De même, d'une perspective de calcul de coût par le parti gouvernant, les votes externes restent toujours avantageux car comme a observé Østergaard-Nielsen (2003 : 89), les Turcs à l'étranger qui venaient en Turquie pour voter avant 2014 soutenaient les partis religieux et nationalistes et c'est pour cela qu'il ne reste pas étonnant que ce soit l'Ak Parti qui a octroyé le droit des votes pour les Turcs à l'étranger. A, originaire de même école idéologique que İ, mais qui défend la formation d'une diaspora intégrée et orientée vers le pays de résidence, c'est-à-dire la France, en gardant l'Islam et la turcité en soi, appuie sur le même point.

Il est vrai que les votes externes ne signifient pas une grande chose. Mais ils sont très importants pour la politique en Turquie. Regardons dernières élections. Le président a été élu avec 52 %. Ceci montre que les votes externes qui représentent 2-3 % des votes en totale sont capables de changer le destin des élections, et donc, celui du pays. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Ce qu'explique A est important pour comprendre l'importance des votes externes. Dans un tel contexte, où il s'agit d'une polarisation politique sans précédente qui influence la sociologie de Turquie depuis à peu près dix ans et cette hypertension, dans laquelle joue un rôle visible le nouveau système présidentiel à 50 % + 1³⁶, l'importance des votes externes n'est pas négligeable. Par conséquent, le droit de vote qu'a obtenu les Turcs à l'étranger n'est pas tout à fait soutenu, ni trouvé totalement légitime par les Turcs de Strasbourg.

4.1.2.1. Identités Politiquement Divisées : Pragmatisme ou Paradoxe ?

Comme prononcé par plusieurs interlocuteurs, attribuer une attention à la question de l'universalité des comportements électoraux serait pertinent pour comprendre les tendances idéologiques des Turcs de Strasbourg. Cette question liée aux Turcs à l'étranger est également populaire dans l'actualité turque -surtout dans les sites de forum et des reportages dans les rues- car l'écart, voire, la contradiction des préférences électorales des Turcs à l'étranger, surtout ceux de l'Europe occidentale incite des discussions en la matière. Cette contradiction en termes des choix politiques aux élections au pays de résidence et en Turquie des Euro-Turcs qui a été démontré par Murat Erdoğan (2015 : 137) dans sa recherche de baromètres, est soulignée par B.

Moi personnellement, je suis de gauche et je défends une démocratie sociale. Cela est de ma personnalité, je ne peux pas changer la manière de penser en fonction du contexte de pays, que ça soit la France ou la Turquie. Je suis un social-démocrate en Turquie, en France, et partout. Mais à Strasbourg, les attitudes des Turcs dépendent du contexte. Les partisans des partis français communistes ou socialistes votent l'Ak Parti en Turquie. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Kaya et Kentel avaient souligné que (2005 : 45), les partis les plus préférés du pays de résidence parmi les Euro-Turcs sont en général des partis de gauche comme les sociaux-démocrates. Sans avoir une recherche récente à faire référence, mais tout en nous appuyant sur les observations officieuses faites au sein des communautés

³⁶ Le nom du système électoral en Turquie dans lequel pour être élu au premier tour, un candidat doit obtenir au moins 50 % des suffrages exprimés.

turques de Strasbourg, il ne serait pas faux de dire que cette tendance demeure pareillement à nos jours. Or, le positionnement actif des Turcs de Strasbourg dans les politiques françaises est relativement stratégique. Depuis quelques années, les Turcs deviennent de plus en plus visibles dans les politiques locales à Strasbourg. Selon Y, cette visibilité n'est pas exclusivement basée sur les efforts d'avoir une parole dans la vie politique, mais plutôt, de pouvoir intervenir et de faire lobbying.

Il y a un groupe ici, et tout le monde connaît ce groupe d'ailleurs, ils ont des personnalités dans tous les partis politiques en France. Et maintenant, on dit que la participation active des Turcs dans les politiques françaises augmente visiblement. Mais quelle sorte d'augmentation ? Ils (Turcs de Strasbourg) utilisent les partis français pour faire du lobbying. Si tu leur demandes, ils ne savent pas quelle est l'agenda politique de ce parti, alors qu'il en est un membre actif. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Les comportements électoraux des Turcs de France se varient sur deux axes principales : d'abord parce qu'il s'agit d'une grande divergence idéologiques envers la politique turque, et puis, envers la participation dans la vie politique en France, ce qui est une nouvelle stratégie qui s'est émergée surtout lors des élections de 2008 et 2014 (Aksel, 2016 : 277). Plus précisément, la faufille politique³⁷ est un phénomène stratégique qu'utilise les groupes politiques Turcs de Strasbourg (Débarre & Petek, 2022 : 181), qui signifie l'ingérence des Turcs en s'enregistrant et prenant un rôle actif dans une grande variété des partis politiques français afin de saisir une place dans tous les coins. Le même phénomène est prononcé est expliqué par Y et ceci est un bon exemple pour comprendre le rapport entre la politique française et une partie des Turcs de Strasbourg. En outre, la division de l'identité politique en plusieurs orientations, c'est-à-dire, différentes idéologies qui dépendent en fonction du contexte est importante surtout pour déterminer le point de vue des Turcs de Turquie sur les Franco-Turcs, et plus précisément les Turcs de Strasbourg, comme on abordera dans la partie prochaine.

³⁷ « Siyasi sızma ».

4.1.3. Nouvelles Générations : Un Cas Qui Mérite une Attention Spéciale

Aujourd'hui, le paysage que désignent les jeunes français issus de l'immigration turque en France reste étonnant à cause du fort intérêt de la majorité de ces derniers à la politique turque (Débarre & Petek, 2022 : 154). Comme discuté dans la méthodologie, Strasbourg joue un rôle important pour la réformation des communautés turques non seulement en France mais en Europe occidentale. Cette réformation, comme on peut s'y attendre, serait par une reconstitution identitaire des nouvelles générations dans laquelle les écoles, mosquées et associations ont une place importante. Les pratiques et attitudes découlant de stratégie de la première génération perpétuelle (Akgönül, 2009 : 43) qui renvoie au rôle de communauté et de la famille dans la vie des jeunes, mais aussi de l'existence du pays d'origine d'un côté, la réalité de la rue, le fait de devenir français et la résistance, la culture de quartier d'un autre côté, coïncident les jeunes Turcs dans un purgatoire. Sans avoir des connaissances suffisantes sur la Turquie, et à travers les actualités artificielles diffusées à la télé, renforcement de l'attachement chez les jeunes générations envers la Turquie provoque un éloignement de ce qui est réellement pragmatique pour eux.

Les jeunes sont utilisés comme instrument de lobbying. Quand ils vont aux urnes, ils n'en ont pas assez de connaissance. Ils votent aux partis que soutiennent leurs parents. Et donc, leurs votes ne sont pas déterminés par leurs propres problèmes. Les jeunes votent comme s'ils sont en Turquie, c'est comme « vivre dans l'eau sans la connaître ». (M, Homme, 53 ans, ASTU)

Le problème en matière pour les jeunes turcs de Strasbourg, selon M, c'est d'avoir une connaissance limitée sur la Turquie tandis qu'être attaché à elle de manière ambitieuse. Les observations non-académiques que nous avons pu faire lors de l'année scolaire 2017-2018 parmi 140 jeunes étudiants issus des familles turques ou franco-turques nous ont appris que la Turquie est perçue comme une notion d'abord abstraite et inconnue, et puis, un point de référence sacrée. Dans ce fait, évidemment, il faut souligner les efforts de Turquie pour pouvoir tisser les relations avec les jeunes turcs de Strasbourg à travers le champ éducatif -au-delà du champ religieux- comme le lycée Yunus Emre (Aksel, 2016 : 271). Sans avoir une connaissance concrète sur l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie de la

Turquie, les jeunes sont quand même suffisamment familiers avec les noms des politiciens, s'ils sont membres des partis que les parents soutiennent.

Les jeunes se sont attachés davantage en Turquie après 2012. Les enfants, nés et grandis en France, ne connaissent même pas le nom du premier ministre français. Mais si tu poses la même question pour la Turquie, tu verras qu'ils connaissent tout le monde. Le président, les ministres, même ils savent quel parlementaire ou quel maire font partie duquel parti politique. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

L'intérêt pour la vie politique en Turquie devient intéressant quand le détachement pour les politiques françaises est pris en considération chez les jeunes franco-turcs qui, en leur grande majorité, continueront à vivre, auront une famille, travailleront, et probablement prendront leurs retraites en France. En soulignant que ce qui crée un dilemme c'est que ce phénomène risque d'être une sorte de problème d'intégration politique et la solution est liée à la politique française.

Je n'ai connu même pas un seul jeune turc (à Strasbourg) qui dit que la vie politique en Turquie ne l'intéresse pas. Et ceci s'explique par l'influence des parents. Il y a toujours des chaînes turques à la télé, et normalement, les enfants n'arrivent pas à s'en sortir de la réalité de politique turque. Au-delà des deuxièmes générations, même les troisièmes générations, s'identifient d'abord comme les Turcs. Cette identification a clairement des notions politiques. Et depuis 2012, cette identification devient de plus en plus visible. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

Identification ayant des fondements politiques représente une importance, car ceci montre une nouvelle mode d'intégration, car en vérité, les nouvelles générations issues de l'immigration turque en France ne deviennent pas plus turques. Au contraire, la langue turque, les éléments culturels, les connaissances sur la Turquie, la volonté d'y aller quand il y a l'occasion, sont des paramètres qui deviennent de moins en moins pratiqués. Autrement dit, les nouvelles générations deviennent françaises comme attendu. Cependant, parmi tout ce que les nouvelles générations perdent en termes de la turcité, elles deviennent paradoxalement plus intéressées à la politique turque.

Il y a un point important à souligner. D'abord, l'intensification de l'intérêt politique avec la Turquie et être politiquement Turcs représentent une valeur symbolique pour les jeunes Turcs de France. Comme montre Akgönül (2009 : 40), il y a une série de paramètres à travers lesquels les Turcs de France se différencient des autres communautés immigrantes musulmanes. Pour la période plus récente, Erdoğan, qui est largement apprécié par les communautés musulmanes de France signifie alors une valeur symbolique et distinctive pour les jeunes issus de l'immigration turque en France. À partir de 2012, la prise de rôle actif dans les politiques turques suscite alors un positionnement distinctif chez les Turcs de France par rapport à leurs compétiteurs musulmans. Finalement, un concept, nommé la *Turcité Politique* – on abordera ce concept avec les détails- s'émerge et devient un sentiment d'appartenance susceptible d'augmenter la visibilité des Turcs en France par la vie politique turque.

La motivation principale des jeunes en votant, c'est l'incitation des parents. Ils votent les partis soutenus par leurs parents. Et ils deviennent les partisans sans vraiment savoir ce que fait ce parti. Il y a des jeunes que j'ai envoyés aux urnes moi-même. Je leur ai dit de voter pour tel ou tel parti. (N, Homme, 47 ans, FTF)

Inciter les jeunes de voter et influencer leur comportement électoral provoque une pratique sans être en conscience des raisons et résultats, ce qui est visiblement rependue dans les communautés turques de Strasbourg. Ceci renvoie à une citoyenneté symbolique comme mentionné précédemment.

Les enfants n'ont pas une conscience politique. Si on ne leur dit pas de voter, ils n'iront jamais aux urnes. Toutefois, leur intérêt pour la vie politique turque est visiblement plus fort que celle en France. Et le rôle que joue l'obtention de droit de vote est indéniable. (İ, Homme, 55 ans, UID)

4.1.4. Conclusion

Pour conclure, il serait possible de dire que d'abord, l'obtention de droit de vote n'est pas toujours appréciée par les immigrés faisant partie de différentes communautés originaires turques de Strasbourg. Il y a des raisons en termes de la

légitimité des votes externes pour cette attitude. Malgré le fait d'être les citoyens de Turquie, la majorité de nos interlocuteurs ont souligné que voter aux élections d'un pays où ils ne résident pas n'est pas juste. Toutefois, bien moins souvent que le contexte national, les Turcs de Strasbourg vont aux urnes au travers d'une grande variété des motivations. Pourtant, la grande partie des motivations chez les Turcs de Strasbourg ne sont pas basées sur les objectifs concrets à améliorer les conditions de leur vie et résoudre leurs problèmes, mais plutôt sur la nostalgie, le sentiment d'appartenance au pays bien idéalisé ou pour défendre le grand « Leader Erdoğan » (Débarre & Petek, 2022 : 176). La conscience de citoyenneté et le désir de faire partie d'un groupe sociaux-politiquement déterminé est également visible comme une motivation. Surtout, le droit de vote pour les citoyens turcs résidant en France depuis longtemps est considéré comme un étanchement de soif démocratique. Ceci est valable non seulement pour les Turcs qui n'ont pas de nationalité française mais pour une partie importante des Français issus de l'immigration turque en France, considérant le manque de l'intérêt ce groupe sur les politiques françaises.

D'un autre côté, il s'agit également des comportements électoraux plus pragmatiques. Toutefois comparant au modèle sociologique, les comportements électoraux économiques sont moins fréquents. Le modèle sociologique peut se faire expliquer par la présence de la famille dans la formation de la culture politique des enfants, et que les nouvelles générations auront les mêmes reflexes politiques que leurs familles. La télé, les sites web, les médias sociaux fréquemment visités par les Franco-Turcs, mais aussi l'incitation des familles font des jeunes Turcs les électeurs ayant une connaissance limitée malgré posséder le droit de vote. Toutefois, pour les Turcs de Strasbourg, il est possible de dire que les comportements politiques et les préférences idéologiques ne sont pas universelles, car, voter pour les partis socialistes en France et pour les partis nationalistes – religieux peut également être considéré comme une action contextuellement pragmatique. Dans la prochaine partie, nous aborderons les influences de l'exercice du droit de vote externe sur les dynamiques internes chez les Turcs de Strasbourg.

4.2. Influences du Vote Externe sur les Dynamiques Internes chez les Turcs de Strasbourg

Sans doute, le droit de vote externe que les Turcs à l'étranger ont obtenu en 2012 et pratiqué pour la première fois en 2014, a influé, d'une manière ou d'une autre, les vies des Turcs à l'étranger en plusieurs perspectives. La concrétisation de participation politique via votes externes suscite une visibilité politique ainsi que le fait d'avoir sa parole dans les politiques du pays d'origine et d'étancher la soif démocratique exerceraient les influences, que ce soient négatives ou positives, sur les groupes émigrants. L'une des dynamiques relationnelles susceptibles d'être affectées par l'obtention du droit de vote, c'est des relations internes des groupes migrants originaires du même pays. Dans cette partie, nous allons donc essayer de comprendre et d'expliquer les effets de droit de vote sur les dynamiques internes au sein des Turcs de Strasbourg.

Comme mentionné précédemment, considérer des Turcs de France -et de Strasbourg- comme une communauté homogène créerait des risques pour une analyse pertinente et correcte étant donné la caractéristique archipélagique des Turcs de Strasbourg. Il est vrai qu'aujourd'hui, les Turcs de Strasbourg ont une structure dans laquelle les différents groupes idéologiquement, socialement ou ethno-culturellement déterminés, se concentrent dans leurs coins, et il y a des relations à la fois délicates et complexes entre des pôles. Les murs isolants de ces pôles sont alors construits par les éléments identitaires supérieures -pour ne pas dire dominantes- tels que l'Alévisme, le Sunnisme, la Turcité, la Kurdité ou le Kéralisme / Laïcité. Les autoidentifications qui ne renvoient pas à une signification politique ne sont non plus tout à fait isolées d'un courant idéologique ou politique ou d'un autre, à cause de la conjoncture polarisante actuelle en Turquie, qui politise les groupes culturels, religieux ou confessionnels. Donc, cette équation fait des courants idéologiques ou préférences politiques les *principes de distinction*³⁸ au sein du groupe immigrant, donc les Turcs de Strasbourg. D'un autre côté, comme mentionné sous le titre de la méthodologie, il ne faut pas oublier l'importance attribuée à Strasbourg -et aux communautés turques de Strasbourg- (Yegeevian, 2021 : 17) par la majorité des

³⁸ Pour référer à la sociologie Bourdieusienne.

courants idéologiques et des partis politiques turcs. Bref, pour comprendre la manière dont l'obtention du droit de vote externe a incité des transformations sociales chez les Turcs de Strasbourg, commençons par l'accent mis sur la polarisation politique renforcée dans l'espace social transnational turc à Strasbourg suite à l'obtention du droit de vote -comme mentionne par la quasi-totalité des interviewés.

4.2.1. Vote Externe Comme un Droit Polarissant

La Turquie éprouve une période relativement difficile depuis le début des années 2010. Les discussions autour de l'autoritarisme, dont le point de départ peut être considéré comme les manifestations de Gezi Parkı, datant de 2013 et les événements politiques majeurs qui les suivent tels que l'intensification des conflits dans la région sud-est en 2015, la tentative de coup d'État en 2016, la question de migration non-contrôlée et plus récemment, la crise économique sans précédente ont provoqué une polarisation entre différents pôles politiquement déterminées, qui n'ont pas vraiment beaucoup de tolérance pour l'autre. Il ne serait pas faux de dire que les contextes transnationaux ne sont pas indépendants ou isolés de la réalité de Turquie, conformément à la définition des espaces sociaux transnationaux. Au contraire, les disputes peuvent se faire sentir plus profondément au sein des communautés émigrées, étant donné la forte segmentation et les disparités internes de la société turque se manifestent davantage dans le contexte transnational que dans le contexte national où les groupes sociétaux turcs ne sont pleinement reconnus ou sont cachés par l'homogénéité nationale (Bruneau, 2010 : 42). L'espace social transnational turc en France est également un *champ* où les idéologies jouent un rôle central dans les positionnements politiques-idéologiques (Aksel, 2022 : 9), et dans la détermination des attitudes parfois hostiles contre autres groupes idéologiques (Binzet, 2021 : 340). Il résume bien l'importance des idéologies dans la formation – ou déformation- des relations entre les Turcs de Strasbourg en considérant leur puissance polarisante.

[...] On était proches avec O et L qui sont Alevis. Et puis, il y a eu des manifestations de Gezi. On ne se voit pas souvent depuis. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Les manifestations de Gezi Parkı étaient des événements politiques importants pour l'histoire politique de Turquie. De même, les manifestations ont eu des répercussions au transnational (Aksel, 2022 : 10) car elles signifient le commencement d'une période dans laquelle les positionnements dans les contextes transnationaux se déterminent et se forment à travers les idées sur Gezi Parkı où il n'y a eu que deux pôles : d'un côté, les supporteurs des manifestations considérées comme une lutte démocratique et pluraliste contre l'oppression du gouvernement islamiste, et d'un autre côté, ceux qui considèrent ces manifestations comme une tentative de coup d'État et les manifestants comme les terroristes. Une telle distance entre deux perspectives pourrait être une bonne illustration du climat politique démarré par les manifestations de Gezi et qui perdure à nos jours. D'un deuxième point important à souligner sur le témoignage de İ, c'est qu'il accentue le fait que O et L étaient Alevis, et ceci pour montrer combien elles sont interdépendantes, la confession et les tendances politiques dans le contexte des Turcs de Strasbourg.

Les politiques que mènes la Turquie à l'égard des émigrants sont plutôt destructives au lieu d'être constructives étant donné qu'elles les incitent à rivaliser sur une base politique et idéologique avec d'autres groupes originaires de Turquie (Kaya, 2019 : 100). La polarisation politique au sein de la communauté turque est soulignée également par la jeune avocate, nommée par le Consulat Turc de Strasbourg comme la consultante juridique. K possède une connaissance forte par rapport aux communautés turques de Strasbourg, car elle est une des peu d'avocats issus des familles immigrantes turques. D'un autre côté, nommée officiellement par le consulat, K suit de près les procédures juridiques des Turcs de Strasbourg, mais aussi observe à travers le consulat, les relations entre la Turquie et des communautés turques de Strasbourg. Mais ce qui est plus importante, elle est une Turque de Strasbourg qui expérimente souvent les influences de la politique turque sur les communautés turques de Strasbourg.

Mêmes les consuls qui arrivent ici disent qu'ils n'ont jamais vu une telle polarisation même en Turquie. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

Les hauts fonctionnaires qui partent à Strasbourg pour service observent également la taille du clivage qui peut être considérée comme les répercussions de ce qui se passe en Turquie. Pourtant, l'écosystème des espaces sociaux transnationaux a ses particularités. Le fait de ne pas être soumis aux lois de ce pays, dont les

immigrants seront intéressés à la vie politique est une des particularités des plus significatives. Pour clarifier avec d'autres mots, les immigrés sont soumis à règles juridiques d'un pays -c'est-à-dire le pays de résidence- et intéressés par les politiques d'un autre pays -le pays d'origine. Du coup, la politique à laquelle les immigrés sont intéressés n'inclue pas les autorités légiférant les règles qui leur sont contraignantes. Ceci peut provoquer une marginalisation ou extrémité relativement plus visible au niveau des comportements politiques à cause de clivage entre les acquiescences politiques. Par exemple, les Ülkü Ocakları est une organisation légale en Turquie tandis qu'en France, ce n'est pas le cas, ou les partisans du PKK, organisation considérée comme terroriste -et largement dangereuse- par la Turquie peuvent organiser les manifestations en France sans aucune entrave.

Pourtant, il est à rappeler que ce qui est important pour notre recherche, c'est de comprendre le rôle que jouent l'obtention de droit de vote externe dans cette polarisation. Il nous fallait donc de poser des questions avec plus de détail et de discuter de manière plus approfondie pour comprendre le rôle du droit du vote dans cette polarisation. À l'exception d'un interviewé, tous les interlocuteurs ont déclaré que l'obtention de droit de vote a creusé au plus profond le clivage entre différents pôles où se positionnent les communautés turques de Strasbourg. Pour illustrer, il est possible de dire que, quand il s'agit d'une discussion sur la participation électorale aux élections en Turquie, les mots « nous » et « eux » sont employés pour déterminer les turcs qui votent – ou pas- les mêmes partis politiques.

Je ne voulais pas voter aux dernières élections (en Turquie). Je l'ai dit à ma femme aussi. Mais après on s'est dit, eux, ils votent, mais pourquoi nous, on ne voterait pas alors ? Si quelqu'un entend que nous n'avons pas voté, qu'est-ce que je ferais ? (O, Homme, 43 ans, FTF)

La catégorisation d'O, c'est-à-dire *nous* et *eux* est basée sur une distinction des partis que les Turcs de Strasbourg votent. Du coup, comme susmentionné, si les tendances sur les préférences politiques permettent de catégoriser les gens comme nous et eux, et donc les idéologies jouent le rôle de principe de distinction chez les communautés turques de Strasbourg. Bien évidemment, il faut souligner une autre particularité de l'espace social transnational turc à Strasbourg : le fait que les préférences politiques soient connues par les autres.

Ici, tout le monde sait qui vote quel parti. En Turquie, tu ne sais pas aux urnes, le monsieur à côté vote quel parti. Ici, tu sais. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Ce qu'explique B, c'est que les processus de vote au contexte transnational sont moins anonymes. D'abord, la population relativement petite permet aux membres de ces communautés de connaître – si ne pas personnellement, au moins, de vue et de nom- d'autres Turcs de Strasbourg. Deuxièmement, cette connaissance n'est pas totalement isolée de l'information préalable par rapport aux préférences politiques d'autrui. Donc il s'agit d'une anonymité relativement moins visible qui rend les tendances politiques des Turcs de Strasbourg bien plus évidentes. À travers cette évidence de savoir qui vote qui et quel parti, faire partie de tel ou tel groupe au sein des communautés turques a une connotation politique, est d'ailleurs, s'émerge comme un instrument dans la lutte de domination contre *l'autre groupe*.

Tous les Turcs de Strasbourg savent combien de vote peut avoir tel ou tel parti. Moi, je peux maintenant aller vers un autre groupe, par exemple à Milli Görüş, et je peux leur dire « regardez mes amis, je reçois autant de votes. Donc voilà ». (N, Homme, 47 ans, FTF)

Après l'obtention de droit de vote, utilisation de la puissance d'avoir un potentiel de vote comme un instrument de domination n'est plus réservée seulement aux politiciens du pays d'origine, mais aussi à d'autres acteurs dans l'espace social transnational tels que les immigrés eux-mêmes. D'un autre côté, le fait de ne pas partager la vie sociale avec d'autres groupes originaires de Turquie politiquement déterminés rendre la conciliation sociale plus difficile à établir. M et K se mettent d'accord sur cela.

Je peux dire avec certitude que la polarisation a visiblement augmenté par la suite que nous avons commencé à voter. En Turquie, il existe une tolérance grâce à l'obligation de vivre le quotidien ensemble. Ici, il n'y a pas cette tolérance, car il n'y a pas cette obligation de vivre le quotidien ensemble. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

(Après l'obtention du droit de vote) Oui le clivage devient plus approfondi. En Turquie, différents pôles vivent de manière imbriquée car ils travaillent ensemble, ils étudient ensemble, ils partagent le même pays... Il y a donc une certaine conscience. Quant à ici, déjà, c'est le pays des Français. La

polarisation est même observable aux lieux où on vote. Je ne sais pas combien il est agréable d'aller voter au DITIB pour un partisan de CHP. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

En s'appuyant sur les explications communes de M et de K, il serait important d'accentuer quelques points. D'abord, dans l'espace social transnational turc à Strasbourg, il existe des socialisations alternatives découlant d'abord du fait d'être en minorité, c'est-à-dire les Turcs de Strasbourg, et puis, qui découle de la structure archipélagique des communautés turques de Strasbourg, une socialisation de micro-appartenance bien visible (Akgönül, 2009 : 39). Ceci montre que, avant de socialiser avec les membres de *contre-groupe* -déterminés par le positionnement politique, religieux ou confessionnel- les Turcs de Strasbourg ont des environnements alternatifs de socialisation tel qu'avec les membres de leurs communautés de micro-appartenance, d'autres groupes immigrants tels que les Maghrébins, ou voire la société locale, c'est-à-dire les Français.

D'autre part, aller aux locaux de DITIB pour voter peut être considéré comme injuste pour une partie de la communauté, comme souligné par K. À Strasbourg, en dehors du bâtiment de Consulat, DITIB est un deuxième lieu alternatif pour pratiquer ce droit démocratique. Cependant, comme on mentionnera ci-dessous, étant un établissement en charge d'expansion de l'Islam sunnite à l'étranger depuis l'arrivée de l'Ak Parti au pouvoir (Akgönül, 2018 : 5) voter dans les locaux de cet établissement peut être comme un acte discriminatif -sans même mentionner que pour une partie majoritaire de notre échantillon, même le Consulat travaille pour servir au gouvernement actuel, ce qui fait qu'aller voter au consulat est également discriminatif-. Cette discrimination avait été déclarée par la Fédération de l'Union des Alévis en France en 2017 lors de referendum sur le changement constitutionnel : *« Vous faites des calculs pour faire rentrer les Alévis dans les mosquées, qui n'y sont jamais allés car ils font leurs prières aux Cemevi³⁹, mais c'est inutile. Cette méthode a été pratiquée avant par vos groupes et par Fetullah Gülen à travers votre projet nommé Cami-Cemevi mais il n'a pas pu être réalisé. »*⁴⁰

Finalement, le paysage général sur les influences des votes externes est plutôt incliné vers l'approfondissement du clivage entre différents pôles formés par les

³⁹ Maison du cem est le lieu de culte des Alévis.

⁴⁰ Traduit par Yigit Binzet. Pour voir la version complète de la déclaration, visiter le site web de Fédération Union des Alévis en France: <https://alevi-fuaf.com/tr/page/47/?p=cheats>

Turcs de Strasbourg. Toutefois, il ne faut pas oublier que la montée de tension au sein des populations originaires de Turquie à Strasbourg et le fait que la Turquie devient de plus en plus autoritaire s'imbriquent. C'est pour cela qu'il serait utile de détailler le rapport entre l'exercice du droit de vote externe et le clivage entre différents pôles.

4.2.1.1. Polarisation Identitaire provoquée par le Vote Externe

Dans le contexte politique récent en Turquie les rapports entre l'appartenance identitaire, religieuse ou confessionnelle et les comportements électoraux sont visibles. Surtout, s'il s'agit du contexte transnational, les attaches ethnoculturels-politiques-religieux s'interdépendent suivant les couloirs parallèles, étant donné que les diasporas – ou les émigrants – propagent les mobilisations politiques dans le pays de résidence à travers les facteurs unificateurs tels que l'ethnicité ou la religion (Akçapar & Aksel, 2017 : 137). Or, si ces facteurs sont capables de réunir certains groupes, cela veut dire qu'ils sont également capables de séparer l'un des l'autres. Pour les Turcs de Strasbourg, il y a des murs construits par les éléments identitaires et culturels dont les connotations sont strictement politiques, qui séparent différentes pôles.

Les gens ont commencé à développer un réflexe politique qui n'existait pas auparavant. Et ce réflexe a corsé encore plus la polarisation. Surtout, les clivages causés par l'ethnicité et la religion sont devenus plus visibles car par principe, le vote externe est déjà une chose strictement identitaire. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

À ce stade, on peut remarquer l'importance d'avoir discuté les motivations pour aller aux urnes chez les Turcs de Strasbourg que nous avons abordé à la partie précédente dont l'un des résultats montrait que les motivations de la partie majeure des Turcs de Strasbourg en votant aux élections en Turquie étaient basées sur l'identification turque et sur une sorte d'appartenance en Turquie. Du coup, comme explique M, il ne serait pas étonnant de dire que le clivage identitaire devient plus approfondi à cause des motivations de la participation électorale basées sur l'appartenance.

À l'époque, il y avait une unité chez les Turcs de Strasbourg mais maintenant non. En Turquie, les mosquées ne sont pas politisées. Mais ici ? Dernièrement, un ami Alévi va dans une mosquée pour faire la prière. L'Imam commence à balancer du n'importe quoi. « La bouffe que préparent les Alévis n'est pas autorisée à manger... ». Mon ami quitte la mosquée directement. Puis, nous avons appris que cet imam avait des engagements politiques, donc visiblement il ciblait un objectif politique. (N, Homme, 47 ans, FTF)

Les mosquées sont des lieux où la polarisation identitaire mais aussi idéologique se fait sentir le plus. En effet, les mosquées turques de Strasbourg sont considérées et nommées par les populations turques comme la mosquée des MHP'li⁴¹, la mosquée de Milli Görüş ou la mosquée de DITIB -où fréquent les partisans de l'Ak Parti, , etc... Après avoir obtenu le droit de vote, différentes mosquées sont devenues des lieux de culte réservés pour différents courants politiques, ce qui provoque l'isolation d'autres groupes politiquement déterminés à cause de la raison que les imams -et donc les fidèles- font les propagandes politiques pour profiter de cette « ressource de vote ». Donc, les Turcs de Strasbourg, malgré pratiquer la religion de manière identique, ils ne fréquentent plus aux mosquées d'autres groupes et le clivage entre les pôles devient plus visible.

Le droit de vote creuse encore plus le clivage entre les pôles Turc-Kurde, Alévi-Sunnite ou laïc-conservateur. Je peux facilement observer ça surtout chez nos jeunes (Les Kurdes originaires de Turquie à Strasbourg). (F, Homme, 52 ans, HDP)

F observe qu'il s'agit des pôles identitaires-culturels-idéologiques plus visibles qu'auparavant comme expliquait Akgönül (2020 :173). Pourtant, il faut souligner le positionnement relativement plus exceptionnel des Kurdes originaires de Turquie à Strasbourg, car ces derniers sont capables d'exprimer plus ouvertement leurs objectifs politiques ainsi que leurs motivations en France qu'en Turquie. En tout cas, indépendamment de son idéologie -à savoir que N et F se trouvent sur deux extrémités de la ligne politique turque- il serait pertinent de dire que l'obtention du droit de vote a amplifié le détachement d'un groupe de l'autre, qui forment soi-disant, la diaspora.

⁴¹ Partisans du MHP.

4.2.1.2. Sentiments d'Exclusion et d'Inégalité

Une fois obtenu le droit de vote, les Turcs de Strasbourg sont devenus une ressource importante pour les acteurs de la vie politique turque. Votant les partis nationalistes et conservateurs en leur grande majorité, les électeurs turcs de Strasbourg signifient, au cas où ces derniers sont correctement consolidés, un bon avantage aux élections surtout pour le parti gouvernant qui suit le chemin d'un Sunnisme conservateur-nationaliste. Ceci risque de provoquer le sentiment d'une sorte d'approche inégalitaire de l'État pour une partie des populations turques. Il s'agit des recherches qui montrent que les institutions étatiques par exemple les consulats turcs fournissent un financement aux certaines associations turques si ces dernières sont sur le même couloire idéologique ou politique avec le gouvernement actuel (Débarre & Petek, 2022 : 173). Selon quelques groupes, la discrimination déjà existante devient plus visible pendant les périodes pré-électorales.

Il y avait un groupe qui s'était mis au lieu de l'État et qui comportait comme l'État lors des élections. Ils étaient comme « nous sommes l'État Turc ici » et ils agaçaient les gens. Ils ont également formé les lobbies comme les « chambres de persuasion⁴² » car ils ont essayé de persuader les groupes populaires surplace pour voter tel ou tel parti. Ils en ont osé, car les urnes étaient installées au DITIB. DITIB ne représente qu'un groupe sociétal des Turcs de Strasbourg. Voter au DITIB, c'était faux, mais ils l'ont fait exprès. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Selon Y, défendant une Islam politique, le fait que les urnes ont été installées aux locaux du DITIB, qui est considérée par une partie importante de la population turque de Strasbourg comme une institution servant aux intérêts politiques du gouvernement actuel de Turquie, est un acte discriminatif pour ce qui ne sont pas de confession sunnite, ou même s'ils le sont, qui soutiennent d'autres partis politiques du même courant idéologique, à l'instar de Y. D'une autre part, ne pas pouvoir bénéficier des ressources que l'État Turc offres de manière égale à cause des différences en termes de comportements politiques pose un autre problème. En tant

⁴² Chambres de persuasion (ikna odaları) sont les lieux métaphoriques qui ont été utilisées à l'époque du 28 Février pour persuader les jeunes étudiantes d'enlever définitivement la voile.

que représentant d'un parti d'opposition, B pense d'être discriminé, et il accuse les responsables.

Nos ressources sont très limitées. Nous ne recevons même pas 5 centimes (par l'État Turc). Mais il y a quelques groupes religieux qui peuvent organiser les bus pour ramener les électeurs aux urnes, et nous savons grâce auxquelles ressources ils font ça. Pensons logiquement. Une petite mosquée qui a 100-150 fidèles, est-ce qu'elle peut toute seule financer 50 bus ? Le cout d'un seul bus pour la direction Metz-Strasbourg est à 1.200 euros (il prend une calculatrice). 1.200 fois 50, ça fait 60.000 euros. Est-ce que c'est possible à votre avis ? Et là, nous parlons d'une seule région. Il y a des vingtaines, trentaines de bus qui viennent de toutes les régions voisines. Et ils savent pour qui voteront ces gens ramenés. S'ils ne savent pas, ils ne les prennent pas dans les bus. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Le sentiment d'être exclus ou aliénés par les immigrés ne faisant pas parti du courant gouvernant qui instrumentalise Islam Sunnite n'est pas réservé qu'aux Turcs de France, comme démontre Kaya (2019 : 109). Mais spécifiquement parlant de la France, il y a 6 villes où les Turcs de France peuvent voter : Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Bordeaux et Nantes. Les particularités de ces villes, c'est qu'elles sont les capitales et les plus grandes villes de leurs départements. Donc les Turcs qui sont éparpillés aux différentes villes françaises peuvent aller voter dans une des villes susmentionnées qui leur est la plus proche. Quelques partis politiques – ou les associations affiliées- organisent alors le transport pour ramener les électeurs aux urnes étant installées dans des consulats ou des institutions Étatiques qui se trouvent dans ces grandes villes. Cette opération exige alors un certain financement. Donc B se plaint du fait que quelques partis politiques peuvent facilement trouver ce financement alors que son parti n'arrive à recevoir même pas un petit budget. Selon lui, ceci n'est pas juste et que ça provoque les sentiments hostiles contre d'autres groupes. Selon N, qui représente un parti de la coalition gouvernante, il s'agit d'autres incidents injustes.

Lors des dernières élections, il y a eu un incident. Vu que c'était dimanche, normalement, les services officiels ne devraient pas être ouvertes. Et d'un autre côté, normalement, sans avoir une justification officielle, comme avoir son numéro de carte d'identité turque et d'enregistrement électoral, il est

interdit de voter. Mais le consulat a fait des opérations officielles pour que certains groupes puissent voter, alors que c'était dimanche. Mais je répète, pour certains groupes, que l'on sait qui ils voteront. (N, Homme, 47 ans, FTF)

La même histoire a été soulignée par différents interlocuteurs, qui représentent des différents partis ou groupes confessionnels, comme M, représentant de l'Association des Alévis de Strasbourg.

Nous avons vu que les ordinateurs étaient ouverts pour distribuer ce qui est nécessaire à présenter pour voter alors que c'était un dimanche. Mais ça a été fait seulement pour certains, pas pour les autres. (C, Homme, 48, CCAS)

Normalement, pour pouvoir voter aux urnes, à l'instar du contexte national, les électeurs doivent présenter une justification officielle comme la carte d'identité turque et ils doivent être enregistrés dans le système électoral nommé *Yurtdışı Seçmen Kütüğü*. Pour ceux qui ne connaissaient pas leurs numéros d'identité turque ou qui ne sont pas enregistrés dans le système mais qui sont susceptibles de voter certains partis, comme N et C ont souligné, le consulat a servi exceptionnellement pour qu'ils puissent exercer leur droit de vote. Ceci montre que, il s'agit des circonstances où les institutions Étatiques ne servent pas de manière égalitaire pour différents groupes politiquement déterminés. Par conséquence, selon une partie de la population, à peu près un tiers des Turcs de Strasbourg, l'État turc est une entité qui ne les représente pas. Ceci provoque d'abord une réaction hostile contre l'autorité politique dans le pays d'origine, et puis, une irritation contre d'autres groupes privilégiés à Strasbourg. Finalement, les irritations peuvent parfois déclencher les confrontations plus graves.

4.2.1.3. Confrontations Déclenchées par la Polarisation Politique

Comprendre les périodes où la tension entre différents groupes politiques originaires de Turquie à Strasbourg augmente permet de mieux comprendre les transformations provoquées par le droit de vote externe. Chez les Turcs de Strasbourg, des périodes électorales deviennent la scène des circonstances tendues depuis l'obtention du droit de vote. Les sentiments d'être exclus ou discriminés à l'égard de lieu de vote, ou de ne pas pouvoir bénéficier des opportunités financières

de manière égale provoquent des situations contractées entre les groupes qui se positionnent différemment, surtout quand le climat politique est tellement raide. M, qui suit de près les élections turques explique :

Après 2012, les différents groupes sont rentrés dans une lutte d'existence. Ils ont été tenus dans cette confrontation qui a ses répercussions même dans la rue. Aller klaxonner devant les locaux des partis adversaires n'était pas le cas avant 2012. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

Selon M, le droit de vote n'est pas le seul responsable pourtant avec l'obtention de ce droit, le fondement pour les confrontations entre différents groupes a été préparé. Il serait pertinent de dire, à ce stade, que les politiques de la diaspora que mène la Turquie depuis plus d'une décennie risquent de ne pas être inclusives pour tous. D'ailleurs, cette confrontation n'est pas uniquement entre les différents acteurs immigrants car il s'agit des circonstances où les politiciens turcs deviennent des vedettes.

Juste avant les élections en 2018, deux parlementaires turques sont arrivées. On distribuait des brochures à Bischwiller⁴³. Il y avait deux vendeurs au marché de Bischwiller, qui ont commencé à insulter les parlementaires en criant, en fonçant sur elles. Imaginez, deux femmes parlementaires d'une part, deux vendeurs Turcs résidant en France d'une autre. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Ceci est un bon exemple pour démontrer la partie symbolique de la participation politique transnationale car par définition, la participation politique qui signifie un droit pour que les individus ou les structures que les individus forment puissent déterminer et influencer les actes et actions des cadres qui vont les diriger, comme conceptualisé par Görün (cité par Gündoğmuş, 2021 : 767). Considérant cette description, le fait que la monte de tension entre les électeurs qui devront voter pour élire ceux qui les dirigeront et les parlementaires du pays d'origine ne peut se faire expliquer qu'à travers une identification politiquement sentimentale. Autrement dit, ce qui est le cas ici, ce n'est pas de ne pas croire que certains partis ne sont pas capables de servir à ses intérêts, mais la réflexion des vendeurs est exclusivement

⁴³ Une ville dont 13 % de la population est formée par les ressortissants turcs – hormis les Français issus de l'immigration turque- qui est surnommée « Turcwiller » ou « Bischtanbul » (Gasparini & Koebel, 2017: 5).

reliée à la vie politique polarisante en Turquie. Il faut souligner encore une fois que, les capacités des politiciens turcs à améliorer la vie des immigrants qui résident et qui vont fort probablement continuer à résider en France est bien limitées.

Au-delà des périodes préélectorales, le jour d'élection peut être considéré comme un point d'explosion. Pendant les périodes ordinaires, les groupes entre lesquels il s'agit déjà une tension assez tendue à cause de la polarisation politique en Turquie, peuvent éviter d'une confrontation en ne pas s'interagissant. Mais aux élections, les groupes qui ne possèdent pas de sentiments amicaux pour d'autres à cause des raisons politiques se croisent et les salles d'élection deviennent les scènes des confrontations, parfois physiques.

Il y avait des responsables d'urne de chacun des grands partis politiques le jour d'élection. Un certain moment donné, je me suis rendu compte que le responsable d'un parti était un train d'inciter les électeurs à voter son parti. Et naturellement, j'ai intervenu. Par conséquent, responsables de deux partis m'ont attaqué physiquement. Je me souviens, même monsieur le consul, il se plaignait en disant « Mon dieu, donne-moi la force pour terminer ce jour ». (Il rit) (F, Homme, 52 ans, HDP)

Les confrontations parfois physiques ne sont pas limitées aux bureaux de vote. Les bus qui ramènent les électeurs résidant aux villes et aux communes avoisinantes sont garés dans le parking devant les lieux de vote. Plusieurs interlocuteurs ont expliqué d'avoir témoigné que les responsables d'un parti distribuaient les cadeaux aux électeurs pour les persuader au parking. Encore, sachant que les cadeaux sont distribués pour les gens qui votent pour un certain parti, partisans d'autres partis se sentent exclus à cause de ne pas pouvoir bénéficier des ressources attribuées par l'État turc.

Les électeurs viennent ici en bus. Dans les coffres, il y a des cadeaux à distribuer pour les gens qui voteront un certain parti. Et naturellement, un des partisans d'un autre parti leur a demandé d'où vient le financement de ces cadeaux. Et puis, deux groupes se sont bagarrés. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

D'un autre côté, les sentiments d'hostilité que les groupes possèdent contre les autres ne sont pas exclusivement nés de la pensée d'exclusion ou de l'inégalité. Autrement dit, ce n'est pas seulement les raisons relativement pragmatiques qui les

entraînent aux confrontations. Il y a également des cas, qui ne peuvent pas être considérés comme vraiment rationnels. Le témoignage de B montre jusqu'à où ces confrontations peuvent aller.

Nous suivions à la télé les résultats des élections dans les locaux de notre association avec nos femmes, avec nos enfants. On était à peu près 100 au totale. Au moment où les résultats étaient clairs, et que l'on avait perdu, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait une foule d'à peu près 200-300 personnes, en voitures, qui circulaient autour de notre association en klaxonnant. Et puis, ils sont descendus et ont commencé à marcher vers nous avec les bâtons dans les mains. Nous avons d'abord pris les femmes et les enfants à l'intérieur de notre bâtiment, et nous sommes sortis pour comprendre ce qui se passe. D'un côté, nous essayions d'appeler la gendarmerie, et d'un autre côté, j'avais déjà été en contact avec les policiers en civil qui étaient déjà en état d'alerte. Ces gens ont eu une agression physique également avec les policiers. Et si jamais on leurs avait donné la réponse de la même manière, jusqu'à où ça pouvait aller ? Juste après, les jeunes de notre groupe m'ont appelé, et ils m'ont dit qu'ils vont faire une contrattaque. J'ai dit « non ! jamais ! ». Ça pouvait aller très loin. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Ce qu'il explique B, montre l'hostilité découlant de la rivalité politique entre les groupes devient de plus en plus une sorte de relation à part entière. Sans avoir une raison pragmatique, ni rationnelle, le fait d'avoir gagné ou perdu les élections peut aller jusqu'à un point visiblement dangereux. L'ambiance tendue lors des élections, à l'instar de témoignage de B, peut déclencher un trigger qui peut creuser des clivages énormes entre les groupes. D'une part, puisque les policiers étaient déjà en état d'alerte, c'est-à-dire que, les autorités françaises étaient déjà au courant de ces confrontations potentielles. Ceci a des similitudes avec le cas des Turcs de l'Allemagne dont les institutions de sécurité ont déjà été avertis par la Turquie en raison de confrontations potentielles aux jours des élections (Mencütek 2015 : 16). D'une autre, une fois que le bon sens ou la tolérance seraient quittés, les conflits entre différents groupes pourront étaler à un long terme, ce qui alimenterait le clivage et voire, l'hostilité.

4.2.2. Participation Electorale Comme Pratique Unificatrice

Même si, indépendamment des positionnements politiques, la quasi-totalité de notre échantillon a souligné le rôle décomposant du droit de vote externe, il n'y a qu'un seul interviewé qui pense que l'obtention du droit de vote a permis de se rassembler autour des valeurs symboliques comme le fait d'être d'originaire de Turquie. Autrement dit, elle a renforcé le sentiment d'appartenance aux communautés avec lesquelles on partage les mêmes origines. Selon İ, représentant du courant idéologique et politique du parti gouvernant en Turquie, avoir le droit de participer à la vie politique en Turquie via votes n'est pas seulement un indicateur d'amélioration de la démocratie, mais aussi une force motrice de coopération entre différents groupes.

Je pense que le droit de vote externe est un développement très positif car il a renforcé la synergie de collaboration entre les Turcs de Strasbourg. Par exemple, il doit y avoir 3 membres des partis différents qui gardent les clés des urnes électorales. Et pour ouvrir les urnes, ils doivent bouger, s'organiser ensemble. Donc c'est un bon dispositif. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Il est vrai que pour que les élections se passent dans une ambiance de sérénité, il faut la collaboration entre les pôles, avec le sens actuel du terme. Or, il ne serait pas faux de dire que comparant aux confrontations et voire conflits, la taille de la coopération comme illustre İ reste visiblement bien modeste. Il rajoute alors que la question n'a pas été posée.

Il n'y a donc aucune tension lors des élections. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Vu que cette explication était contradictoire ce qu'avait expliqué le reste de notre échantillon, nous avons dû poser la question : « est-ce qu'il n'y avait vraiment aucune tension, ou, vous n'avez pas témoigné ce type des incidents ? » pour avoir une affirmation.

Honnêtement, il y a eu quelques petites chamailleries. Par exemple, nous avons distribué les petits cadeaux aux électeurs qui viennent d'une route de 2-3 heures, comme tous autres partis. Après, il y a un groupe, qui est venu à côté, et ils ont commencé à crier en disant « pourquoi vous essayez de circonvenir

les électeurs avec les cadeaux ? ». Il y a eu rien à part ça. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Selon İ, s'il y a eu des cas désagréables, ce qui était essentiel, c'est de voir qu'un dispositif de coopération au sein des Turcs de Strasbourg était développé. Et c'est grâce à la pratique de vote externe que les Turcs de Strasbourg sont devenus capables de s'organiser autour du même objectif. İ pense que la division de travail lors des élections peut être considérée comme un toit réunifiant, conformément à ce qui a été discuté à la partie théorique. Toutefois, un toit iconographique ne doit pas se limiter aux quelques jours pour former une vraie collaboration à long terme. De plus, il est vrai que les objectifs des partis politiques et leurs représentants à Strasbourg, ce n'est pas tout à fait garantir que les élections se passent dans une sérénité et une paix, mais plutôt, de recevoir les votes au maximum possible.

4.2.3. Conclusion : Dédiasporisation Déclenchée par le Droit de Vote Externe

Pour conclure, il serait important de dire, en regardant le paysage général sur les dynamiques internes des communautés immigrantes faisant parties du même espace social transnational turc de Strasbourg, que le droit de vote transnational a des influences visiblement décomposantes et séparatistes. Le clivage entre les pôles formant la structure sociale des Turcs de Strasbourg, qui est déjà assez archipélagique, est alimenté davantage par les positionnements idéologiques et politiques, une fois que ces derniers vont aux urnes pour voter. D'ailleurs, la puissance décomposante du positionnement politique, alimentée majoritairement par le droit de vote externe, est visiblement plus forte -mais pas totalement indépendante ni isolée- que d'autres principes de séparation comme l'ethnicité, la micro-appartenance ou la religion. Les groupes qui pourront se rassembler dans d'autres circonstances peuvent mener les attitudes considérablement agressives et hostiles contre d'autres groupes lors de périodes électorales.

La vie politique turque, déjà assez polarisante, incite alors un climat d'inimitié car le positionnement politique considérablement alimenté -pour ne pas dire déterminé- par les votes externes, à cause du fait que tout autres principes de

groupement deviennent des subdivisions des préférences politiques, comme montrait l'appartenance politique des mosquées et des lieux de cultes susmentionnés. Alors, à ce stade, s'émerge un nouveau phénomène que l'on va appeler *la dédiasporisation* qui signifie la naissance des clivages isolants entre les groupes politiquement – et donc culturellement, religieusement...- déterminés car encore une fois, les principes de groupements chez les Turcs de Strasbourg ne sont pas indépendants de ce qui est politique. Par conséquent, parler d'une diaspora devient vraiment difficile puisqu'en vérité, naissent les petites, sous-diasporas originaires de Turquie comme la diaspora Alévi, la diaspora Kurde ou plus récemment, la diaspora des expats. Donc au final, ce n'est pas la diaspora turque mais les diasporas originaires de Turquie.

Dans la discussion théorique, nous avons souligné l'importance d'avoir les sentiments semblables envers le pays d'origine dans la formation d'une diaspora. Ces derniers construisent le toit iconographique jouant le rôle de ciment collant au sein d'une diaspora. Le mythe de la mère patrie, l'objectif historique communément établi est au-dessus des intérêts politiques ou idéologiques. Donc par sa définition, les diasporas sont composées par les groupes et individus se rassemblant autour d'une idée -ou parfois d'un idéal-. Contrairement aux objectifs de la Turquie en termes des politiques de diaspora, basées à l'origine sur la formation d'un lobby turc contre le lobby arménien (Akgönül, 2020 : 37), il faut souligner que le droit de vote déclenche une décomposition sociétale, que nous préférons nommer une dédiasporisation.

Dans les contextes où l'irritation -pour ne pas dire hostilité- pour d'autres groupes devient tellement visible, comme les Turcs de Strasbourg, les émotions deviennent les vrais objectifs de l'acte politique, en dépassant les intérêts du pays d'origine, ou des groupes immigrants. La puissance réunificatrice de partager les mêmes origines devient alors moins forte que la puissance séparatiste et isolante de ne pas voter pour le même parti politique. Enfin, en parlant du concept de dédiasporisation, nous signifions des petits nuages politiquement déterminés à la diaspora, dont les motivations politiques, les sentiments envers la politique et la société du pays d'origine et de résidence, la perspective sur les communautés migrantes de la même origine sont visiblement différents.

5. LA TURQUIE, LA FRANCE ET LES TURCS DE STRASBOURG

La dédiasporisation comme un concept devient bien visible une fois que les Turcs de Strasbourg ont commencé à exercer leur droit de vote. Plus les *îlots* qui forment la structure archipélagique s'éloignent l'une de l'autre, plus les interactions quotidiennes deviennent rares étant donné que ceci s'émerge non seulement un éloignement dans l'espace physique, mais aussi dans l'espace social. Toutefois, la dédiasporisation, c'est-à-dire les transformations internes au sein des groupes immigrants comme une conséquence de vote externe ne sont qu'une dimension. Il y a également d'autres dimensions par rapport aux relations que tissent les immigrants avec le pays d'origine et le pays de résidence.

La participation électorale transnationale a une importance non seulement la manière dont les émigrants s'attachent au pays d'origine ou pays de résidence. En revanche, elle est susceptible d'influer également la manière dont les groupes émigrants sont considérés par les pays d'origine et de résidence. Si le transnationalisme explique un nouveau modèle de l'intégration (Özcan, 2016 : 205) dans lequel le pays d'origine joue un rôle important tout comme le pays de résidence, discussion sur les influences du droit de vote externe comme une activité transnationale sur les relations entre les groupes émigrants et le pays d'origine – les institutions et la société – serait susceptible d'ouvrir les nouvelles voies. À la lumière de ce qui précède, nous essayerons dans cette partie de dévoiler d'abord les manières dont la participation électorale transnationale des Turcs de Strasbourg ont changé la nature des relations entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie. Ensuite, nous allons chercher la même réponse au travers des relations entre les Turcs de Strasbourg et la France.

5.1. Influences du Vote Externe sur le Rapport Entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie

Il y a eu des événements notables capables d'influer la manière dont les Turcs de l'étranger s'attachent à leur mère patrie. Pour illustrer, les ouvriers turcs qui sont partis en Europe vers les années 1960 étaient considérés comme les migrants temporaires qui allaient retourner chez eux au bout d'une certaine période courte. Cependant, la réunification familiale a changé la nature de la migration turque en Europe, car cette dernière était la phase où les Turcs de l'Europe sont passés d'un statu des migrants temporaires aux immigrants permanents. Il est donc possible de considérer la réunification familiale -à l'instar de la vague migratoire causé par le coup d'État en 1980- comme un événement ayant provoqué un changement d'écosystème dans des espaces sociaux Turcs en Europe, puisque la Turquie a commencé à prendre les pas plus concrets par rapport aux communautés transnationales (Adar, 2019 :11).

La raison pour laquelle ces événements peuvent être considérés comme les « second souffles » c'est parce qu'ils ont incité des modifications, voire, des transformations au niveau cognitif -mais aussi physique- de l'évocation de Turquie, c'est-à-dire, de leurs *memleket*⁴⁴. Avant ces événements, par exemple la réunification familiale, la manière dont les Turcs de l'Europe développaient les rapports avec la Turquie, c'était en envoyant les remittances aux membres de famille en Turquie, faire des allers-retours réguliers, lire les journaux turcs... Or, la raison pour laquelle la Turquie attribuait une importance à ces citoyens à l'étranger ce n'était pas du tout indépendant du poids important des remises migratoires. À part ça, étant donné que la migration turque était considérée comme temporaire lors des années 1960-1970, donc les Turcs de l'Europe ont été laissés tous seuls sans avoir la main de la Turquie, ni celles des pays de résidence (Akgönül, 2008 : 97). Quant aux années 1980, un paysage similaire -mais avec différents paramètres- s'émerge, car plus les migrants Turcs en Europe se diversifient et qu'il y aurait eu la possibilité de la formation d'une population *rivale*, et la Turquie a attribué encore une fois l'attention à des Turcs de l'Europe en y impliquant le DITIB pour éviter la formation des contres-groupes (Akgönül, 2008 : 98).

⁴⁴ Ville natale, ville d'origine.

À travers les exemples susmentionnés, il est possible de voir la transformation périodique de l'attention que la Turquie attribue aux Turcs de l'étranger, car différents événements provoquent une fluctuation dans ce que signifient les Turcs de l'étranger pour la Turquie : parfois rémittences, parfois le contre-lobbying notamment face aux groupes arméniens. Les politiques de diaspora – qui contiennent également le droit de vote externe – jouent donc un rôle de moyen pour le pays d'origine afin de faire de l'ingénierie sociale pour surveiller les populations mobiles et pour former leurs comportements (Aksel, 2022 : 2). Or, dans la manière dont la Turquie et les Turcs de l'étranger s'attachent à l'un et l'autre, l'année 2012 joue un rôle important, tout comme la réunification familiale ou l'arrivée des réfugiés politiques, parce que l'obtention du droit de participation électorale a transformé les Turcs à l'étranger à des populations ayant un certain poids politique, car ils ont le droit de participer aux élections en Turquie sans se déplacer au-delà des frontières des pays de résidence. Ceci change naturellement la manière dont les Turcs à l'étranger sont perçus par la Turquie. De plus, ce changement dans la perception n'était pas exclusif à l'État ou les institutions politiques de Turquie, mais en même temps, la perspective des Turcs de Turquie sur les *gurbetçi* est également influencée par l'octroi du droit de vote. Dans cette partie, nous allons aborder les influences du droit de vote externe sur le rapport entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie.

5.1.1. Rapport Entre les Turcs de Strasbourg et la Politique Turquie

Les Turcs de l'Europe, ayant été longtemps considérés comme les ressources financières et puis les agents politiques agissant comme une extension de l'État turc en défendant ses intérêts et finalement, depuis quelques décennies, comme des agents faisant du lobbying en faveur de la Turquie (Kaya, 2019 : 97) commencent à changer la forme avec l'obtention du droit de vote. À côté d'être une ressource financière, ces derniers ont été également considérés comme une puissance de soft power, c'est-à-dire un instrument dans des relations internationales grâce au grand volume des populations résidant surtout dans des pays de l'Europe occidentale. M souligne ces points importants que les Turcs de Strasbourg représentent pour la Turquie.

On sait que les immigrés sont des ressources économiques. Mais aujourd'hui, la Turquie utilise les immigrés comme un instrument de domination : « Tu ne

peux pas m'ignorer car j'ai une grande population résidant dans ton pays ». Rappelons le discours d'Erdogan en s'adressant aux Turcs de diaspora : « Vous êtes tous, les ambassadeurs missionnaires de Turquie à l'étranger ». Ceci explique tout. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

D'après l'idée instrumentaliste qui défend que les émigrants soient utilisés pour en retirer un intérêt, les politiques s'accompagnent en général d'un discours sur l'importance d'attachement aux pays d'origine, par exemple sur la réintégration aux valeurs de la mère patrie, comme montrait Waterbury (Lafleur, 2016 : 450). Selon l'historien et penseur Franco-Turc, Hamit Bozaslan il y a une signification sous-jacente de la manière dont le président Erdoğan et le parti gouvernant perçoivent les Turcs de France (cité par Yegeevian, 2021 : 22) : *« la Turquie, qui n'a jamais accepté la souveraineté des pays d'accueil, s'occupe depuis longtemps de sa diaspora. Mais depuis l'arrivée d'Erdoğan au pouvoir en 2003, et avec les mouvements protestataires de 2013, cette gestion extraterritoriale s'est renforcée et a été théorisée. Le mot d'ordre : n'oubliez pas que vous êtes Turcs et que vous représentez la nation à l'étranger ».*

Comme mentionné précédemment, avec l'obtention du droit de vote, au-delà d'être les ressources financières et du lobbying, les Turcs de l'étranger sont devenus les ressources des votes qui font d'eux des acteurs importants pour la politique turque. Cette transformation est également visible chez les communautés originaires de Turquie à Strasbourg. Les parlementaires turcs ont commencé à visiter la ville bien plus fréquemment, et à écouter les problèmes de ces derniers. Les partis politiques turcs ont démarré leurs divisions *Strasbourgeoises* où ils ont amélioré et intensifié leurs activités s'ils en avaient déjà auparavant. Pour certains, la raison pour laquelle il s'agit d'un tel changement, c'est parce que les partis agissent de manière opportuniste en priorisant leurs intérêts électoraux, c'est-à-dire les votes, mais pour les autres, la Turquie a commencé à attribuer une grande importance et essaye de résoudre les problèmes en les écoutant.

5.1.1.1. Avoir sa Parole dans la Politique Turque

Les Turcs de Strasbourg, comme tous les Turcs de l'étranger ne représentaient pas une grande importance auparavant dans la vie politique turque puisque ces derniers n'avaient pas le droit participer à la politique de Turquie via votes depuis leur pays de résidence. Pourtant, avec le droit de vote externe, les Turcs de Strasbourg sentent qu'ils sont perçus comme des vrais citoyens.

C'est la première fois que nous sommes d'avis d'être pris en compte comme des vrais citoyens. Nos opinions sont également importantes désormais. Le droit de vote externe a ouvert le chemin pour la fondation de la sous-commission des Turcs à l'étranger. Les travaux de YTB ont été intensifiés. Maintenant, il y a des députés turcs qui viennent nous visiter. Peut-être ils les font pour gagner des votes mais au final, nous sommes capables d'exprimer nos problèmes grâce à ce développement. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Comme a souligné İ, le droit de vote pour les Turcs à l'étranger a incité une grande variété des conséquences pour ces derniers étant donné que les initiatives prises pour eux sont devenues plus solides et visibles. L'intensification des travaux de YTB, expansion des établissements scolaires tel que les Instituts de Yunus Emre et les écoles Maarif, le renforcement de DITIB, la fondation des sous-commissions des Turcs à l'étranger sont quelques indicateurs exemplaires pour montrer de l'importance attribuée aux émigrés turcs lors de la dernière décennie. Naturellement, les visites des parlementaires et politiciens turcs à Strasbourg qui représente un poids au niveau de population turque restent compréhensibles.

Une fois devenus visibles aux élections, les Turcs ont commencé à se sentir important pour la Turquie. Surtout, il y a eu vraiment beaucoup des membres du parti gouvernant qui ont visité Strasbourg depuis. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

5.1.1.2. Question d'Instrumentalisation et de Représentation

Il est souvent que les immigrants étant dans le but de faire une quelconque contribution pour leur pays d'origine deviennent victimes des luttes de domination

entre des pays surtout depuis les années 1990 (Erdoğan, 2015 : 120). L'utilisation des immigrés en tant qu'instrument de soft power est basé en général sur le fait de les indiquer et les orienter d'agir conformément aux intérêts du pays d'origine, ou plutôt ceux du gouvernement. Erdoğan (2015 : 124) souligne que la diaspora turque est un instrument ayant des effets explicites dans des politiques extérieures de Turquie.

Les parlementaires turcs ne visitaient pas Strasbourg aussi souvent avant 2012. Nous sommes devenus une sorte d'instrument pour les politiques turques parce qu'il y a un grand potentiel de vote ici. C'est pour ça que les parlementaires viennent maintenant, c'est pour gagner des votes. (N, Homme, 47 ans, FTF)

Depuis 2012, les partis politiques turcs ont intensifié leurs travaux à Strasbourg, et ça soit en ouvrant les subdivisions locales, ou soit, en développant des activités des subdivisions déjà existantes. D'ailleurs, le passage d'une source financière et d'une puissance *soft* à une ressource de vote a également changé la nature des activités et des travaux de ces partis à Strasbourg, et responsables de plusieurs partis sont venus à Strasbourg pour consolider les électeurs potentiels. Pour illustrer, les parlementaires de CHP étaient allés à Strasbourg pour expliquer ce qui signifient exactement le « oui » et le « non » pendant la période de référendum en 2017 (CHP Milletvekilleri Fransa'da, 2017, Mars 17). De même, le vice Premier Ministre de l'époque avait également fait un discours pareil à la même période⁴⁵. À savoir que les politiciens qui ont visité les Turcs de Strasbourg ne se limite pas à ces deux visites, étant donné qu'il s'agit des dizaines d'exemples...

Ce qui est essentiel ici, c'est une lutte de lobbying. Je ne pense pas que la motivation principale des parlementaires qui viennent ici, y compris également les députés de mon parti, soit essayer de trouver les solutions pour les problèmes des immigrés en les écoutant. Ces derniers sont toujours en arrière-plan. Ce qui est essentiel ici, c'est de gagner des votes. (F, Homme, 52 ans, HDP)

Il ne serait pas faux de dire que les idées de F sur la perception des communautés originaires de Turquie à Strasbourg chez les parlementaires sont basées sur un opportunisme politique. Toutefois, à savoir que trouver des solutions pour des problèmes des émigrants est déjà assez problématique car les capacités des

⁴⁵ Pour les détails, voir: <https://www.facebook.com/UIDAlsaceStrasbourg/videos/1824840194420847>

politiciens dans le contexte transnational sont largement limitées. Toutefois, les politiciens turcs savent comment profiter des sentiments nostalgiques et identitaires des immigrés turcs.

La motivation pour voter chez les Turcs ici c'est une alimentation idéologique. La Turquie a vu une grande potentielle ici, et tous les partis politiques se sont mis à chercher les moyens de pouvoir alimenter idéologiquement les gens ici. Déjà, les Turcs de Strasbourg avaient faim des politiques turques. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Et A rajoute que cette initiative démocratique de donner aux citoyens à l'étranger le droit de vote n'aboutit pas toujours à un résultat de gagnant-gagnant.

Ce droit signifie malheureusement un renforcement des sentiments d'appartenance chez les Turcs d'ici, qui étaient déjà largement attachés au pays d'origine. Cela étant, il y a certains, énervés contre nous, qui nous demandent pourquoi nous ne pouvons pas faire le lobbying comme les Arméniens ici. Nous ne pouvons pas le faire parce que nous sommes tellement orientés vers la Turquie, à cause des politiques turques. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

La raison pour laquelle le résultat n'est pas toujours gagnant-gagnant, c'est parce que l'obtention du droit de vote risque de coincer davantage les Turcs, qui en sont déjà suffisamment imposés, dans la réalité de Turquie mais pas de leurs pays de résidence, c'est-à-dire la France. Ce qu'explique A, c'est que si la diaspora est exclusivement orientée vers ses origines, et du coup, elle ne pourra pas connaître les intérêts et les méthodes pour défendre les intérêts de son pays d'origine. Et, quand bien même que A fait partie d'un courant politique islamo-nationaliste, d'une perspective pragmatique, il souligne que comprimer les immigrés dans la réalité turque ne servirait rien qu'un problème d'intégration. Autrement dit, les Turcs de France doivent être orientés vers la France puisqu'ils y vivront. Or, ne pas être représentés au parlement du pays d'origine renforce le coincement des Turcs de Strasbourg dans une réalité abstraite. Le mécontentement lié au manque de représentation politique est le seul point de convergence entre tous les pôles.

La structure politique en Turquie impose aux immigrés sa propre réalité et priorité mais elle ne crée pas une valeur originale pour les Euro-Turcs. Et s'il

y a un tel problème, au moins, il faut donner le droit d'être représenté. Au moins, les politiques reproduites pour les Turcs à l'étranger devraient être formées par les politiciens qui connaissent les réalités de gurbet. Aujourd'hui, la manière dont les Turcs s'organisent est déterminée par les politiques turques et cela n'est pas correct. Les problèmes des Turcs de France et les problèmes des Turcs en Turquie ne sont pas pareils du tout. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Même si les méthodes sont très différentes, il y a 15 pays qui dont le système politique contient au moins une circonscription à l'étranger, c'est-à-dire la circonscription transnationale (Anaz et al., 2017 : 8). Cette dernière signifie simplement qu'outre que le territoire sur lequel l'État est établi, les circonscriptions dans différents pays sont déterminées pour représenter les citoyens résidants à l'étranger et les représentants de ces populations sont élus de manière démocratique. Autrement dit, les citoyens non-résidents élisent leurs délégués, qui les représentera au parlement en tant que députés. Ce système permet aux immigrés de participer à la prise de décision politique et de pouvoir prononcer leurs problèmes et leurs opinions devant les autorités. Toutefois, ce système risque de forcer également les immigrés d'être impliqués plus intensivement dans la politique de pays d'origine.

Une des particularités distinctives de la démocratie c'est d'ouvrir la voie pour différents groupes sociétaux d'être représenté au niveau d'État. De même, la légitimité dans la démocratie est assurée par le pluralisme à travers le système de représentation. Quant au contexte turc, la plus grande entrave devant la démocratie turque, outre que le barrage électoral, c'est certainement le problème de représentation chez les Turcs à l'étranger (Gündoğmuş, 2021: 775). Il ne serait pas faux d'accentuer que, ce manque de représentation est une des puissances motrices pour les immigrés de voter en leur grande majorité, avec les sentiments d'appartenance et de nostalgie sans avoir une motivation relativement plus pragmatique. Toutefois, il est important de noter que lorsque nous écrivons ces lignes, CHP, parti principal de l'opposition a rendu la proposition de loi au parlement pour fonder les circonscriptions transnationales pour que les émigrants puissent être présentés par les députés élus par eux-mêmes (Cumhuriyet Halk Partisi, 2022).

5.1.1.3. Rhétorique du « Grand Pays »

Une des motivations qui conduit les immigrés d'aller voter aux élections en Turquie, c'est la rhétorique du grand pays et de l'État fort qui se fait expliquer par l'attachement nostalgique et émotionnel au pays d'origine. Par définition, cette expression est un reflète de l'identification psychologique au pays d'origine, et sans surprise, c'est une rhétorique souvent prononcée par les Turcs à l'étranger. Selon Adar, qui se focalise sur les Turcs de l'Allemagne, (2019 :22), cette rhétorique de fierté découle des succès de l'Ak Parti, non seulement au niveau intérieur mais aussi extérieur du pays. Il serait pertinent d'invoquer que, d'abord, la même rhétorique est visiblement rependue chez la plus grande partie -politiquement parlé- de la population turque. Second, cette rhétorique a des connotations similaires, voire identique, chez une partie des Turcs de Strasbourg comme celle des Germeno-Turcs. Cependant, ce que nous essayons de voir à l'égard de cette rhétorique, ce n'est pas le rôle que la *Grande Turquie* joue dans les motivations électorales, mais plutôt, la manière dont le vote externe influence l'image de Turquie chez les Turcs de Strasbourg.

Droit de vote externe est un grand pas en termes des politiques de diaspora. C'est ainsi qu'un pays devient « un grand pays ». De même, le droit de vote est un indicateur important dans le sens où les émigrants s'attachent au pays d'origine. Comment on peut former une diaspora sans être attaché au pays natal ? Donc c'est pour cela que, le droit de vote est correct. (İ, Homme, 55 ans, UID)

Selon İ, un des indicateurs d'être un grand pays, c'est de l'émancipation de droit de vote pour les citoyens à l'étranger. Toutefois, la raison pour laquelle la rhétorique est aussi répandue, n'est pas totalement indépendante des conditions de socialisation. Comme la fameuse « fierté d'être Turc », la rhétorique du grand pays est relativement plus rependue dans la culture de quartier, les endroits à la fois d'amitié et de concurrence où les Turcs de Strasbourg interagissent avec d'autres communautés immigrées comme les Maghrébins. L'amour et l'appréciation forte de ces dernières pour le Président Turc, Erdoğan (Bonzon, 2019 : 96 ; Débarre & Petek, 2022 : 172), peuvent être donc considérés comme un capital symbolique qui renforce la fierté d'être originaire de Turquie, *un grand pays*.

Quand le président turc se bat avec quelqu'un, il y a un groupe ici, qui interprète ces disputes comme une démonstration de la puissance. Ils disent « combien on est fort, Erdoğan tient tête avec le président de tel ou tel pays ». Erdoğan et Macron se sont disputés quelquefois ces dernières années. Les Turcs de Strasbourg, surtout les jeunes générations en étaient tellement fières. Ils se sentent plus Turc. (B, Homme, 42 ans, CHP)

Ce qui est intéressant, et mérite une attention particulière, B défend l'idée que quand il s'agit des disputes au niveau politique entre dirigeants des pays, les Turcs de Strasbourg sont plus inclinés à mettre en avant leur identité turque, ceci renvoie à un nouveau modelé d'attachement, que l'on appelle dans le cadre de cette recherche, *une Turcité politique*. Le même phénomène est également souligné par Débarre et Petek (2022 : 154) vu que quand il y a un débat entre les deux pays, la majorité des Franco-Turcs se positionnent à côté de la Turquie mais pas de la France.

Bref, l'obtention du droit de vote a changé la manière dont les institutions étatiques et la politique turque s'attachent aux Turcs de Strasbourg, car cette population représente aujourd'hui, non seulement une ressource financière ou une puissance de lobbying, mais au-delà, une ressource importante de vote. D'ailleurs, les Turcs de Strasbourg deviennent plus intéressés par les politiques de Turquie, alors qu'il s'agit aujourd'hui des jeunes générations qui se sentent plus Turc quand il s'agit des politiques, alors que ces dernières, dans leurs grandes majorités sont à peine turcophones, et ont une connaissance visiblement limitée sur la Turquie.

5.1.2. Rapport entre les Turcs de Strasbourg et la Société en Turquie

Un des réseaux relationnels qui seraient potentiellement influencés par l'émancipation du droit de vote, c'est sans doute, le rapport entre les communautés turques à l'étranger et les Turcs résidant en Turquie. En effet, les Turcs à l'étranger ont longtemps été l'objet de la catégorisation stéréotypique, ou même, la stigmatisation par leurs compatriotes non migrants. Les éboueurs, les *Alamanci*⁴⁶, sont quelques appellations pour déterminer les Turcs à l'étranger, et elles contiennent à la fois une méprise et une envie en même temps. Les Turcs de Turquie en ont

⁴⁶ Deutchlander, ce qui vit en Allemagne.

envie, parce que les revenus économiques des *éboueurs* sont largement au-dessus par rapport à leurs compatriotes non-migrants mais originaires de la même couche sociale. Cela fait naître une autre appellation par les Turcs de Turquie, souvent utilisée pour les Turcs à l'étranger, les *Paralı*⁴⁷ (Ertul, 2009 :132).

À l'origine de cette méprise se trouvent les occupations subalternes qu'occupaient les Turcs d'Europe occidentale, et c'est pour cela que les appellations deviennent péjoratives, car, les Turcs à l'étranger, perçus comme les éboueurs sont en revanche, *paralı*. Il est toutefois possible de dire qu'il s'agit toujours une perspective stéréotypique et stigmatisante contre les Turcs de l'Europe, qui sont considérés comme les immigrés qui envoient régulièrement de l'argent en Turquie, donc qui sont riches, mais qui tissent les relations opportunistes, et finalement, ce qui provoque les sentiments négatifs chez les Turcs de Turquie (Gökalp-Yılmaz, 2017 : 1485).

Quant à la question de droit de vote, la perspective des Turcs de Turquie est d'abord basée sur l'interrogation de la légitimité du droit de vote externe, qui n'est pas du tout isolée des tendances politiques visibles des émigrants. Autrement dit, selon une partie des Turcs de Turquie, le droit de vote peut être à la fois légitime, ou non, mais c'est qui est déterminant, c'est le parti pour lequel on vote.

Les partisans de l'Ak Parti apprécient ce qui ont voté aux élections en Turquie. Cependant, les partisans des partis opposants, ils disent « Vous ne savez pas ce que nous vivons ici. Ce que vous faites, c'est l'empiètement ». (K, Femme, 34 ans, indépendante)

5.1.2.1. Un Nouveau Stéréotype : Ak Partili ⁴⁸

Une des particularités les plus importantes apportées par l'obtention du droit de vote, c'est d'être visible dans le champ politique. Autrement dit, vu que les votes externes se faisaient rajouter aux votes internes à l'époque, car le seul moyen de voter pour les immigrés de venir jusqu'aux douanes ou de rentrer en Turquie, donc les votes des Turcs résidant dans tel ou tel pays, ou telle ou telle région restaient

⁴⁷ Ce qui a plein de flic.

⁴⁸ Ce qui soutient l'Ak Parti.

relativement anonyme en se mélangeant avec toutes autres scrutins. Or, aujourd'hui, les votes des Turcs à l'étranger sont bien plus visibles étant donné que le Conseil Électoral Supérieur⁴⁹ affiche les scrutins et les votes provenant de chacun des établissements étatiques à l'étranger. Le fait que les Turcs de Strasbourg sont visiblement plus inclinés à voter pour l'Ak Parti et pour la coalition républicaine, provoque des sentiments négativement stéréotypés sur cette population chez une partie des Turcs de Turquie.

Les autorités politiques rendent les Turcs de Turquie très énervés contre nous. L'été dernier, j'étais allongé sur la plage en Turquie. Il y avait un monsieur qui a murmuré, en passant à côté de moi, « Wow ! Votez pour l'Ak Parti, et venez ici faire des vacances comme des rois ! Quelle belle vie hein ? ». On nous appelait comme les Alamancı à l'époque, et maintenant nous sommes devenus les Ak Partili (il rigole). (B, Homme, 42 ans, CHP)

Les appellations stéréotypiques utilisées pour les Turcs à l'étranger, qui renvoient en générale sur les positionnes socio-économiques de ces derniers ont commencé à avoir les connotations plus politiques en raison de la visibilité des votes. Au-delà de la question de légitimité, le soutien notable des Turcs de l'Europe pour le parti gouvernant, tenu responsable pour la forte crise économique que la Turquie fait face actuellement suscite des réactions négatives contre.

Il n'y a pas longtemps, on jouait au jeu de cartes au café de mon village à Kayseri. On discutait sur les politiques. Un ami m'a dit « toi, tu ne connais pas la vérité de notre pays. Tu échanges ton 1 euro contre 10 liras. Tu ne connais pas ici ». Naturellement, ils tiennent l'Ak Parti responsable de ces problèmes. Et vu que la partie majeure des Turcs en Europe sont originaires de l'Anatolie centrale, donc les votes pour l'Ak Parti sont en surnombre, ces réactions négatives sont généralisées. (N, Homme, 47 ans, FTF)

Selon les Turcs de Turquie, leurs compatriotes résidant en Europe votent de manière irresponsable sans avoir une idée par rapport à la réalité de la Turquie. Ce cas de nervosité fait émerger un nouveau stéréotype, *les gurbetçi* deviennent donc les *Ak Partili*. Ce nouveau stéréotype est exprimé par plusieurs interviewés.

⁴⁹ Yüksek Seçim Kurulu

Comme la majorité des Turcs de l'Europe vote pour l'Ak Parti, donc les Turcs de Turquie nous font fondre dans la même coupelle. Regardez par exemple, les vidéos des interviews de rue. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Les interviews de rue, récemment devenus un phénomène bien rependu en Turquie, reflètent bien les idées des gens éventuels sur certaines questions politiques et économiques. Dans les vidéos⁵⁰, il y a très souvent la confrontation entre les *gurbetçi* qui défendent le parti gouvernant et le Président Turc Erdoğan et les Turcs résidant en Turquie, qui tiennent l'Ak Parti et Erdoğan responsable de la situation difficile du pays. Ces vidéos, ayant reçus à peu près deux cent milles de vus provoquent la médiatisation des disputes entre les Turcs de Turquie et les Turcs de l'Europe. La médiatisation et l'attention notable que ces vidéos attirent donc aliment la stigmatisation des *gurbetçi*. D'un autre côté, d'autres plateformes web tel que *ekşisözlük*⁵¹, un des sites web les plus fréquentés en Turquie, a des contenus exclusivement pour les votes externes. D'ailleurs, il y a un appel à solidarité pour annulation du droit de vote des émigrants turcs qui a reçu plus de deux milles de commentaires⁵². Ces exemples montrent que déjà, il s'agit une opinion publique négative sur la question de la participation politique des Turcs à l'étranger, car à cause de leurs préférences politiques, les *gurbetçi* ne sont pas vraiment apprécié par une partie notable des locaux.

*Il est vrai qu'il y a une irritation liée au pourcentage des votes pour l'Ak Parti. L'influence des votes des Turcs de l'Europe, c'est à peu près 1-2 %. Mais c'est le pourcentage grâce auquel les candidates gagnent ou perdent les élections en Turquie. Et donc, les Turcs de Turquie montrent des réactions brusques. Mais ces réactions ne contiennent aucun sens politique, elles s'appuient sur la rhétorique de « tu vis à l'étranger, tu t'en fous en tout cas⁵³ ». Ce que les Turcs de Turquie n'arrivent pas à comprendre, c'est qu'aller voter pour un *gurbetçi*, ce n'est pas économique. Les gens ici, ils pensent que c'est une question de patriotisme. (A, Homme, 57 ans, COJEP)*

⁵⁰ Il se trouve une centaine de vidéos sur « www.youtube.com », dans lesquelles les *gurbetçi* et les locaux se disputent à cause des tendances politiques et parfois, la tension augmente tellement que les deux côtés s'attaquent physiquement.

⁵¹ *Ekşisözlük* est un dictionnaire participant, le 6ème site web les plus fréquentés en Turquie.

⁵² Pour lire les détails, voir: <https://eksisozluk.com/gurbetci-oy-hakkinin-iptali-kampanyasi--6329338>

⁵³ La version originale de l'expression est « *Sen gurbettesin, tuzun kuru tabi* ».

A souligne que d'un côté, les Turcs de Turquie n'ont pas tout à fait raison en réagissant ainsi, car le fait de voter ne signifie pas la même chose pour un *gurbetçi* que pour un Turc de Turquie. Pour ce premier, cela signifie une appartenance et un attachement indiscutable, alors que ce dernier cherche toujours un pragmatisme sous-jacent. En tant que partisan de l'Ak Parti, A rajoute :

La considération du droit de vote comme un développement servant aux intérêts de l'Ak Parti n'est pas correcte. D'abord, différemment de ce qu'ils imaginent, la vie n'est pas aussi facile ici. Et deuxièmement, vu que les gurbetçi vont en Turquie par intervalle, donc nous sommes capables de mieux voir les développements. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

A légitimise les votes externes selon lui car les Turcs à l'étranger sont capables d'observer les changements positifs grâce aux allers-retours intervalles. Les opinions d'A restent intéressantes, car de perspective franco-turque ce dernier n'apprécie pas le droit de vote externe car il peut provoquer l'éloignement de la réalité du pays de résidence, la France, alors qu'il le trouve légitime, car les émigrants sont capables de mieux voir les transformations.

5.1.3. Conclusion

Enfin, il est possible de dire qu'une des pistes qui ont été transformée par la participation politique des Turcs de Strasbourg via votes aux élections en Turquie, ce sont les relations entre la Turquie et les communautés turques -et originaires de Turquie- à Strasbourg. Il faut parler de deux grandes lignes qui sont visiblement transformées, c'est d'abord l'attachement au pays d'origine des immigrés. Quant à la deuxième ligne, c'est plutôt la perception des Turcs de Strasbourg par les politiques turques et par la société turque résidant en Turquie. Dans cette partie, le but était de démontrer ces transformations d'un point de vue turc depuis 2012.

Il faut d'abord souligner qu'une fois obtenu le droit de vote, les Turcs à l'étranger sont devenus politiquement visibles, car les votes sont désormais enregistrés précisément, et que l'on sait que les Turcs de tel ou tel pays, même, telle ou telle ville et région votent tel ou tel parti. Il ne serait pas contradictoire de dire que les Turcs de Strasbourg ont gagné une importance, car ils sont considérés comme une

ressource importante de vote. C'est pour cette raison que les politiciens ont commencé à fréquenter Strasbourg de manière plus souvent. Alors que l'augmentation dans la fréquence des visites que font les politiciens turcs sont parfois interprétées comme des efforts opportunistes, une partie de la population pense que c'est la première fois que les Turcs de Strasbourg sont traités comme il faut.

D'un autre côté, si les politiques visent à trouver une solution pour les problèmes sociaux, il faut dire que la grande majorité des problèmes quotidiens des Turcs de Strasbourg ne sont pas réglables par les autorités turques. C'est pour cela que, la participation politique via votes des Turcs de Strasbourg, comme toutes autres communautés transnationales, risquent de ne pas faire référence à une démocratie participante. Ceci est évidemment lié à ne pas être représentés au Parlement turc, ce qui fait d'eux un instrument potentiel de *soft power* et une simple ressource de vote.

Regardant le paysage général dans le monde, il est possible de dire que tous les groupes transnationaux capables de voter aux élections de pays d'origine ne risquent pas de devenir les instruments de lobbying, car il y a des pays où se trouvent les circonscriptions à l'étranger, c'est-à-dire, les communautés immigrées élisent leurs propres députés pour les représenter aux parlements. Toutefois, ceci n'est pas le cas pour les Turcs à l'étranger car les votes externes se rajoutent aux votes nationaux. Autrement dit, les Turcs votent ne pas pour élire leurs représentants. Tous les interlocuteurs, sauf le représentant de l'UID ont souligné qu'émancipation du droit de vote externe sans établir des circonscriptions à l'étranger coïncide les immigrés dans la réalité du pays d'origine, en les orientant exclusivement vers le pays d'origine. D'un autre côté, ceci provoque une nouvelle mode de stigmatisation à travers le stéréotype de *Ak Partili*, au lieu d'*Alamanci*.

À la lumière de tout ce qui a été expliqué précédemment, il s'émerge un nouveau modèle d'attachement transnational chez les Turcs de Strasbourg. Ce modèle démontre l'identification politique au pays d'origine malgré des années passées à l'étranger, malgré le fait d'avoir été cultivé dans le système éducatif de France et de parler le français comme sa langue maternelle, malgré les revendications identitaires hybrides, comme montraient Kaya et Kentel (2005 : 51). Ce modèle d'identification explique notamment, le fort intérêt sur les politiques turques chez les nouvelles générations ayant des connaissances limitées par rapport à la Turquie. Différemment de la manière d'attachement nostalgique, sentimental ou physique, qui

étaient rependus il y a quelques décennies, cette nouvelle manière d'attachement peut être considérée comme une affiliation à la vie et à l'actualité politique turque. Cet intérêt pour la vie politique turque, qui a une puissance bien limitée en termes de pouvoir changer la vie des Turcs de Strasbourg, peut se faire expliquer alors par cette nouvelle mode d'attachement, un nouveau concept, la *Turcité politique*.

La Turcité politique comme un nouveau concept développé dans le cadre de cette recherche a évidemment des similitudes avec les concepts de la même catégorie, comme la citoyenneté externe chez Bauböck ou la citoyenneté politique externe chez Lafleur. Selon Bauböck (2009 : 482-6), la citoyenneté externe signifie la capacité d'individu d'appartenir politiquement à toutes les deux sociétés politiquement déterminées. La citoyenneté externe fait aussi référence les pratiques pour appartenir également à la société du pays d'origine, mais cette appartenance est exclusivement politique, alors que la Turcité politique renvoie à un statut plutôt sociologique et un process exclusif qui affaiblit l'autre. Autrement dit, contrairement à la citoyenneté externe, la Turcité politique et l'intégration politique en France ne peut pas exister de concert. De même, elle est différente du concept de la citoyenneté politique externe chez Lafleur (2016 : 454) étant donné que ce dernier n'a aucune connotation sociologique, mais exclusivement un statut légal qui se compose de trois dimensions : la consultation, la représentation et la participation. Or, le concept de Turcité politique est un composant identitaire et il renvoie à un nouveau modèle appartenance transnationale exerçant une influence depuis le pays d'origine sur l'espace social transnational.

Différemment aux autres concepts, la Turcité politique influe d'autres éléments composant l'identité des Turcs de France. Les mots de Maalouf seront explicatifs : « *L'appartenance, qui est en cause – la couleur, la religion, la langue, la classe...- envahit alors l'identité entière* » (Maalouf, 1998 : 34). Dans le contexte de Turcité politique, malgré le fait de devenir de plus en plus français découlant des années passées en France, l'appartenance politique en Turquie domine sur d'autres composants identitaires. L'intérêt à la politique turque, surtout l'appréciation pour gouvernement et au président actuel dépasse souvent l'image nostalgique de Turquie. L'image de la Turquie peut d'un autre côté se confondre avec le gouvernement et le président actuel. Par conséquent, à ce qui les émigrants sentent une nostalgie, ce n'est pas seulement la Turquie, mais aussi la manière dont elle est gouvernée. La

raison pour laquelle, les émigrants font référence souvent les ponts, les routes et les hôpitaux, en exprimant leurs sentiments envers la Turquie.

Les Turcs de Strasbourg vont en Turquie par intermittence. Donc ils parlent souvent des développements et des améliorations qu'ils observent. L'expansion du gaz naturel par exemple. [...] Les émigrants peuvent comparer les deux pays. Il y a des problèmes économiques en Turquie, oui, mais les Turcs de Turquie ne voient pas les développements et améliorations au niveau d'infrastructure. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

L'image de Turquie a été imposée chez les Turcs de France par le média qui parle toujours des investissements de l'infrastructure en Turquie. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Il est à noter que la turcité politique est un modèle d'attachement qui ne découle pas seulement de l'obtention du droit de vote. Mais, il serait pertinent de dire que, en devenant plus français dans tous les sens, la turcité exclusivement politique ne doit pas être totalement isolée de pouvoir participer aux élections en Turquie. Au contraire, même si ce n'est pas le seul paramètre, mais le droit de vote externe joue un rôle primordial dans la formation de la turcité politique. D'une autre part, la turcité politique est un phénomène répandu plutôt chez les populations plus inclinées à tisser les relations émotionnelles et psychologiques avec la Turquie, c'est-à-dire, les groupes qui font partie des courants politiques conservateurs et nationalistes.

5.2. Influences du Vote Externe sur les Relations Entre les Turcs de Strasbourg et la France

Un dernier rapport susceptible d'être influencé et donc transformé par l'obtention du droit de vote est basé sur les relations entre les Turcs de Strasbourg et la France. Sans surprise, une fois que les Turcs de Strasbourg sont devenus politiquement visibles aux élections en Turquie, il y'aurait des répercussions à l'égard des Français. Surtout, comme souligné dans la discussion sur les motivations des Turcs de Strasbourg en allant aux urnes, des votes à distance risqueraient d'éloigner les Turcs qui ont finalement eu la parole aux élections en Turquie de la vie politique française. Ou, après avoir obtenu le droit de vote, les Turcs de Strasbourg seraient-ils plus concernés par les politiques français ? Comme on en a discuté dans le cadre théorique, les deux scénarios sont observés dans la littérature et donc possibles. Dans cette partie, nous allons essayer de comprendre une réponse pour la manière dont l'obtention du droit de vote à distance influe les relations entre les Turcs de Strasbourg et la France.

Il y a deux points à garder à l'esprit. D'abord, les relations interétatiques entre la France et la Turquie jouent un rôle non-négligeable dans la formation du rapport entre les Turcs de Strasbourg et la France -que ça soit les institutions Étatiques ou la société civile. Notamment, les exemples comme la tension visiblement augmentée entre Macron et Erdoğan, les textes que diffusent les journaux français⁵⁴ qui ont entraîné des répercussions considérables et les accusations réciproques des deux leaders⁵⁵ contre l'un et l'autre sont quelques incidents qui ont effectivement entraîné des conséquences également dans la perception des Turcs non seulement par les politiques françaises, mais aussi par la société civile, qui partage leur quotidien avec ces derniers. L'étude de l'enquête de Harris Interactive, préparée par Levy, Bartoli et Gautier sur les politiques étrangères de France montre que la Turquie est le premier pays à être considéré comme une menace par les Français (2021 : 17). Evidemment, ce manque de confiance, voire, considérer la Turquie comme une menace entraînerait

⁵⁴ Pour illustrer, Le Point datant du 24.05.2018, dont la page d'ouverture était réservée à une grande photo d'Erdogan avec le titre « Le Dictateur, Jusqu'où ira Erdoğan ? ».

⁵⁵ Une des accusations concernant cette recherche, c'est l'accusation de Macron contre Erdoğan qui ingère dans la vie politique française en utilisant les communautés turques à l'Hexagone (Bras, 2021, Mars 24).

des conséquences en termes de perception des Turcs de France par les locaux sachant que deux tiers des Turcs de Strasbourg votent le gouvernement actuel, susceptible d'être tenu responsable pour cette transformation en une menace.

Un deuxième point, le fait que malgré les années passées à Strasbourg, les discussions sur l'intégration des communautés turques demeurent. La langue, le communautarisme, la radicalisation ou le niveau faible de scolarisation par rapport aux autres communautés migrantes, ainsi que les mariages endogamiques sont quelques questions dont les Turcs sont interrogés non seulement par la société locale, mais aussi par les chercheurs. Et maintenant, il s'y ajoute l'intervention de la politique turque.

Nous sommes coincés dans les politiques turques, alors qu'on avait jeté nos racines en France il y a longtemps. Les jeunes, ils ne vont jamais retourner en Turquie. Déjà, ils ont une connaissance très limitée, mais ils sont tenus au cœur des discussions politiques en Turquie. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

K explique la situation des jeunes français, issus de l'immigration turque tandis qu'A parle des plus âgés.

Nous, les Turcs, nous sommes toujours loin d'avoir la conscience d'être « d'ici ».. C'est comme si que nous sommes ici par obligation mais pas par préférence. On n'est toujours pas vraiment établis ici. S'il n'y avait pas de problèmes économiques, %60 - %70 seraient retournées en Turquie. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Une comparaison des discours de K et A montre qu'il s'agit de deux populations bien différentes en termes du devenir *français* et de volonté de vivre en France, d'âge, de culture, de perception de Turquie. D'une part, les Turcs de France, relativement plus âgés et qui sont relativement moins intégrés socialement, d'autre part, les Franco-Turcs, autrement dit les jeunes générations françaises issues de l'immigration turque en France, qui sont parfaitement francophones et qui grandissent dans le système éducatif français. Étonnement, pour ces deux populations différentes, la vie politique turque joue un rôle presque de même importance.

5.2.1. Influences du Droit de Vote sur le Rapport avec la France Depuis Perspective Immigrée

Comme discuté dans le cadre théorique, il s'agit des recherches qui montrent que les pratiques transnationales peuvent influencer l'intégration de manière à la fois tonifiante ou atténuante. Partant de ce principe, il serait pertinent d'invoquer que le droit de vote à distance comme pratique transnationale aurait une influence sur l'intégration des migrants et les citoyens issus de l'immigration. Or, comme on a souligné, la théorie en matière de transnationalisme ne peut pas être totalement isolé de la réalité du terrain. Au contraire, le transnationalisme met en avant ce qui est plutôt lié au terrain. Il est donc important, en essayant de comprendre les influences de l'obtention du droit de vote sur les Turcs de Strasbourg, de comparer l'intérêt des Turcs de Strasbourg aux politiques de deux pays : la France et la Turquie.

5.2.1.1. Question d'Intégration Politique

Nos interlocuteurs avaient accentué que l'intérêt aux politiques du pays d'origine chez les Turcs de Strasbourg peut potentiellement découler par l'instinct d'accomplir une tâche de citoyenneté et de démocratie. Par définition, la démocratie signifie tout simplement le principe que le peuple choisit les personnes qui les dirigeront. Toutefois, quand il s'agit du contexte transnational, comme les Turcs de Strasbourg, les électeurs qui vont aux urnes pour les élections dans le pays d'origine ne votent pas pour élire les politiciens qui les dirigeront. Au contraire, avec une attitude nostalgique et émotionnelle, ils votent pour les personnes à diriger leur pays d'origine, où les Turcs de France passent en leur grande majorité, seulement quelques semaines.

À 250km d'ici, il y a des villes où les Turcs sont enregistrés au Consulat Général Turc de Strasbourg. Ils viennent à Strasbourg pour voter en franchissant cette distance. Ils payent même pour louer des bus pour venir voter. Mais d'autre part, on est tellement désintéressé par la politique française. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Dans la littérature, à notre connaissance, il n'y a pas de recherche qui se focalise spécifiquement sur la participation politique des Turcs aux élections en France, et donc, ni une comparaison entre les intérêts à la politique française ou turque. Cependant, pour donner un chiffre approximatif, il serait possible dire que seulement 10 % des Turcs de France participent aux élections françaises⁵⁶. Quant à la question de l'influence de participation électorale aux élections dans le pays d'origine sur la participation électorale aux élections dans le pays de résidence, il ne serait pas faux de dire qu'il s'agit d'une corrélation positive.

Ceux qui votent aux élections en Turquie, ils ne votent pas aux élections françaises. Je vous assure que, le taux de ceux qui ne votent pas aux élections françaises à cause d'avoir voté aux élections turques, c'est au moins 50 % de ceux qui ont le droit de vote en France. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

Uslucan et Souer (2021 :120) montrent que, après avoir obtenu le droit de vote aux élections turques, l'intérêt des Turcs de Rhénanie-du-Nord-Westphalie dans la politique allemande n'a pas augmenté, mais a suivi une fluctuation d'augmentation et de diminution. Ceci signifie que, sans prendre en considération les trajectoires sociologiques des immigrés, une analyse catégorique risquerait de ne pas être correcte. Pour préciser, par exemple, pour un immigré intéressé par la politique, c'est-à-dire qui suit de près à la fois la politique turque et française, aller aux urnes pour les élections turques peut signifier un acte pragmatique. Cependant, pour ce qui n'est pas vraiment intéressé par la politique française, mais suit la politique turque à travers la télé et les médias sociaux, participation électorale aux élections dans le pays d'origine peut provoquer un désintérêt à la politique française. Quant au contexte des Turcs de France ayant la nationalité de deux pays, participation électorale aux élections en Turquie est visiblement plus élevée qu'en France (Débarre & Petek, 2022 : 175).

Les Turcs de Strasbourg n'étaient toujours pas trop intéressés par la politique française. Une fois qu'on a commencé à voter aux élections turques, on est devenu totalement désintéressé par la politique française, car cette conscience de citoyenneté a été récompensée par la Turquie. (B, Homme, 42 ans, CHP)

⁵⁶ Cette information a été prise de la chronique d'Ariane Bonzon, spécialiste française de Turquie (Bonzon, 2015, Juin 6).

La citoyenneté et la nationalité sont deux concepts qui se définissent avant tout par l'appartenance à une communauté politiquement déterminée. Ainsi, l'identité de citoyen dérive donc de la participation à la vie publique des immigrés (Kastoryano, 1997 : 5). Depuis cette perspective, la participation active à la vie politique dans le pays d'origine, qui devient possible à travers le vote externe, ouvrirait la voie pour une discussion de la citoyenneté transnationale. Or, il ne serait pas tout à fait correct de dire qu'il y a eu une période où les Turcs de France ont été intéressés par la politique du pays de résidence, au contraire, ils étaient plutôt désintéressés depuis les premières années de l'immigration turque en France. Cependant, en tant que nouveau mode d'attachement au pays d'origine, la Turcité politique fait les immigrés remplir le vide politique en renforcent l'intérêt à la politique de Turquie, et par conséquent, aboutit à des transformations sociétales.

Après 2012, les partis politiques turcs ont ouvert les divisions à Strasbourg ou celles qui existaient déjà ont gagné un progrès. Alors, de ce fait, des groupes résidant en France mais attachés politiquement en Turquie sont émergés. Ces groupes ont mis une distance avec les institutions françaises et se sont positionnés à l'égard de la politique turque. Naturellement, ce n'est pas bien pour la France, puisqu'au final, la France voudrait que ces gens deviennent des vrais français. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

D'un point de vue français, les Turcs se trouvent à nos jours parmi des communautés immigrantes relativement plus anciennes -comparant aux Syriens, Afghans, Tchétchènes et Ukrainiens dernièrement- au bout de plus d'un demi-siècle. Pourtant, le paysage que les communautés turques désignent même aujourd'hui peut être considéré toujours plus ou moins résistantes à l'intégration, comme démontre l'enquête de l'Observatoire de l'Immigration et de la Démographie (2021 : 6-7), et surtout contre l'intégration scolaire (Beauchemin et al., 2022 : 2). Cette question de l'intégration reste naturellement sur le point central des interrogations françaises par rapport aux communautés immigrées. Ainsi, la participation électorale aux élections du pays d'origine est une activité exerçant une influence négative sur l'intégration politique et évidemment elle ne serait pas appréciée par la France.

Contrairement à ce qui a été dit par la grande majorité de notre échantillon, le discours de I de UID reste toujours exceptionnel. Selon lui, participation électorale

aux élections en Turquie permet les Turcs de Strasbourg à gagner un intérêt dans la politique française.

Participation aux élections turques a augmenté l'intérêt aux politiques françaises. Si ceci n'est pas visible dans les chiffres, les gens sont devenus plus conscientes politiquement, ils ont gagné un intérêt à la politique. (Î, Homme, 55 ans, UID)

L'idée de Î est compatible avec les modelés *positives* prononcés par Oeppen, Erdal & Oeppen ou par Tsuda, comme on a démontré dans la discussion théorique. Cependant, cette influence *additive* c'est-à-dire la corrélation positive entre l'activité transnationale et l'engagement dans le pays de résidence, dans le contexte de Turcs de Strasbourg n'a été prononcé que par Î. Étant donné qu'il n'y a pas de recherche en la matière dans la littérature, il ne serait pas possible d'invoquer les chiffres pour une certitude au moins approximative. Toutefois, le paysage général montre que l'obtention du droit de vote à distance aux élections en Turquie n'a pas positivement influencé l'intérêt à la politique françaises, au contraire, elles les en ont éloigné.

5.2.1.2. Perspective Sociale

Si les discussions sur la socialisation des Turcs de France demeurent encore aujourd'hui, c'est parce que les Turcs préfèrent en général de se socialiser de manière endogamique avec leurs compatriotes dans l'espace social transnational turc en France. Ce phénomène qui a été nommé dans la littérature comme le repli communautaire signifie le fait que les Turcs de France ne sont pas le groupe ethnoculturel possédant la plus grande volonté de se socialiser avec les Français ni avec d'autres groupes immigrants par préférence. Donc il ne serait pas faux de dire que les Turcs mènent des vies relativement plus isolées au sein des communautés turques. Par conséquent, il s'agit d'une double puissance motrice : les français risquent d'exclure davantage les immigrants n'étant pas intégré proprement, et à cause de cela, les immigrants risquent de résister davantage contre la domination des cultures locales et se positionnent encore plus loin.

Allons-y, sortons là-bas (en montrant la rue devant son bureau). Demandons aux Français de quoi ils pensent sur la Turquie ? Je vous dis. Ils vont dire

que la Turquie, c'est une dictature, il n'y a pas de liberté... Quoi qu'on leur dise, en vérité, les Français pensent que Erdogan est un dictateur. Naturellement, le soutien pour Erdoğan par les Turcs de Strasbourg incite une irritation chez les Strasbourgeois. Et puis, les Turcs deviennent plus isolés, plus exclus. (B, Homme, 42 ans, CHP)

L'explication de B montre combien une analyse sur le transnationalisme est dépendante du contexte. Autrement dit, il ne serait pas pertinent d'invoquer l'idée qu'une fois une communauté immigrée devient politiquement visible, elle risquerait d'être exclue par ce qui est autochtone. Or, dans le contexte turc, une population dont la majorité vote un politicien qui n'est pas vraiment apprécié et le pays sous sa direction est considéré comme le plus grand risque de faire face à des réflexions négatives.

Parfois, il y a des journalistes, chercheurs, fonctionnaires qui viennent nous consulter et nous écouter. La première question on nous pose : « Est-ce que vous soutenez l'Ak Parti ou vous avez des relations avec ? » Ils posent cette question de manière irritante, car ils en sont irrités. Ils ont une perception sur l'Ak Parti comme quoi, ce dernier est partout sachant que plus de 70 % des Turcs ici le soutient. (Y, Homme, 50 ans, SP)

Comme la nouvelle mode stéréotypique depuis une perspective turque, c'est-à-dire *Ak Partili* au lieu de *gurbetçi*, les Turcs de Strasbourg deviennent *Ak Partili* au lieu d'*immigrés turcs* depuis qu'ils ont commencé à voter à distance. Ce qu'explique Y en tant que représentant d'un groupe idéologique originaire de même courant politique que l'Ak Parti, c'est-à-dire le conservatisme islamiste politique, c'est qu'il s'agit d'une irritation par les locales contre ce qui soutiennent Erdoğan, c'est-à-dire la majorité des Turcs de Strasbourg. Sans doute, ceci incite des réflexes et réactions plus concrètes par les autorités et la société civile en France.

5.2.2. Réactions et Attitudes par la France et les Français

Dans sa recherche sur les Germano-Turcs, Mencütek démontre le dérangement chez les Allemands causé par la politisation des communautés turques en Allemagne (2015 : 17) et il ne serait pas faux de dire que ce dérangement reste compréhensible.

La raison principale de ce dérangement est basée sur la transplantation des problèmes politiques d'un pays vers un autre qui n'a rien à voir avec ce problème. Comme on en a discuté dans la partie sur les influences du vote à distance sur les dynamiques internes des communautés immigrantes, participation électorale transnationale peut d'abord inciter les questions de sécurité liées au rapport entre différents groupes politiquement déterminés. Puis, elle risque également de susciter la formation d'une conscience de citoyenneté symbolique priorisant le pays d'origine. De perspective immigrante, ces questions pourraient susciter l'instrumentalisation des communautés migrantes entre les politiques de deux pays. D'une autre perspective, celle du pays de résidence, la question de transplantation des discussions -pour ne pas dire conflits- politiques vers le pays de résidence ne serait pas sans répercussion.

5.2.2.1. Mesures Prises au Niveau Macro

Les pays européens qui font vivre des populations issues de l'immigration turque de taille relativement grande, tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche ou la Belgique, avaient bloqué les activités de l'Ak Parti en s'appuyant sur le fait que les activités perturbent de l'ordre public (Kaya, 2019 : 101). Sans surprise, la France serait non plus contente par la transplantation de la politique originaire de Turquie vers la France car le système laïc et républicain demanderait les immigrés bien intégrés dans tous les sens. Du coup, le fait de ne pas pouvoir faire les immigrés gagner une vision à la française pourrait renforcer davantage le mécontentement des autorités françaises envers les populations immigrantes. À côté de mécontentement lié aux attaches transnationales, le contexte Franco-Turc, c'est-à-dire attachement d'une population immigrée vers le pays d'origine considéré une menace ne serait forcément pas apprécié. Pour illustrer, il faut rappeler qu'en 2018 la demande d'un ressortissant Turc, a été rejeté à cause de son engagement politique envers la Turquie surtout, de sa sympathie envers président Erdoğan (Fransa, Türkiye'ye Siyasi Bağlılık, 2020, Février 1).

Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REZE, le 14 déc. 2019

DIRECTION DE L'ACCUEIL, DE L'ACCOMPAGNEMENT
 DES ÉTRANGERS ET DE LA NATIONALITÉ
 SOUS-DIRECTION DE L'ACCÈS
 À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Monsieur BUYUK Murat



(RAPPELÉZ CE NUMÉRO DANS
 TOUTE CORRESPONDANCE)
 Réf. préfecture :
 Réf. étranger :

s/c de Monsieur le Préfet
 du Doubs,
 service chargé des naturalisations

Monsieur,

Vous avez formulé une demande en vue d'acquies la nationalité française. Après examen de votre dossier de naturalisation, j'ai décidé, en application de l'article 48 du décret n° 93.1362 du 30 décembre 1993, de rejeter votre demande.

En effet, votre engagement politique envers votre pays d'origine étant avéré, votre loyalisme envers notre pays et ses institutions n'est pas garanti.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

REÇU NOTIFICATION A :
 Date :
 Signature :
 Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification, dans les conditions précisées au verso.

Pour le Ministre et par délégation
 L'attaché hors classe d'administration de l'État
 Adjoint au chef du bureau décrets de naturalisation

 PHILIPPE LANDRÈVE

Le service n'est pas ouvert au public mais peut être contacté :
 par courrier : 12 rue Francis Le Carval - 44404 REZE CEDEX
 par télécopie : 02 40 84 46 36 - par courriel : sdanf-accueil@interieur.gouv.fr

K donne un autre exemple depuis une perspective juridique.

Le fait que la majorité des Turcs de Strasbourg vote pour Erdoğan et qu'ils sont politiquement visible a des conséquences : « Ces gens (Turcs) soutiennent l'Ak Parti et quelqu'un qui soutient l'Ak Parti ne peut pas avoir une mentalité compatible avec nos valeurs françaises ». La loi sur les associations est directement liée à cela. La loi sur principes républicains datant de l'août a suscité beaucoup d'obligation et de limitation envers les associations. Une de ces limitations c'est que les associations ne peuvent plus orienter les membres à la participation aux élections d'un pays autre que la France. C'est-à-dire les associations turques ne pourront plus indiquer les membres de voter tel ou tel parti. (K, Femme, 34 ans, indépendante)

Il faut rappeler, dans un contexte similaire, le discours de leader populiste du parti ultra-nationaliste PVV des Pays-Bas, Geert Wilders, qui s'adresse aux Turcs en

disant qu'ils ne sont pas bienvenus aux Pays-Bas tandis qu'ils votent Erdoğan⁵⁷. Alors, si l'attachement à la politique turque n'est pas désirable pour le pays de résidence, ce n'est évidemment pas indépendant des orientations électorales des immigrés. Autrement dit, ce n'est pas de voter à distance, mais c'est plus tôt le taux des votes de l'Ak Parti, un parti dont le positionnement est considéré à l'opposition des valeurs fondatrice de la France, et ceci stimule un vrai mécontentement chez les Français. Donc, la France prend des pas pour que les Turcs ne soient pas exclusivement orientés vers la Turquie. Interdire les activités incitant la participation politique transnationale des immigrés fait partie de ces détournements en faveur de la France. La loi no 2021-1109 du 24 août 2021 indique que :

« Art. 167-2.-Il est interdit de tenir des réunions politiques dans un local servant habituellement à l'exercice du culte ou dans les dépendances qui en constituent un accessoire indissociable. Il est également interdit d'y afficher, d'y distribuer ou d'y diffuser de la propagande électorale, que ce soit celle d'un candidat ou d'un élu.

« Il est également interdit d'organiser des opérations de vote pour des élections politiques françaises ou étrangères dans un local servant habituellement à l'exercice du culte ou utilisé par un établissement public du culte ou par une association à objet culturel.

« Les délits prévus au présent article sont punis d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.⁵⁸

Il ne serait pas correct de dire que cette loi a été élaborée pour prendre mesure exclusivement contre les associations turques, ni que les associations turques ne font pas parties des raisons pour lesquelles cette loi a été élaborée. Selon K, capable de saisir le sujet à travers une perspective juridique, les associations turques jouent un rôle dans la prise de cette décision. La partie importante des associations turques sont des structures culte ou culturelles. Or, il ne serait pas pertinent de dire que ces dernières sont totalement isolées de ce qui est politique. Au contraire, comme susmentionné, dans le contexte Turc de Strasbourg, ce qui est politique est imbriqué voire, mélangé avec ce qui est culturel, ethnique ou bien même religieux, c'est-à-

⁵⁷ Dans cette vidéo, qui a eu des répercussions dans toute l'Europe, Wilders souligne le fait que la Turquie est un État islamiste est que les valeurs Européennes ne sont pas compatible avec l'Islam.. Pour voir la vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=Y5EoMdwkpgY>

⁵⁸ Pour lire la loi: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043964778>

dire, plus clairement, que les associations, quoi qu'ils fassent comme activité, ont en même temps une certaine attitude politique envers la politique turque. Elles deviennent donc souvent les lieux de propagande politique.

Parmi d'autres, Ülkücü Hareket, le mouvement idéaliste aurait une place exceptionnelle en examinant le positionnement de la France dans le contexte de la participation des Turcs de France aux élections en Turquie. En tant que groupe, représentant le courant idéologique du Milliyetçi Hareket Partisi⁵⁹, a été dissoute par le gouvernement après l'organisation de manifestations violentes contre l'Arménie lors de la guerre du Haut-Karabakh en 2020 (Arslan, 2021 : 30) qui entraînent des répercussions dans tout le pays (Violences entre Turcs et Arméniens, 2020, Octobre 10).

Examinez ce qui s'est passé à Lyon, vous verrez que c'est l'affaire du gouvernement français. C'est quoi cette histoire de « loups noirs » ?? (il rigole). Ceci a été organisé pour nous interrompre, car les Français sont conscients que nous sommes un groupe fort vu qu'ils sont conscients du poids des votes que nous recevons. Nous sommes capables d'assembler 1000-1500 Turcs en une demi-heure. Et naturellement la France n'aime pas ça. (N, Homme, 47 ans, FTF)

D'après N, dans ce qui s'est passé à Lyon, il y'avait une intervention provocative du gouvernement français, qui essayait de délégitimer le mouvement idéaliste car ce dernier a une certaine puissance. Examen de cette assertion, sans considérer si elle est réelle ou non, reste au dehors du cadre de cette recherche. Toutefois, vraie ou non, les « Foyers Idéalistes » ne peuvent plus exercer de manière légale à cause de la transplantation des conflits politiques Turco-Arméniens en France. D'autre part, en plus de votes qu'il reçoit, à peu près 10 % à Strasbourg, il faut souligner que le MHP est le partenaire principal de l'Ak Parti dans sa coalition.

Quelques années après l'obtention du droit de vote, nous avons entendu des rumeurs sur la suspension des cours de la langue turque aux établissements scolaires français. Ceci est causé par le changement dans les perspectives des professeurs qui viennent de la Turquie. Plus les Turcs de Strasbourg deviennent sympathisants de l'Ak Parti, plus la France dit que « Tu aimes l'Ak

⁵⁹ MHP, le parti ultra-nationaliste défendant l'idéal Turc-Islam. En France, il a pour nom « Fédération Turque de France ».

Parti et donc, tu ne pourras pas digérer les valeurs que l'on te donne à l'école. Tu as des écoles Coraniques, beaucoup de mosquées où tu peux apprendre le turc. Vas-y là-bas, il ne faut pas occuper mon école avec ces trucs ». (B, Homme, 42 ans, CHP)

Par la réforme du baccalauréat datant du 2018, l'enseignement des langues régionales et étrangères – autre que l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou l'italien est durement impacté. Le Turc fait partie des langues qui sont négativement influencées par la réforme. Sans pouvoir invoquer que cette réforme est liée à l'objectif de l'entraver ou de limiter les attaches transnationales des jeunes issus de l'immigration, il est possible de dire que les établissements scolaires français ne sont pas seuls à apprendre le Turc. Or, les écoles où la langue turque est apprise comme la langue principale de formation c'est les ELCO et les Instituts de Yunus Emre. La grande majorité des établissements scolaires où le Turc est appris se trouve en Alsace : 9 sur 17 (Yediyıldız, 2018 : 103). C'est pour ça qu'à Strasbourg, la lutte linguistique pour former les jeunes entre la Turquie et la France est relativement plus visible. Quant à la crainte de la France, elle est basée sur le fait que les établissements alternatifs tels que les écoles susmentionnées peuvent provoquer un éloignement du système éducatif français chez les immigrés. À part, il faut rappeler que les Turcs de France sont le groupe le moins présent dans le système éducatif français (Beauchemin et al., 2022 : 2).

Les Français voulaient déjà couper les relations entre les Franco-Turcs et la Turquie. Ceci a commencé par l'interdiction de l'importation des professeurs de la langue turque en France. Puis, avec les réglementations qui rendent impossible la réunification familiale et le mariage en Turquie... Mais le droit de vote à distance a ouvert une nouvelle voie à un attachement idéologique contre les politiques assimilationnistes de France. (A, Homme, 57 ans, COJEP)

Depuis quelques années, la France a intensifié ces initiatives pour renforcer sa domination sur les populations immigrantes. Les populations turques en France n'en sont pas manquantes. Les discussions autour de l'Islam de France⁶⁰, l'obligation de la connaissance de la langue française pour les profs du turc ou les difficultés

⁶⁰ Islam de France est une série des initiatives réformistes invoquée afin de faciliter la vie quotidienne des musulmans du pays en les débarrassant de tous les actes discriminatifs et islamophobes et de renforcer l'intégration et l'inclusion de ces derniers dans la vie sociale en France.

pendant les procédures du visa ou de carte de séjour sont quelques exemples. En revanche, la Turquie a établi l'obligation d'avoir un niveau au moins B2 en Turc pour les professeurs de l'Université de Galatasaray (Jégo, 2021, février, 20). Selon A, au lieu d'évaluer cette lutte linguistique de domination à travers la logique de la raison et du résultat, il est à savoir que la France allait prendre ces mesures pour limiter les relations transnationales des Turcs de France avec la Turquie et le droit de vote est devenu son prétexte. Les idées d'I sont convergentes avec.

Les sentiments d'appartenance affermis par l'obtention du droit de vote à distance ne sont pas compatibles avec les projets assimilationnistes que rêvait la France. J'ai connu beaucoup de gens qui n'ont jamais voté dans leurs vies. Ils votent maintenant, et c'est une pratique qui leur rappelle où ils appartiennent en vérité. Ceci est énormément dérangeant pour la France. Par exemple, c'est la raison pour laquelle Macron a donné un discours en disant qu'Erdoğan influe les Turcs de France. (I, Homme, 55 ans, UID)

Les explications d'I et d'A montrent encore une fois l'évidence que l'obtention du droit de vote a incité l'émergence d'un nouveau modèle d'attachement, la Turcité politique, mais cette fois, depuis le point de vue français. Ce qui est clair, c'est que la Turcité politique n'est pas trop appréciée par la France. Il est toutefois important de dire que la Turcité politique n'a visiblement pas de notion pragmatique capable de faciliter le quotidien des Turcs de Strasbourg.

5.2.2.2. Répercussions au Niveau Micro

À côté des réactions au niveau micro, qui proviennent du gouvernement et des décideurs, il s'agit aussi des répercussions à l'échelle quotidienne, mais de manière moins observable. Les Turcs de Strasbourg subissent des réflexes de la société française, avec qui ces derniers partagent le quotidien. La demande d'éloignement de la politique turque pour leur confier une positionne est un bon exemple.

J'étais la quatrième dans la liste des élections municipales. Le responsable m'a appelé un jour avant et m'a demandé de démissionner de ce que je fais au consulat. La mentalité est « Ok, elle peut être turque, mais il ne faut pas être tellement proche ». (K, Femme, 34 ans, indépendante)

Une fois le droit de vote est obtenu, les Turcs de Strasbourg se sont trouvés tenus au milieu des discussions sur la politique turque. Donc ils ont dû, plus au moins, se positionner à quelque part dans cette lutte de domination, et pour cette raison, de faire partie d'une certaine communauté dont les frontières sont déterminées par les préférences politiques ou tendances idéologiques. La visibilité politique que les Turcs ont depuis qu'ils ont commencé à voter à distance influe également les attitudes des relations civiles entre les Français et les Turcs de Strasbourg.

Le problème est que tous les Turcs sont fondus dans le même creuset. Les différences idéologiques ou culturelles sont ignorées. Pendant les manifestations de Black Live Matters, un ami français, qui savait que je suis Turc m'a dit « Il y a des gens qui meurent tous les jours en Turquie. Vous participez aux manifestations quand ce n'est pas la Turquie hein ? ». Idéologiquement, je suis contre toute sorte de violence et de conflit et je lutte pour ça. J'ai été énervé et je lui ai répondu « C'est toi, dont les grands-pères ont tué millions d'Algériens qui me dis ça ? ». Cette réponse n'était pas compatible avec ma vision du monde, et je regrette. (M, Homme, 53 ans, ASTU)

L'exemple de M est directement lié à la visibilité des votes des Turcs de Strasbourg car le fait que les Turcs de Strasbourg soutiennent dans leur grande majorité le gouvernement, et donc, ces derniers sont considérés comme les partisans sans garder à vue les différences idéologiques, culturelles ou même religieuses entre différentes communautés turques.

Les Français ne savent pas qui vote qui. Mais ils savent que les Turcs de Strasbourg votent aux élections en Turquie⁶¹, qui est une exigence d'être un grand pays. C'est-à-dire que les Français disent maintenant que la Turquie est un grand pays. (I, Homme, 55 ans, UID)

⁶¹ Pour donner un chiffre plus précise, il s'agit de 74.751 électeurs enregistrés à voter aux urnes à Strasbourg et qu'aux élections générale de 2018, le nombre des Turcs ayant voté est de 37.211. Information en détail se trouve sur le site web de journal Sabah: <https://www.sabah.com.tr/secim/24-haziran-2018-secim-sonuclari/fransa-secim-sonuclari>

5.2.3. Conclusion

Par conséquent, l'obtention du droit de vote à distance a incité les transformations dans les relations entre les Turcs de Strasbourg et la France. D'abord, le paysage général que nous montre cette partie, c'est que la remonte dans l'intérêt à la politique turque découlant de la participation électorale aux élections en Turquie risque d'affaiblir l'intérêt à la politique française, étant donné que cette mission de citoyenneté démocratique est récompensée par la participation politique en Turquie. Ce paysage général contribue également le concept de Turcité politique puisqu'il s'agit d'un groupe qui devient de plus en plus français -surtout les jeunes générations- mais en même temps, qui se positionne de plus en plus en dehors de la politique française. Notamment, les immigrés étant plus inclinés à aller aux urnes pour voter aux élections en Turquie à travers les motivations sociologiques ou nostalgiques, donc qui s'attache à la mère patrie de manière émotionnelle, sont susceptibles de s'éloigner davantage de la vie politique française. Ceci n'est naturellement pas apprécié par la France, qui prend des mesures afin d'augmenter son contrôle sur les immigrés qui provoquent une lutte de domination entre deux gouvernements, et finalement, ce sont toujours les communautés migrantes qui en sont victimes.

Il est important de souligner que ces circonstances ne sont pas indépendantes des préférences politiques des Franco-Turcs, qui votent majoritairement un leader et un parti, ayant transformé la Turquie en une menace dans les yeux des Français, et que c'est un fait tout à fait contextuel. D'une autre part, la tendance dans le sens où les Turcs de Strasbourg préfèrent les courants islamo-conservateurs-nationalistes – plus de 75 %- joue également un rôle central dans le positionnement des Français. De plus, les incidents tels que les manifestations de Lyon et puis la dissolution des Foyers Idéalistes en France montrent que non seulement la Turquie dirigée par Erdoğan, mais aussi quelques courants idéologiques transplantés en France sont également considérés comme une sorte de menace.

6. EN GUISE DE CONCLUSION...

La participation politique des émigrants dans le pays d'origine est un sujet qui attire d'attention depuis ces dernières décennies. Notamment, la participation électorale transnationale est dans le centre de focalisation de plusieurs disciplines, surtout la science politique, la sociologie de migration et l'anthropologie, étant donné que l'octroi du droit de vote pour les citoyens non-résidents devient de plus en plus répandu parmi les états, même si son application et la manière de le pratiquer varient. Quant au contexte turc, les citoyens non-résidents ont le droit d'aller voter aux urnes depuis les bureaux de votes établis dans leurs pays de résidence depuis l'année 2012 et qu'ils ont exercé ce droit pour la première fois en 2014. Il est clair que ce changement sociétal entraînerait des conséquences transformatives sur les Turcs résidant à l'étranger. Dans cette recherche, nous avons essayé de comprendre et d'expliquer ces transformations avec une concentration sur les Turcs de Strasbourg. Il est à savoir que Strasbourg est une ville que la Turquie attribue une attention visible en la considérant comme une forteresse turque au milieu de l'Europe.

Pour atteindre à la réponse de notre question centrale, nous avons organisé neuf entretiens avec des Turcs résidant à Strasbourg. La raison pour laquelle ces derniers ont été trouvés pertinents, ce n'est pas seulement parce qu'ils votent aux élections en Turquie, mais aussi qu'ils occupent tous des positions importantes, que ça soient les dirigeants des associations culturelles, les représentants Strasbourgeois des partis politiques turcs ou les professionnelles ayant une connaissance bien approfondie sur les Turcs de Strasbourg. Lors des entretiens, nous avons eu la chance de profiter non seulement des vécus de nos interlocuteurs mais aussi par leurs observations en tant que leaders d'opinion et acteurs actifs des communautés turques en France. Evidemment, travailler sur un sujet tellement sensible dans un contexte politiquement tendu a posé des difficultés à l'égard de l'accès au terrain. Tout de même nous avons collecté une quantité des données qui ont été analysées et finalement, les réponses ont été rassemblées sous quatre grandes parties.

Vu que les motivations électorales des Turcs de France -et donc de Strasbourg- n'ont pas été problématisées dans la littérature, mais que celles-ci auraient une certaine importance pour comprendre les transformations liées à l'utilisation du droit de vote externe, nous avons commencé par les raisons pour lesquelles les Turcs de Strasbourg vont aux urnes. Les données que nous avons collectées démontrent que les motivations principales des Turcs de Strasbourg de voter aux élections en Turquie sont basées sur les sentiments nostalgiques et sur une appartenance identitaire. Pour les émigrants résidant à Strasbourg depuis des années, avoir sa parole dans la politique du pays d'origine, auquel il s'agit toujours un attachement identitaire assez visible est un développement pour étancher la soif démocratique.

Largement appréciées par les Turcs de Strasbourg, le courant idéologique d'une Islam Politique, soutenu par l'Ak Parti fait partie joue un rôle déterminant dans la formation de la culture politique chez la majorité de cette population. Si la partie majoritaire des Turcs de Strasbourg vote à travers la puissance motrice des sentiments et d'attaches psychologiques, les politiques publiques ciblant les émigrants que l'Ak Parti a menés depuis à peu près deux décennies restent visibles comme les motivations plus pragmatiques. Moins visible, il s'agit des électeurs qui votent étant donné qu'une partie importante de cette population est content d'être « prise en compte comme des vrais citoyens », ce qui démontre le côté plus pragmatique des comportements électoraux des Turcs de Strasbourg.

Même s'il s'agit des points positifs, à l'exception d'un seul interlocuteur, défendant idéologique et politique du parti gouvernant, la quasi-totalité de notre échantillon défend l'idée que participation électorale transnationale est un développement qui n'est pas tout à fait apprécié par les Turcs de Strasbourg. Participation électorale en tant que composant de l'identité transnationale peut construire un fondement pour un attachement politique à la fois au pays d'origine ou de résidence (Vertovec, 2001 : 578). Dans le contexte des Turcs de Strasbourg, ceci est interprété comme un développement coïncant une population dont le futur ne serait pas construit fort probablement en Turquie dans la réalité politique turque. Sans être représentés dans le parlement turc, les émigrants vont aux urnes et ceci provoque un attachement exclusivement sentimental envers le pays d'origine, où on va une ou deux fois par ans pour passer quelques semaines. Cet attachement politique est encore plus visible chez les jeunes générations qui n'ont à peine connaissance sur l'économie, l'histoire, la sociologie ou la géographie de la Turquie.

Il s'agit donc les jeunes Franco-Turcs, parfaitement francophones -et visiblement beaucoup moins turcophones-, faisant parties du système éducatif français, connaissant les codes culturels de la France, bref, qui sont bien francisés, à l'exception des intérêts à la politique. Les jeunes Franco-Turcs ont paradoxalement une bonne connaissance, et voire un certain positionnement par rapport à la vie politique turque, mais qu'ils sont désintéressés à la politique française.

Cette discussion de l'intégration – que ça soit politique, sociale ou économique – mérite une attention étant donné que dès les premières années en France, les communautés originaires de Turquie ont été toujours tenues dans le centre des interrogations en la matière. Au bout de bien plus d'un demi-siècle passé en France, les recherches montraient encore que de plusieurs aspects tels que la scolarité, les mariages mixtes, le chômage les Turcs désignent un paysage bien plus loin de la société locale (Akgönül, 2020 : 174-5). De même, comparant avec d'autres communautés immigrantes, les Turcs restent toujours inclinés à entretenir des pratiques transnationales dans les registres sociaux et symboliques, ainsi qu'ils sont très intéressés par la politique de leur pays d'origine (Beauchemin et al., 2016 : 112).

Une fois que les motivations sont discutées, nous nous sommes focalisés sur la manière dont les Turcs de Strasbourg sont influencés par le droit de vote externe. Les dynamiques internes chez les Turcs de Strasbourg sont susceptibles d'être affectées par ce développement. D'un point de vue général, les communautés originaires de Turquie qui désignent déjà une apparence assez loin d'une diaspora seront encore plus éparpillées – de manière sociologique mais pas géographique – après avoir commencé à voter. Discussion sur les raisons de cet éparpillement montre que les caractéristiques de l'espace social transnational turc à Strasbourg mérite une attention spécifique.

D'abord, il est à noter que les Turcs de Strasbourg se concentrent sur les coins, presque indépendants et isolés des autres, dont les frontières sont désignées par les composants identitaire, religieuses ou ethniques (Akgönül, 2020 : 173). C'est ainsi qu'il devient difficile de parler d'une diaspora turque à Strasbourg, mais des diasporas originaires de Turquie -s'il faut utiliser le terme diaspora. D'ailleurs, chez les Turcs de Strasbourg, il est important de souligner que rien n'est complètement isolé de ce qui est politique. Autrement dit, la religion et la confession, l'ethnicité, la langue ou même la région d'origine ne sont pas indépendantes des connotations

politiques. Pour illustrer, les mosquées sont divisées à travers les tendances politiques, et partisans des certains partis politiques ne fréquentent pas aux mosquées d'autres partis. De même, la communauté Alévi est divisée en deux à cause de la divergence politique envers la Turquie, les défenseurs d'une Turquie laïque et moderne d'un côté, partisans du mouvement pro-kurde d'un autre.

Dans un tel contexte, c'est-à-dire, où ce qui est politique pénètre dans tous autres champs de la vie, les préférences politiques jouent naturellement un rôle primordial dans l'organisation de la vie sociale. Alors une pratique comme la participation électorale risque clairement de creuser les clivages entre les pôles, comme expliqué précédemment. De plus, étant donné qu'il s'agit d'une population relativement petite, alors les préférences politiques des membres des communautés turques de Strasbourg sont connues par d'autres. Ceci fait des électeurs d'un instrument de domination interne, car les groupes politiquement déterminés ne manquent pas à invoquer la quantité des votes qu'ils reçoivent pour dominer sur d'autres groupes.

À côté de son rôle creusant davantage le clivage entre différents pôles, le vote externe provoque aussi une impression de discrimination et d'inégalité chez une partie des Turcs de Strasbourg. Surtout, les ressources financières distribuées de manière inégale stimulent une irritation chez les groupes qui ne les reçoivent pas. De même, voter aux locaux du DITIB, qui ne représente qu'une partie des Turcs, ou les services consulaires « exceptionnelles » aux électeurs susceptibles de voter un certain parti provoque une irritation chez une partie importante de la population originaire de Turquie. Le malaise causé par l'inégalité et l'exclusion de certains autres groupes n'est pas une émotion à court terme mais plutôt un sentiment d'hostilité qui aboutit aux confrontations physiques. Les jours d'élections deviennent donc les scènes des contacts physiques et parfois des bagarres dangereuses provoquées par l'ivresse de la victoire.

Toujours à l'exception d'un -et le même- interlocuteur, le paysage général des influences du vote externe sur les relations internes au sein de la communauté turque est basé sur le fait que le clivage entre différents groupes originaires de Turquie devient bien plus approfondi une fois que les Turcs de Strasbourg ont commencé à voter. Les sentiments d'hostilité contre autres groupes alimentent alors la distance sociale -et physique- entre ces groupes, et finalement il devient de plus en plus

difficile de parler d'une diaspora. Nous avons conceptualisé ce processus d'effondrement diasporique, peut-être non pas déclenché, mais visiblement alimenté par le droit de vote externe est conceptualisé sous le nom de *dédiasporisation*. Rarement utilisé dans la littérature, le terme de dédiasporisation est employé pour expliquer l'éloignement identitaire par rapport au pays d'origine, à l'instar de la recherche de Melyon-Reinette (2010 : 10). Cependant, une telle utilisation qui fait référence exclusivement aux relations tissées avec le pays d'origine négligerait d'autres particularités de diaspora telles que la solidarité ou une « quelconque » relation avec la mère-patrie. De plus, de cet aspect, la différence entre la dédiasporisation et l'acculturation reste invisible étant donné que les deux termes font référence au même phénomène.

Or, la *dédiasporisation* signifie, dans cette recherche, la destruction du toit iconographique, autour duquel les groupes composant la diaspora se rassemblent. Formée par un processus de *dédiasporisation*, largement alimenté par le droit de vote externe, les Turcs de Strasbourg forment aujourd'hui des populations archipélagiques entre lesquelles il s'agit des distances visiblement larges, et les interactions ne sont généralement pas basées sur un fondement amical. Les sentiments sur la mère patrie, les idées sur le retour, les relations avec le pays d'origine varient largement selon les groupes à un tel point qu'il ne serait plus possible de rassembler les Turcs de Strasbourg sur le même toit concernant la Turquie. L'effondrement de cette structure provoque chez une certaine partie de la population une acculturation, ou un éloignement identitaire par rapport au pays d'origine alors que pour d'autre partie, un attachement plus fort. Or, ce que nous expliquons avec ce terme, c'est au-delà d'une fragmentation de la diaspora, c'est-à-dire clivage entre différents groupes, mais l'hostilité entre différents groupes politiquement déterminés.

En outre, le changement dans la manière dont les Turcs de Strasbourg s'attachent en Turquie - et vice-versa - est également observé dans cette recherche. Les émigrants turcs, comme partout dans le monde, ont longtemps été considérés par les États du pays d'origine d'abord comme les ressources financières et puis comme des instruments du lobbying dans les relations internationales. Cependant, avec l'octroi du droit de vote, les émigrants turcs sont devenus alors une grande ressource de vote. Ce développement a naturellement changé la nature des relations entre la Turquie et les Turcs de Strasbourg. Les parlementaires et autorités politiques ont commencé à visiter Strasbourg bien plus souvent depuis 2013. De ce fait, les Turcs

de Strasbourg sont d'avis que leurs paroles sont désormais comptées dans la politique turque. Même si le but des acteurs de la politique turque est de chercher à augmenter ses votes, les émigrants Turcs de Strasbourg le prennent du bon côté : « *au moins, ils nous écoutent maintenant* ».

En revanche, l'obtention du droit de vote a également changé ce que la Turquie signifie pour les Turcs de Strasbourg. Pouvoir participer dans la politique en Turquie, au-delà d'étancher la soif démocratique, a alimenté la formation d'un nouveau model d'attachement au pays d'origine. Plus visible surtout chez les jeunes générations, ce nouveau model d'attachement est nommé dans cette recherche *la Turcité politique*, qui explique qu'alors que l'intégration à la société est inévitable, donc les Turcs de France deviennent de plus en plus *français* en termes de la langue, la culture, l'identité et voire, la mode de vie, par contre, à l'égard de la formation de culture politique, les Turcs de Strasbourg restent coincés de manière crescendo dans la réalité politique turque. Le rôle que joue le droit de participation électorale dans cet attachement sociologique dans la politique turque est alors primordial. La *Turcité politique* est donc au-delà d'un simple statut légal, ou d'un attachement politique, nommé dans la littérature la *citoyenneté politique externe* chez Lafleur (2016 : 454) ou la *citoyenneté externe* chez Bauböck (2009), ou de l'interdépendance des activités transnationales et de l'intégration nommée *dual engagement* chez Tsuda (2012), étant donné qu'elle fait référence à une réalité sociologique, car elle détermine l'environnement social de l'individu faisant partie de l'espace social transnational.

S'il y a une seule expression pour déterminer la transformation causée par l'obtention du droit de vote externe, ça serait fort probablement la visibilité politique. Une fois que les urnes sont installées dans les bureaux de vote au-delà des frontières, les Turcs de tel ou tel pays, de telle ou telle ville, voire, région, sont devenus politiquement visibles. Aujourd'hui, donc, les votes provenant des urnes à l'étranger sont comptés et affichés. La quantité des votes bien plus élevée que le contexte national que reçoit le parti gouvernant par les populations résidant surtout en Europe occidentale incite forcément des répercussions par une partie non-négligeable des Turcs résidant en Turquie. Accusés par ces dernières à cause de vivre dans les pays prospères, laïques et démocratiques, en même temps, de soutenir un parti conservo-islamiste qui est tenu responsable de la crise économique sans précédente que la Turquie éprouve actuellement, les Turcs de Strasbourg font face à une stéréotypisation par les Turcs de Turquie, qui les jugent comme *Ak Partili*. Donc

c'est la visibilité des votes, autrement dit, le droit de vote externe, qui a mis en évidence les votes des Turcs à l'étranger. Et au final, les Turcs de Strasbourg sont d'avis d'être victimes de cette nouvelle stéréotype *Ak Partili*. Sans considérer qui votent quel parti, la reflexe générale que les Turcs de Strasbourg font face par leurs compatriotes non-migrants, c'est qu'ils n'ont pas le droit de déterminer le destin d'un pays où ils ne résident pas.

À l'instar des relations entre les Turcs de Strasbourg et la Turquie, le rapport de ces communautés avec la France est également influencé par l'obtention du droit de vote. Ce rapport peut également être considéré en le divisant en deux : le rapport avec les institutions et la politique française d'une part, et le rapport avec la société française d'une autre. La visibilité des préférences politiques des Turcs de Strasbourg qui votent dans leur grande majorité pour le parti gouvernant ne serait pas totalement apprécié par la France à cause de la grande différence entre la mentalité française basée sur les valeurs laïques et républicaines, et la mentalité de l'Ak Parti, islamo-nationalisme traditionnel. D'autre part, les politiques de diaspora que mènent l'Ak Parti, basées sur un discours populiste et nationaliste afin de consolider le soutien populaire et de promouvoir le lobbying ethnique (Aksel, 2022 : 13) ne sont non plus approuvées par les Français. Nous avons observé que, l'idée que la France prenne les mesures contre cette mentalité est adoptée par les Turcs de Strasbourg. Ces mesures se montraient dans le système éducatif, dans les réglementations sur les associations, ou voire, dans les processus de neutralisation. Le modèle français basé sur une intégration totale ne serait pas compatible avec une orientation politiquement désignée vers le pays d'origine et donc, l'exercice de vote externe qui alimente sans doute une politisation envers le pays d'origine ne serait naturellement pas appréciée par la France.

Il s'agit également des répercussions, visiblement moins intensives, de la participation électorale des Turcs chez les Strasbourgeois qui partagent leur quotidienne avec ces derniers. Une partie de nos interlocuteurs ont témoigné les cas où les Français accusent les Turcs en leur stéréotypant comme partisans du parti gouvernant, donc comme les complices de ceux qui se passent en Turquie. Ici, il est important de souligner que la Turquie actuelle est considérée comme une menace par l'opinion publique française. Sans doute, ceci n'est pas indépendant des politiques menées par le parti gouvernant. Par conséquent, le grand nombre de vote que le parti gouvernant reçoit par les Turcs de Strasbourg peut stimuler une irritation chez les

Français. Surtout, quand il s'agit des groupes qui ne soutiennent pas l'Ak Parti mais qui font partie du courant idéologique de l'Islam politique, le fait d'être mises dans le même panier devient encore plus évident.

Pour conclure, il ne serait pas faux de dire la participation électorale transnationale est un développement susceptible d'expandre davantage le rapport entre la démocratie et le territoire. Si la définition traditionnelle du terme démocratie fait référence à la compétence du peuple d'élire en votant ceux qui le dirigeront, alors le vote externe est susceptible de transformer cette référence. D'une autre part, la légitimité de la participation électorale transnationale est encore discutée par les chercheurs, étant donné qu'il est difficile de donner une réponse catégorique. Cependant, ce mémoire montre que les politiques de diaspora, comme le droit de vote externe, peuvent rendre les vies des émigrants plus difficile en les poussant vers la réalité du pays d'origine.

Ce mémoire se focalise sur les communautés immigrantes qui ne sont pas représentés dans le parlement de leur pays d'origine. Il est important de souligner que les résultats varieraient par rapport à ce paramètre de la représentation. De ce fait, notamment depuis une perspective de science politique, une comparaison entre les influences de vote externe pour les communautés représentées et non-représentées dans le parlement des pays d'origines pourraient évidemment être contributive. De même, en considérant la forte *dépendance du contexte* des recherches sur le transnationalisme, il serait utile pour les futures recherches de s'interroger de la même discussion autour des communautés originaires de Turquie dans différentes villes en France. Ceci montrerait également combien et de quelle manière les influences de la participation électorale transnationale peuvent varier selon le contexte. Au final, les recherches se posant les mêmes questions auprès des communautés turques dispersées aux différents pays dévoileraient le rôle que jouent les sociétés et les institutions des pays de résidence dans les influences de vote externe.

En résumé, dans cette recherche, nous avons constaté que la participation électorale transnationale, en tant que droit démocratique, peut exercer les influences à la fois positives et négatives sur les communautés émigrantes. Spécifiquement parlant des Turcs de Strasbourg dont les motivations pour voter sont plutôt nostalgiques et identitaires, nous avons observé que le vote externe risque de les

enfermer dans la réalité politique du pays d'origine, susceptible de provoquer les discussions sur l'intégration politique en France. D'autre part, le contexte polarisant de la politique actuel turque creuse encore les clivages entre différentes pôles originaires de Turquie. Les sentiments envers la politique turque sont largement alimentés par les motivations électorales dans l'espace social transnational turc à Strasbourg. Par conséquence les Turcs de Strasbourg deviennent encore plus isolés non seulement du pays de résidence ou du pays d'origine, mais aussi d'autres groupes originaires de Turquie.



BIBLIOGRAPHIE

Abadan-Unat, N., Cıdam, V., Çınar, D., Kadirbeyoğlu, Z., Kaynak, S., Özay, B. & Taş, S. (2014). Avrupa’da Yaşayan Türklerin Oy Verme Davranışları ve 2014 Türkiye Cumhurbaşkanlığı Seçimi Raporu, *Boğaziçi Üniversitesi & Friedrich Ebert Stiftung*, http://www.fes-tuerkei.org/media/pdf/einzelpublikationen/Voting_final_tuerk.pdf.

Abadan-Unat, N. (2017). *Bitmeyen Göç. Konuk İşçilikten Ulus-Ötesi Yurttaşlığa* (3. ed). İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Adar, S. (2019). Rethinking Political Attitudes of Migrants from Turkey and Their German-Born Children, *SWC Research Paper*, June. DOI: 10.18449/2019RP07

Akçapar, Ş. K. & Aksel, D. B. (2017). Public Diplomacy through Diaspora Engagement: The Case of Turkey . *PERCEPTIONS: Journal of International Affairs* , 22 (3) , 135-160 .

Akgönül, S. (2008). Din, çok bağımlılık ve kimlik korkusu ekseninde Fransa Türkleri. in Danış, D. & İrtiş, V. (éds.). *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye’den Fransa’ya Göç ve Göçmenlik Halleri* (pp. 91-119). İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Akgönül, S. (2009). Appartenances et altérités chez les originaires de Turquie en France. *Hommes & Migrations*, (1280), 34-49. DOI: 10.4000/hommesmigrations.29

Akgönül, S. (2018). Diyanet dans la Patrie, Diyanet dans le Monde. En guise d’introduction. *European Journal of Turkish Studies*, 27(2), 1-12. <http://journals.openedition.org/ejts/5921> ; DOI : 10.4000/ejts.5921

Akgönül, S. (2020). *La Turquie “nouvelle” et les Franco-Turcs*. Paris: L’Harmattan

Aksaz, E. (2015). *L’émigration turque en France : 50 ans de travaux de recherche en France et en Turquie : Bibliographie commentée, proposée à l’occasion du 50e anniversaire de la signature d’un accord bilatéral de main-d’oeuvre entre la France et la Turquie le 8 avril 1965*. İstanbul : Institut français d’études anatoliennes. DOI:10.4000/books.ifeagd.1200

Aksel, D. (2016). *Home states and homeland politics: Interactions between Turkish state and its emigrants in France and the United States* (Thèse de Doctorat en Science Politique et Relations Internationales). Université Koç, İstanbul.

Aksel, D. (2022). Diaspora engagement policies as transnational social engineering: Rise and failure of Turkey’s diaspora policies. *Middle East Critique*, 31 (4), 311-325 DOI:10.1080/19436149.2022.2127631

Aldoğan, Y. (1978). Fransa’daki Türk İşçileri. *Ankara Üniversitesi SBF Dergisi*, 33(3), 143-162.

Anaz, N., Köse, M. & Erdoğan, Z. (2017 février). Diaspora (YurtDışı) Seçim Bölgesine İlişkin Dünya Örnekleri ve Karşılaştırmalı Analizi [Rapport de Recherche], *Tubitak*, Ankara.

Armagnague-Roucher, M. (2016). *Une jeunesse turque en France et en Allemagne*. Lormont : Le Bord de l'Eau.

Aydoğan-Ünal, B. (2016). Oy Verme Davranışı Modelleri. *Ordu Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Sosyal Bilimler Araştırmaları Dergisi*, 6 (15), 95-119.

Baldeweck, Y. (2021, Mars 25). Dans une zone industrielle, le chantier de la « plus grande mosquée d'Europe ». *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/dans-une-zone-industrielle-le-chantier-de-la-plus-grande-mosquee-d-europe-20210325>

Bauböck, R. (2009). The rights and duties of external citizenship. *Citizenship Studies*, 13 (5), 475-499, DOI: 10.1080/13621020903174647

Bauböck, R. (2010). Cold Constellations and hot identities: Political Theory questions about transnationalism and diaspora. in Bauböck, R. & Faist, T. (éds). *Diaspora and Transnationalism* (pp. 295-323) . Amsterdam: Amsterdam University Press.

Beauchemin, C., Cristelle H, Simon, P. (dir.) (2016). *Trajectoires et origines, une enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Éditions INED.

Beauchemin, C., Ichou, M., Simon, P. & l'équipe de l'enquête TeO2. (2022). Familles immigrées : le niveau d'éducation progresse sur trois générations mais les inégalités sociales persistent. *Population & Sociétés*, 602, 1-4. DOI : 10.3917/popsoc.602.0001

Binzet, Y. R. (2021). Göç Alanı İçerisinde Yeni Bir Sosyal Grubun Ortaya Çıkışı: Fransa'ya Yakın Dönem Türk Göçü. *Göç Dergisi*, 8(2), 327-346. DOI: 10.33182/gd.v8i2.683

Boccagini, P. (2010). Private, public or both? On the scope and impact of transnationalism in immigrants' everyday lives. in Bauböck, R. & Faist, T. (éds). *Diaspora and Transnationalism* (pp. 185-204) . Amsterdam University Press.

Bonzon, A. (2015, Juin 6). La France, terre d'élections turques. *Slate*. <https://www.slate.fr/story/102615/france-terre-elections-turques>

Bonzon, A. (2019, Novembre). L'engouement de nombreux Franco-Maghrébins pour Erdoğan, leur « Frère Musulman ». *Revue Des Deux Mondes*, 96-104.

Borkert, M. (2019). Göç Araştırmalarında Neden Disiplinerarasılık Zahmetine Girmeli? Sınırları ve Disiplinleri Esnetmek için bir Argüman. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 68-89). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Bourdieu, P. (1984). Espace social et genèse des « classes ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52(1), 3-14. Doi: 10.3406/arss.1984.3327

Bourdieu, P. (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit.

Bras, L. (2021, Mars 24). C'est quoi cette ingérence de la Turquie dans la présidentielle dénoncée par Macron?, *20 Minutes*. <https://www.20minutes.fr/monde/3006187-20210324-quoi-ingérence-turquie-presidentielle-denoncee-macron>

Bruneau, M. (2004). *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris: Anthropos

Bruneau, M. (2010). Diasporas, transnational spaces and communities. in Bauböck, R. & Faist, T. (éds). *Diaspora and Transnationalism* (pp. 35-50) . Amsterdam: Amsterdam University Press.

Butler, K. D. (2001). Defining Diaspora, Refining a Discourse. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 10(2), 189-219. DOI:10.1353/dsp.2011.0014.

CHP milletvekilleri Fransa'da Hayır'ı anlattı, (2017, Mars 20), *Politik Yol*, <https://www.politikyol.com/chp-milletvekilleri-fransada-hayiri-anlatti/>

Cohen. R., (1997). *Global Diasporas: An Introduction*. Londres: UCL Press.

Cumhuriyet Halk Partisi. (2022). *Yurtdışı Seçim Çevresi: Daha Adil Bir Seçim Sistemine Doğru*. https://content.chp.org.tr/file/bykp_yurtdisi_secim_cevresi.pdf

Çelik, H., Başer-Baykal, N. ve Kılıç-Memur, H. N. (2020). Nitel veri analizi ve temel ilkeleri. *Eğitimde Nitel Araştırmalar Dergisi – Journal of Qualitative Research in Education*, 8(1), 379-406. DOI: 10.14689/issn.2148-2624.1.8c.1s.16m

Dahinden, J. (2010). The dynamics of migrants' transnational formations: Between mobility and locality. In R. Bauböck & T. Faist (éds.), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 51–72). Amsterdam University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt46mz31.6>

Danış, D. & Kayaalp, E. (2004). *Elmadag, A neighborhood in flux*. New edition (online). İstanbul: Institut Français d'Études Anatoliennes. <http://books.openedition.org/ifeagd/265>. ISBN: 9782362450327. DOI: 10.4000/books.ifeagd.265.

Danış, D. & Üstel, F. (2008). Türkiye'den Fransa'ya Göçün Toplumsal ve Tarihsel Boyutları. in Danış, D. & İrtiş, V. (éds.). *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri* (pp. 1-34). İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Débarre, S. & Petek, G. (2022). *Fransa'da Türklerin Tarihi*. Ankara: Doğubatı.

Delcroix, C. & Bertaux, D. (2012). Les activités transnationales des femmes immigrées. L'exemple d'une association de Marocaines de Bruxelles, *Revue européenne des migrations internationales [En ligne]*, 28 (1). 85-105.

Ellis, A., Navarro, C., Morales, I., Gratschew, M. & Braun, N. (2007). *Voting From Abroad, The International IDEA Handbook*. Stockholm: International IDEA.

Engbersen, G., Leerkes, A., Grabowska-Lusinska, I., Snel, E. & Burgers, J. (2013). On the Differential Attachments of Migrants from Central and Eastern Europe: A Typology of Labour Migration, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39 (6), 959-981.

Erdal, M., B. & Oeppen, C. (2013). Migrant Balancing Acts: Understanding the Interactions Between Integration and Transnationalism, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39 (6), 867-884, DOI: 10.1080/1369183X.2013.765647

Erdoğan, M. (2015). Avrupa'da Türkiye Kökenli Göçmenler ve 'Euro-Turks-barometre' Araştırmaları. *Göç Araştırmaları Dergisi*, 1 (1), 108–148.

Ertul, S. (2009). Culture immigrée/émigrée : l'exemple de la migration turque vers la France. *Migrations Société*, 123-124(3), 127-140. DOI: 10.3917/migra.123.0127.

Faist, T. (2003). *Uluslararası Göç ve Uluslararası Toplumsal Alanlar* (Traduit par Nacar et Zana). İstanbul: Bağlam Yayıncılık.

Faist, T. (2010). Diaspora and transnationalism: What kind of dance partners?. in Bauböck, R. & Faist, T. (éds). *Diaspora and Transnationalism* (pp. 9-34) . Amsterdam: Amsterdam University Press.

Fedyuk, O. & Zentai, V. (2018). The interview in migration studies: A step towards a dialogue and knowledge co-production?. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Qualitative Research in European Migration Studies* (pp. 171-189). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Fırat, D. (2003). Göçmenler ile ilgili Fransız sosyolojik düşüncesinin çözümlenmesi: Fransa'daki Türkiye kökenli gençlerde bütünleşmenin bir sonucu olarak "ötekileşmiş" kültürel kökenin yeniden keşfi. *Toplumbilim Dergisi, Göç Sosyolojisi Özel Sayısı*, (80), 70-93.

Fırat, D. (2007, janvier). Population issue de l'immigration de Turquie en France. *Migrations études*, 140, pp. 1-16.

Fransa "Türkiye'ye siyasi bağlılık" nedeniyle vatandaşlık başvurusunu reddetti, (2020, février 1). T24. <https://t24.com.tr/haber/fransa-vatandaslik-talebinde-bulunan-kadının-basvurusunu-esinin-türkiye-ye-siyasi-bagliliği-gerekcesiyle-reddetti,858829>

Ganga, D., & Scott, S. (2006). Cultural "insiders" and the issue of positionality in qualitative migration research: Moving "across" and moving "along" researcher-participant divides. *Forum : Qualitative Social Research*, 7(3). Retrieved from <https://www.proquest.com/scholarly-journals/cultural-insiders-issue-positionality-qualitative/docview/869235948/se-2>

Gasparini, W. & Koebel, M. (2017). Le football communautaire : enquête dans les clubs alsaciens, France, *Sciences de la société*, 101, 144-167.

Gökalp-Yılmaz, G. (2017). Avrupa'da yaşayan Türkiyelilere dair gurbetçi ve Almancı söylemlerinin yeniden düşünülmesi. *Süleyman Demirel Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 22, 1473-1490.

Gündoğmuş, B. (2021). Yurt Dışı Türklerin Siyasal Katılımında Yurt Dışı Seçim Çevresi: Niçin ve Nasıl? *Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 31 (2), 765-779.

Haufmann, M., Makovsky, A. & Werz, M. (2020 decembre). The Turkish Diaspora in Europe: Integration, Migration and Politics [Rapport de Recherche]. <https://www.americanprogress.org/article/turkish-diaspora-europe/>

Iosifides, T. (2019). Nitel Göç Araştırmalarında Epistemolojik Meseleler: Özdüşünümsellik, Nesnellik ve Öznellik. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 112-132). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

İrtiş, V. (2008). Fransa'da Yaşayan Türkiye Kökenli Gençler ve Kimlik Stratejileri. in Danış, D. & İrtiş, V. (éds.). *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye'den Fransa'ya Göç ve Göçmenlik Halleri* (pp. 235-258). İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Jacobs, D. (2019). Çalıştıklarımızı ve Analiz Ettiklerimizi Kategorize Etmek ve Yorumlama Aşaması. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 157-178). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Jégo, M. (2021, Février 20). L'Université Galatasaray, victime collatérale des tensions entre la France et la Turquie. *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/20/l-universite-galatasaray-victime-collaterale-des-tensions-entre-la-france-et-la-turquie_6070658_3210.html

Kahraman, A., B. (2011). *Siyasal Katılımın Sosyolojik Analizi*. Konya: Çizgi Kitabevi.

Kalaylıoğlu, Y. (2016). *Transforming Constraints Into Strategies: The Role of Different Forms of Capital in The Status Passage of Documented Iranian Migrants in Ankara, Turkey* (Thèse de doctorat en sociologie). Ortadoğu Teknik Üniversitesi, Ankara.

Kapani, M. (2009). *Politika Bilimine Giriş* (23.Baskı). Ankara: Bilgi Yayınevi.

Kastoryano, R. (1997). Participation transnationale et citoyenneté : les immigrés dans l'Union européenne, *Cultures & Conflits*, (28), DOI : 10.4000/conflits.2121

Kaya, A. (2019). Home-State Politics Towards Turkish Emigrants. in *Turkish Origin Migrants and Their Descendants . Identities and Modernities in Europe* (pp. 95-111). Palgrave Pivot, Cham. DOI: 10.1007/978-3-319-94995-6_5

Kaya, A. & Kentel, F. (2005). *Euro-Türkler: Türkiye ile Avrupa Birliği arasında Köprü mü, Engel mi?*, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, Göç Serisi.

Kaya, B. (2009). Le cas des migrants turcs en Suisse. Liens politiques à travers les pays. *Terra Cognita*, (15), 58-63.

Kaya, B. & Baglioni, S. (2008) Le transnationalisme en action : le cas des Turcs en Suisse, *Revue européenne des migrations internationales [En ligne]*, 24 (2), DOI : 10.4000/remi.4632

King, R. (2019). Bağlam Temelli Nitel Araştırma ve Avrupa'da Çok-sahalı Göç Araştırmaları. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 40-68). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Kocher, A. & Tapia, S. de. (1989). Immigration, habitat et emploi dans une vallée vosgienne en crise. *Revue européenne des migrations internationales*, 5(2), 107-120.

Lévy, J. D., Bartoli, P. H., Gautier, A. (2021). *Les Français et la politique étrangère de la France: Quel regard les Français portent-ils sur la politique étrangère de leur*

pays? (Étude de recherche). Harris Interactive. https://harris-interactive.fr/opinion_polls/les-francais-et-la-politique-etrangere-de-la-france/

Lafleur, J.-M. (2016). Enjeux de la représentation et de la participation politique des émigrés dans leur pays d'origine : Vers une citoyenneté politique externe ? *Social Science Information*, 55(4), 446–460. DOI: 10.1177/0539018416658153

Lima, A. (2012). Transnationalism: A new mode of immigrant incorporation [data set]. *Harvard Dataverse*. DOI: 10.7910/DVN/ZHOWJYpor

Loi no 2021-1109 (24 août 2021). Les principes de la République renforce les leviers d'action existants pour assurer un meilleur respect des valeurs républicaines : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043964778>

Maalouf, A. (1998). *Les Identités Meurtrières*. Editions Grasset & Fasquelle.

Melyon-Reinette, S. (2010). De la dédiasporisation des jeunes Haïtiens à New York, *Études caribéennes* [en ligne], (16), URL: <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/> DOI:10.4000/etudescaribeennes.4628

Mencütek, Z. Ş. (2015). External Voting: Mapping Motivations of Emigrants and Concerns of Host Countries, *Insight Turkey*, 17 (4): 145-169.

Mencütek, Z. Ş. & Erdoğan, M. M. (2015). The Implementation of Voting From Abroad: Evidence from the 2014 Turkish Presidential Election, *International Migration*, 1-15.

Mencütek, Z.Ş. & Başer, B. (2018). Mobilizing Diasporas: Insights from Turkey's Attempts to Reach Turkish Citizens Abroad, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 20 (1), 86-105. DOI: 10.1080/19448953.2017.1375269

Morawska, E. (2003). Immigrant Transnationalism and Assimilation: A Variety of Combinations and the Analytic Strategy it Suggests. in Joppke, C. & Morawska, E. (éds). *Toward Assimilation and Citizenship: Immigrants in Liberal Nation-States. Migration, Minorities and Citizenship* (pp. 133-176). Palgrave Macmillan, London.

Morawska, E. (2019). Nitel Göç Araştırmaları: Uygulanabilir Hedefler, Açık Uçlu Sorular ve Çok Boyutlu Cevaplar. In Zapata-Barrero, R & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 134-156). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Mügge, L., Kranendonk, M., Vermeulen, F. & Aydemir, N. (2021). Migrant votes 'here' and 'there': Transnational electoral behavior of Turks in the Netherlands, *Migration Studies*, 9 (3): 400–422, DOI: 10.1093/migration/mnz034

Mügge, L. (2016). Transnationalism as a Research Paradigm and Its Relevance for Integration. in Garcés-Mascareñas, B., Penninx, R. (éds). *Integration Processes and Policies in Europe*. (109-125). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Observatoire de l'Immigration et de la Démographie. (2021 avril). *Les Turcs en France : un « isolat » séparatiste ?* URL: <https://observatoire-immigration.fr/les-turcs-en-france-un-isolat-separatiste/>

Oeppen, C. (2013). A stranger at “home”: interactions between transnational return visits and integration for Afghan refugees, *Global Networks*, 13(2). 261-278.

Østergaard-Nielsen, E. (2003). Turkey and the "Euro-Turks": overseas nationals as an ambiguous asset. in *International migration and sending countries: perceptions policies and transnational relations* (pp. 77-98).

Østergaard-Nielsen, E. (2016). Sending Country Policies. In Garcés-Mascareñas, B. & Peninx, R. (éds.). *Integration Processes and Policies in Europe* (pp.147-166). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Özcan, E. (2016). Çağdaş Göç Teorileri Üzerine Bir Değerlendirme. *İş ve Hayat*, 2 (4), 183-215.

Özkul, D. (2012). Ulus-Ötesi Göç: Kuramsal Bir Değerlendirme [Transnational Migration – A theoretical evaluation]. in Ihlamur-Öner, S.F. & Öner, A.Ş. (éds.). *Uluslararası Göçü Yeniden Düşünmek: Yeni Yaklaşım ve Yönelimler*, İstanbul: İletişim Yayınları.

Petek-Şalom, G. (2001). Des gendres et des brus « importés » de Turquie par les familles. Dans: *Hommes et Migrations*, (1232), 41-50.

Petek, G. (2008). Türkiye Kökenli Göçmenlerin Fransa’da Siyasi Katılım ve Temsiliyeti. in Danış, D. & İrtiş, V. (éds.). *Entegrasyonun Ötesinde: Türkiye’den Fransa’ya Göç ve Göçmenlik Halleri* (pp. 73-89). İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.

Portes, A. (2007). Migration, Development, and Segmented Assimilation: A Conceptual Review of the Evidence. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 610, 73–97.

Safran, W. (1991). Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 1(1), 83-99. DOI:10.1353/dsp.1991.0004.

Sánchez-Montijano, E., Kaya, A. & Sökmen, M., E. (2018). Highly Skilled Migration between the EU and Turkey: Drivers and Scenarios. *FEUTURE Horizon 2020 Working Paper Series*, no 21. Doi: 10.1787/9789264257290-en.

- Schans, D. (2009). Transnational Family Ties of Immigrants in the Netherlands. *Ethnic and Racial Studies*, 32(7), 1164-1182. DOI: 10.1080/01419870902763852
- Sert, D. (2012). Integration and/or Transnationalism? The Case of Turkish-German Transnational Space . *PERCEPTIONS: Journal of International Affairs* , 17 (2) , 85-102.
- Sevi, S., Mekik, C., Blais. A. & Çakır, S. (2019). How do Turks abroad vote?, *Turkish Studies*, 21 (2), 208-230. DOI: 10.1080/14683849.2019.1607311
- Simon, P. (2017). 7. Les descendants d'immigrés et la question de l'intégration. *Regards croisés sur l'économie*, 20, 81-92. DOI: 10.3917/rce.020.0081
- Sirkeci, İ. (2018). Göçün Mutlulukla Yakından İlgisi Var. in Kazaz, G.& Mavituna, İ. *Bu Ülkeden Gitmek* (p. 7-15). İstanbul: Metropolis Yayınları
- Şenay, B. (2010). Ulusaşırı Toplumsal Alanlar, Ulusaşırı Kimlikler: Avustralyalı Türkler Örneği. in Dönmez, R. O., Enneli, P. & Altuntaş, N. (éds.). *Türkiye'de Kesişen ve Çatışan Dinsel ve Etnik Kimlikler* (pp. 255-287). İstanbul: Say Yayınları.
- Tamaki, E. (2011). Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivation. *International Migration Review*, 45(1), 148–173. DOI: 10.1111/j.1747-7379.2010.00842.x
- Tapia, S. de. (2012). Dimensions transnationales et culturelles des migrations turques en Europe. *Multitudes*, 49(2), 62-75. DOI: 10.3917/mult.049.0062
- Tapia, S. de. (2009). Permanences et mutations de l'immigration turque en France. *Hommes & Migrations*, 1280(4), 8-20.
- T.C. Dışişleri Bakanlığı (2019). *2019 Yılı İdare Faaliyet Raporu*. <https://www.mfa.gov.tr/data/BAKANLIK/2019-yili-idare-faaliyet-raporu.pdf>
- Tsuda, T. (2012) Whatever happened to simultaneity? Transnational migration theory and dual engagement in sending and receiving countries, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38 (4),631-649.
- Uslucan, H.H. & Sauer, M. (2020). Political Participation and Party Preferences among Immigrants of Turkish Origin in Germany, *Uluslararası İlişkiler*, 17 (68), 113-128, DOI: 10.33458/uidergisi.865541
- Vertovec, S. (1999). Conceiving and researching transnationalism, *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 447-462, DOI: 10.1080/014198799329558

Vertovec, S. (2001). Transnationalism and identity, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27(4), 573-582, DOI: 10.1080/13691830120090386

Wagner, A. (1998). *Les nouvelles élites de la mondialisation*. Paris: Presses Universitaires de France.

Yagmur, K. & Akinci, M. (2003). Language use, choice, maintenance, and ethnolinguistic vitality of Turkish speakers in France: intergenerational differences. *International Journal of the Sociology of Language*, (164), 107-128.

Yalaz, E. & Zapata-Barrero, R. (2019). Avrupa’da Nitel Göç Araştırmalarını Haritalama: Açıklayıcı Bir Analiz. in Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (éds). *Avrupa Göç Çalışmalarında Nitel Araştırmalar* (pp. 10-38). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

Yediyıldız, M.B.(2017). L'enseignement du turc en tant que langue étrangère en France : état des lieux, développement, enjeux. (Thèse de Doctorat), Université de Strasbourg.

Yégavian, T. (2021, janvier). Les diasporas turque et azerbaïdjanaise de France: instruments au service du panturquisme [Rapport de Recherche]. *Centre Français de Recherche sur le Renseignement*, 27, <https://cf2r.org/recherche/les-diasporas-turque-et-azerbaïdjanaise-de-france-instruments-au-service-du-panturquisme/>

Yıldırım, D. (2016). Gurbetin Oyları: 7 Haziran’dan 1 Kasım’a Yurtdışı Seçmen Davranışı, *Alternatif Politika*, 8(2). 376–403.

Yırcalı, A. & Mahçupyan, E. (2016). *Avrupa’da Türkiyeli Olmak: Kimlikler, Bireyler, Vatandaşlar*. İstanbul: Podem Yayınları.

Zırh, B.C. (2005). *Transnationalism: A new theoretical frame and a new analytical tool in international migration studies*, (Mémoire de master). Ortadoğu Teknik Üniversitesi, Ankara.

ANNEXE 1 – TABLEAU DES INTERLOCUTEURS

Interlocuteur		Age	Sex	Institution	Institution Affiliée en Turquie	Positionnement Idéologique
1	A	57	H	COJEP	Ak Parti	Conservateur - Intégrationniste
2	B	42	H	CHP Strasbourg	Cumhuriyet Halk Partisi	Social-Démocrate
3	C	48	H	Centre Culturel des Alevi de Strasbourg	-	Laïque - Social - Démocrate
4	F	52	H	HDP Strasbourg	Halkların Demokratik Partisi	Pro-Kurde - Socialiste
5	I	55	H	UID Alsace	Ak Parti	Nationaliste - Conservateur
6	K	34	F	-	-	-
7	M	53	H	ASTU	-	Socialiste
8	N	47	H	FTF Grand Est	Milliyetçi Hareket Partisi	Nationaliste - Conservateur
9	O	43	H	FTF Grand Est	Milliyetçi Hareket Partisi	Nationaliste - Conservateur
10	Y	50	H	Saadet Partisi Alsace	Saadet Partisi	Islamo-Conservateur

Etant donné que ce mémoire se focalise sur un sujet susceptible d'être sensible, nous avons affiché des informations démographiques limitées ainsi qu'employé les pseudonymes pour les interlocuteurs afin d'assurer l'anonymat.

ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE

1. Quelles sont vos motivations pour participer aux élections en Turquie ?
2. Quelles sont les motivations des Turcs de Strasbourg pour participer aux élections en Turquie ? Pourriez-vous parler de vos expériences et de vos observations ?
3. Pourriez-vous expliquer le rôle de la politique turque chez les Turcs de Strasbourg ? Observez-vous un changement depuis 2012 ?
4. Est-ce que vous pourriez expliquer vos observations sur la manière dont les Turcs de Turquie s'approchent vers vous – ou les Turcs de Strasbourg - depuis 2012 ?
5. Vous pourriez parler des relations entre les Français et les Turcs de Strasbourg ?
6. Pourriez-vous expliquer si la politique turque joue un rôle dans les relations entre les Français et les Turcs de Strasbourg ?
7. Est-ce que vous pouvez expliquer si vous observez une polarisation ou une réunification provoquée par la participation aux élections en Turquie ?
8. De quelle manière à votre avis, le vote externe a influencé la question d'appartenance ?

ANNEXE 3 – IMAGES



Une voiture luxe dont la plaque d'immatriculation est enregistrée à Hauts-de-Seine 92 avec une petite phrase sur la lunette arrière.



Un groupe se composant des Franco-Turcs qui sont aux locaux de DITIB, Strasbourg pour voter.

ÖZGEÇMİŞ



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite: GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ

Enstitü: SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ

Adı Soyadı: YİĞİT RIZA BİNZET

Tez Başlığı: LES INFLUENCES DE LA PARTICIPATION
ELECTORALE TRANSNATIONALE SUR LES IMMIGRANTS:
EXEMPLE DES TURCS DE STRASBOURG

Savunma Tarihi: 20.12.2022

Danışman: Doç. Dr. ASLI DİDEM DANIŞ ŞENYÜZ

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı, Soyadı

İmza

Doç. Dr. Aslı Didem DANIŞ ŞENYÜZ

Dr. Damla BAYRAKTAR AKSEL

Dr. Cihan ÖZPINAR

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK